

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU
ROLE DE LA COUR
COMPARÉ A CELUI DU JURY
EN MATIÈRE CRIMINELLE

ÉTUDE JURIDIQUE ET CRITIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le lundi 26 octobre 1908, à 8 heures

PAR

Jean HUSSON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LE POITTEVIN.

Suffragants : { MM. GARÇON, professeur.
CAPITANT, chargé de cours.

PARIS

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU
ROLE DE LA COUR
COMPARÉ A CELUI DU JURY
EN MATIÈRE CRIMINELLE

ÉTUDE JURIDIQUE ET CRITIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences Juridiques)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 26 octobre 1908 à 8 heures

PAR

Jean HUSSON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LE POITTEVIN.

Suffragants : { MM. GARÇON, professeur.
CAPITANT, chargé de cours.

PARIS

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MON PÈRE

BIBLIOGRAPHIE

- Aignan.** — Histoire du jury.
Beudant. — De l'indication de la loi pénale dans la discussion devant le jury.
Bougon. — De la participation du jury à l'application de la peine.
Chauveau. — Code pénal progressif.
Corentin Guyho. — Les jurés maîtres de la peine.
Coulon Henri. — Réforme judiciaire. Le jury correctionnel.
Cruppi Jean — La Cour d'assises.
Foissin. — Essai sur l'histoire des juridictions criminelles en Algérie.
Faustin-Hélie. — Traité de l'instruction criminelle.
Frèrejoubert du Saint. — Traité théorique et pratique de la Cour d'assises.
Grasserie (Raoul de). — Origines, évolution et avenir du jury.
Larcher (Emile). — Traité élémentaire de législation algérienne.
Mittermaier (A.). — Traité de la preuve en matière criminelle.
Traduction Alexandre.
Nouguier. — La Cour d'assises.
Saleilles. — De l'individualisation de la peine.
Van Cassel. — Des tribunaux d'échevins et du jury correctionnel.
Zambeaux. — Des attributions du président des assises, de la Cour d'assises et du jury.

Périodiques.

- Annuaire de Législation étrangère.*
Bulletin de la Société de législation comparée.
Bulletin de la Société générale des Prisons.
France judiciaire.

Journal le Droit.

Journal La Loi.

Journal Le Droit criminel.

Journal officiel.

Recueil de l'Académie de législation de Toulouse.

Revue algérienne et tunisienne.

Revue critique.

Revue pratique.

DU
ROLE DE LA COUR COMPARÉ A CELUI DU JURY
EN MATIÈRE CRIMINELLE

INTRODUCTION

Il y a plus d'un siècle, lorsqu'éclata la Révolution, la France, croyant trouver dans l'absolutisme la cause de tous ses maux, s'efforça de se doter pour l'avenir d'institutions qui assureraient aux citoyens une liberté en dehors des atteintes du pouvoir et à l'abri des influences illégitimes.

Les Cahiers des Etats-Généraux de 1789 contenaient, relativement à la justice, des reproches acerbes mais trop souvent justifiés.

Des réformes étaient demandées et proposées.

Nos voisins les Anglais avaient acquis l'admiration de nos jurisconsultes, parce qu'ils avaient su conserver et adapter à leurs mœurs un système de juridiction qui faisait participer tous les citoyens à l'administration de la justice.

Aussi lorsqu'au point de vue judiciaire on résolut de

INTRODUCTION

modifier le vieil état de choses, les membres de l'Assemblée constituante tournèrent-ils tout naturellement les yeux vers l'Angleterre et proposèrent-ils de nous assimiler un système de juridiction analogue à celui que nous avaient fait connaître et apprécier les écrits des philosophes et des juristes du XVIII^e siècle et que Montesquieu dans « *l'Esprit des Lois* » nous avait tout particulièrement prôné (1).

Le principe que « tout homme devait être et serait jugé par ses pairs » semblait par son application usuelle devoir devenir la sauvegarde des libertés publiques et la garantie la plus sûre de l'indépendance et du bon fonctionnement de la justice.

Ce fut avec enthousiasme qu'un projet d'établissement du jury fut en principe adopté, mis rapidement à l'étude et un peu plus tard en pratique.

Quand on eut réalisé le rêve, on s'aperçut alors seulement des points faibles et de certains inconvénients de l'institution hâtivement adoptée et précipitamment établie et depuis un siècle on attaque le jury, on se plaint à faire ressortir ses défauts, on va même jusqu'à réclamer son abolition.

Pourtant le principe sur lequel il repose est admirable et il faut le conserver précieusement dans notre Code criminel où il a été adopté. Mais il est vrai que les critiques concernant la manière dont s'exerce son

(1) Condorcet trouvait le système anglais défectueux. Il travailla assidument, mais en vain, de 1789 à 1792 à le perfectionner.

action sont à bien des points de vue justement formulées et que le remaniement de la Cour d'assises s'impose.

Le xix^e siècle passe pour avoir été un siècle de progrès. L'anthropologie, la criminologie, l'omnipotence de la justice populaire, l'individualisation de la peine, la physiologie, la psychologie, la sociologie, la statistique sont autant de sciences et de théories qui sont nées et se sont rapidement développées. Les institutions sont appelées à se transformer au fur et à mesure que la pratique en révèle les avantages et les inconvénients. Les idées évoluent ; de nouveaux programmes se tracent et leurs partisans en demandent l'application. C'est pourquoi des réformes sont réclamées dans l'organisation et dans les moyens d'action de notre Cour d'assises.

Ce revirement d'opinion est dû en grande partie aux travaux de juristes éminents sur qui les idées modernes ont avantageusement et très naturellement influé. Aussi nos législateurs, guidés dans leur œuvre par la doctrine ont-ils ressenti le désir de faire mieux que ce que nous avons en bien.

En ce moment même est étudié un projet de loi qui a été déposé sur le bureau de la Chambre des députés. Son esprit nous fait prévoir l'organisation de notre juridiction criminelle sur une base qui est l'application de théories nouvelles, ce qui nous donne la certitude que dans un avenir prochain le rôle du jury sera ce qu'il doit être dans la décision de la peine.

Ces projets de réformes qui nous laissent espérer de grandes transformations atténuent déjà ce qui en réalité fut toujours l'objet de la plupart des critiques adressées à la Cour d'assises. « La source véritable et première des griefs lentement accumulés contre le jury, c'est la séparation aux mains de deux pouvoirs distincts de la décision du fait et de l'application de la peine (1). »

Il est certain que cette séparation des pouvoirs si ardemment voulue et réalisée par la Révolution a fait naître au sein de la Cour d'assises, entre la Cour et le jury, une rivalité d'attributions, cause d'inconvénients très graves qui donnèrent lieu à des polémiques violentes et à des constatations parfois bien défavorables pour notre grande juridiction criminelle.

Cet état de choses nécessitait et produisit d'ailleurs au cours du siècle dernier des réformes qui étaient urgentes, mais qui furent insuffisantes. Des changements radicaux sont devenus nécessaires. Déjà il s'est produit dans le rôle respectif de la Cour et du jury, des modifications que nous pouvons constater. Peu à peu les magistrats abandonnent une partie de leur pouvoir aux juges civils. La jurisprudence approuve et bientôt probablement une loi sanctionnera ces réformes salutaires qui jusqu'ici ne sont encore que des habitudes résultant d'un usage constant.

Si les changements qui sont à souhaiter se réalisent,

(1) Ch. Beudant, *De l'indication de la loi pénale dans la discussion devant le jury.*

ce n'est pas en agissant à l'aveugle ou par tâtonnements que nous les réaliserons.

Chez certaines nations étrangères, en effet, nous trouverons des indications utiles pour les transformations que nous voudrions accomplir et si nos législateurs adoptent pour la répression de nouvelles formes d'action, ce sera pour faire des améliorations indiscutables, Ils connaîtront en effet mieux la future organisation qu'ils voudront installer, que ne connaissaient les lois anglaises les membres de nos grandes assemblées révolutionnaires.

Si donc nous remplaçons notre Cour d'assises telle qu'elle existe actuellement, par une autre Cour différant de la première par sa constitution, son fonctionnement, sa procédure, nous disposerions d'une juridiction que nous aurions rénovée en nous appuyant sur des connaissances certaines, sur des résultats évidents qui ont produit des effets utiles, intéressants et expérimentés.

D'ailleurs, quelles que soient les réformes accomplies, le principe de la justice populaire ne serait nullement atteint ; seul le mécanisme de son application serait modifié.

PREMIÈRE PARTIE

DU ROLE DE LA COUR COMPARÉ A CELUI DU JURY DANS LE PASSÉ

CHAPITRE PREMIER

RAISONS QUI ONT FAIT ADOPTER EN COUR D'ASSISES LA DUALITÉ D'ATTRIBUTIONS.

La Cour d'assises n'est pas une de ces juridictions simples, dont tous les membres siègent, délibèrent et décident en commun, sur l'ensemble du procès pénal. L'œuvre de la justice criminelle s'accomplit en quelque sorte, en partie double. Les assises ne sont en effet habituellement constituées pour pouvoir fonctionner que par la réunion de deux éléments, qui se complètent, sans se confondre et qui travaillent collectivement au but qui leur est fixé. Elle est composée de deux sortes de juges : des laïques et des professionnels.

Les premiers sont des citoyens, appelés jurés, au nombre de douze, dont la réunion forme le jury. Ils jugent

sous la foi du serment (d'où leur nom de jurés) et en leur âme et conscience de la culpabilité des accusés.

Les deuxièmes sont des magistrats, au nombre de trois, un président et ses assesseurs formant la juridiction désignée par cette expression la « Cour » quand on l'oppose au « jury », juges de la pénalité, c'est-à-dire chargés d'appliquer la peine conformément à la décision du jury.

La déclaration des jurés et l'arrêt de la Cour forment les deux éléments conjoints et nécessaires de la solution de l'accusation. La loi a donc ainsi organisé pour exercer la répression criminelle une juridiction dont la décision ne peut être formée que par le jeu complexe de deux organes différents.

Quelles sont les raisons qui ont pu déterminer les législateurs à introduire dans la composition de la Cour d'assises un ordre différent de celui des autres juridictions ? Pour les comprendre il nous faut nécessairement jeter un coup d'œil sur le droit pénal de la fin du xviii^e siècle et des observations que nous ferons, nous déduirons et comprendrons ce qui a poussé à modifier profondément l'ordre de choses, ceux qui appelés à préparer l'avenir voulaient en connaissance de cause éviter les inconvénients du passé.

Jusqu'en 1789 l'idée religieuse joua un rôle prépondérant dans l'administration de la justice pénale. Le criminel n'était pas seulement considéré comme un homme redoutable et nuisible pour la société, mais c'é-

tait encore un pécheur ; or comme criminel il devait être puni par la société et comme pécheur il devait être châtié par Dieu.

Mais par un sentiment plein de générosité, le juge voulant en quelque sorte se substituer à Dieu, tout en accomplissant l'œuvre de la vengeance sociale, visait à accomplir en même temps, au moins partiellement, l'œuvre de la justice divine. Et c'est pourquoi « spiritualisant » (1) en quelque sorte la procédure, il infligeait au coupable un châtiment cruel de façon à apaiser la justice sociale et la justice divine et à lui éviter ainsi la damnation !

Cette théorie erronée empêchait de voir quels inconvénients il y avait à laisser au juge, un pouvoir discrétionnaire pour infliger des peines arbitraires. Qu'importait, en effet, si la peine était disproportionnée à l'infraction : le criminel n'aurait pas à regretter un châtiment trop sévère, puisqu'il avait ainsi d'autant plus de chance d'éviter l'enfer et ses tourments éternels !

Sans doute les Ordonnances royales (2), les coutumes locales et une jurisprudence constante avaient bien établi certaines pénalités. Mais même en ces cas, d'ailleurs assez rares, l'arbitraire du juge n'en existait pas moins et n'était limité que par sa « prudence », qui elle-

(1) A. Guillot, *Les prisons de Paris*.

(2) Ainsi la déclaration de Louis XIV du 13 mars 1731 constituait le Code du vol.

même n'était réglée que par son caractère, son intelligence, son instruction ou sa bonté.

Le juge pouvait en effet :

1^o Punir des faits non prévus de la peine qui lui convenait. C'était l'arbitraire possible de la loi à la disposition de l'arbitraire possible du juge.

2^o Modifier même les quelques peines légales déterminées par les Ordonnances ou les coutumes locales.

Son arbitraire était donc absolu, sauf qu'il lui était interdit d'inventer des peines nouvelles.

Mais le XVIII^e siècle, surtout dans la seconde moitié, fut une époque où l'influence d'idées nouvelles se fit tout particulièrement ressentir.

Montesquieu, des 1721, dans les *Lettres Persanes*, s'explique sur la nature et l'efficacité des peines. Plus tard, dans l'*Esprit des Lois*, il expose les principes du droit pénal.

Beccaria, dans le *Traité des délits et des peines*, paru en 1766, propose des réformes, après avoir fait des critiques très précises et très justifiées.

Rousseau, dans le *Contrat social*, s'occupe de questions de morale et de politique qui influèrent sur la législation pénale.

Beaucoup de philosophes, de juristes et même des magistrats proposèrent des réformes et émirent des théories qui firent naître dans les âmes des sentiments nouveaux. Ceux qui avaient émis ou embrassé ces doctrines avaient d'abord été ardemment combattus, non seu-

lement par des partisans des idées anciennes effrayés des progrès rapides des idées nouvelles, mais encore par des magistrats routinier que tout changement effrayait. Cependant bientôt ils firent école et on réclama l'application de ces théories, jadis considérées comme subversives, parce qu'elles semblaient devoir procurer des garanties avantageuses.

L'Assemblée constituante voulut remédier au régime d'arbitraire intense qui existait encore. Elle fit des réformes qui aboutirent à la suppression de l'arbitraire du juge au double point de vue de la définition des faits délictueux et de la détermination des peines.

Dans la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789, le principe fut posé que dorénavant « Nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit ». Par cette garantie donnée aux citoyens on supprimait toute atteinte à la liberté individuelle, tout abus de pouvoir. Le juge dorénavant ne pouvait plus punir que des coupables dont le délit nettement déterminé et réprimé serait préalablement défini.

L'Assemblée constituante voulut en outre que l'arbitraire du juge concernant la pénalité fut rendu impossible. Elle organisa alors la fixité des peines de façon à ce que celui-ci n'ait plus rien à décider, rien à apprécier, rien à juger, et en matière criminelle elle établit la dualité d'attributions.

Le juge, en ce qui concernait la pénalité, n'avait plus

aucune initiative. Les crimes étaient classés, déterminés et punis de peines fixes et invariables. Il n'avait donc plus qu'à remplir un rôle mécanique en appliquant et en taxant tel crime déterminé conformément aux lois en vigueur.

Mais là ne s'arrêtèrent pas les réformes à tendances libérales.

Un juge qui dans un procès pénal prononcerait à la fois sur le fait et sur le droit semblait devoir être trop puissant. Il y avait à craindre que le jury « n'abusât du fait contre le droit et qu'il prît une mesure au lieu de vider un procès, ou bien qu'il n'abusât du droit contre le fait et ne se fît juge de la loi » (1). Mais si l'on sépare la vérification du fait et l'application de la loi, ces résultats ne sont plus à craindre. En effet, les peines ayant toutes été déterminées d'avance par un législateur qui n'a pu envisager aucun cas particulier, le juge, chargé de régler cette question de droit, ne pourra rien modifier à la pénalité.

La nouvelle procédure réalisa cette réforme. Elle fut dominée par le principe de la séparation des pouvoirs, alors si en faveur. Le législateur croyait, en appliquant cette théorie en tout état de cause, « limiter le pouvoir en divisant son action, » car, ajoutait-on, « la division des pouvoirs prévient l'oppression ».

Croyant imiter fidèlement l'Angleterre, le législateur

(1) Ch. Beudant, *op. cit.*

confia aux jurés français le soin d'examiner la matérialité du fait et la culpabilité de l'accusé, réservant à la Cour le soin de décider de la criminalité et de la pénalité.

« On isola l'action des deux leviers du pouvoir judiciaire par un sentiment de défiance contre tous deux et afin que chacun servît de contrepoids et de surveillant à l'autre (1). »

C'est ainsi que se réalisa la célèbre et paradoxale distinction entre le « fait » et le « droit » que la Constituante de 1791 consacra en ces termes « après l'accusation admise le fait sera reconnu et déclaré par les jurés ; l'application de la loi sera faite par les juges » (2).

Mais la pensée de l'Assemblée constituante en remettant à deux magistratures différentes la solution du procès pénal ou prévenait l'arbitraire et le despotisme et on limitait l'autorité des fonctionnaires par celle qu'on accordait aux citoyens.

(1) Ch. Beudant, *op. cit.*

(2) En 1791 il y avait non seulement un jury de jugement, mais encore un jury d'accusation, qui présentait dans sa composition cette dualité qu'on devait remarquer plus tard au sein de la Cour d'assises. Ce jury d'accusation était composé de simples citoyens et d'un membre du tribunal de district appelé « directeur du jury ».

L'article 5 de la loi du 16 septembre divisait ainsi entre chacun les attributions : « Aucun acte d'accusation ne pourra être présenté au jury que pour un délit emportant peine afflictive ou infamante ». Le directeur du jury, le commissaire du roi et s'il y a lieu le tribunal du district apprécient ce point de droit, c'est-à-dire apprécient la qualification légale des faits. Ensuite l'affaire vient devant les jurés qui ont mission de reconnaître « en fait » si l'accusé doit être mis en jugement.

On croyait aussi avoir trouvé un moyen souverain de prévenir les erreurs judiciaires et d'arriver par là dans la justice criminelle à l'infailibilité ! L'œuvre de la justice semblait être ainsi entourée de toutes les garanties imaginables d'impartialité et d'équité.

La distinction entre le fait et le droit semblait aussi à un autre point de vue devoir être une réforme libérale en ce que l'on réagissait contre la « dureté professionnelle de la magistrature ». Les magistrats, en effet, n'avaient aucune influence à exercer sur la décision de culpabilité et sur l'examen même de la matérialité du fait incriminé. Le législateur s'était occupé à rendre concordant le droit pénal et la procédure criminelle pour arriver à organiser une juridiction séparée en deux éléments dont l'un, juge du fait, ne pouvait donner aucune appréciation sur le droit et dont l'autre, juge du droit, ne pouvait donner aucune appréciation sur le fait.

C'est d'après ces règles que furent délimités rigoureusement les rôles du jury et de la Cour, l'un par rapport à l'autre, par la loi d'organisation judiciaire du 16-29 septembre 1791.

Empruntée à la législation anglaise pour les publicistes du xviii^e siècle cette distinction entre le fait et le droit fut admise tout d'abord dans la Constitution de 1791. Puis elle passa successivement dans les Constitutions de fructidor an III, de frimaire an VIII et plus tard elle devint presque sans discussion la base fondamentale de la procédure par jurés dans les codes de l'Empire.

Mais il ne faut pas s'illusionner. Malgré cette règle formelle qui établit la distinction entre le fait et le droit, jamais cette distinction n'a existé complètement. Un crime en effet est un composé : il comprend à la fois un acte matériel et un fait qui a une qualification légale et qui est susceptible d'être aggravé ou atténué par des causes légales.

Qu'est-ce en effet que juger ? Juger c'est « comparer un fait à une loi et prononcer sur les rapports de l'un à l'autre ». Comment donc alors pourrait-on arriver à séparer deux éléments aussi étroitement unis ?

En théorie cette règle qui attribue aux jurés les questions de fait et aux juges les questions de droit peut être impérative, mais en pratique elle fléchit et subit des exceptions nécessaires et commandées par la force des choses.

Aussi lorsque à l'occasion des diverses phases de la procédure devant la Cour d'assises, nous préciserons le rôle de chacun des deux éléments qui la composent, nous verrons que la règle subit des exceptions qui dérivent de la loi, de la jurisprudence et de l'usage et parfois nous constaterons que la Cour intervient dans l'examen du fait et que le jury de son côté intervient dans l'application de la loi.

CHAPITRE II

ÉTUDE HISTORIQUE SUR LES VARIATIONS DU RÔLE DE LA COUR ET DE CELUI DU JURY.

Les deux individualités qui composent la Cour d'assises n'ont pas subsisté face à face, sans que ces deux pouvoirs n'aient éprouvé vis-à-vis l'un de l'autre une certaine rivalité, résultant de l'opposition que l'un de ces éléments créait à l'autre, dans l'exercice de ses attributions. Et en réalité, on peut suivre à travers l'histoire juridique de cette institution, les phases d'une lutte dont les résultats varièrent suivant les tendances du moment.

En effet, les divers régimes politiques qui dirigèrent les destinées de la France, suivant qu'ils étaient favorables ou défavorables à l'institution du jury, augmentaient ou au contraire restreignaient ses pouvoirs, sa compétence, son rôle et les idées du jour ont souvent exercé une influence prépondérante sur l'institution elle-même.

Le 17 août 1789, Bergasse, partisan avéré du jury, et qui ne craignait pas d'affirmer que la seule forme vraiment « humaine » de rendre la justice était de laisser juger le coupable par ses pairs, Bergasse au nom

du comité chargé de la réorganisation de la justice, présenta à l'Assemblée constituante un rapport dans lequel était émis le vœu ardent qu'à côté de l'ancienne magistrature, on créât des tribunaux criminels, dont feraient partie des citoyens choisis, qui seraient des jurés.

Le 29 mars 1790 la discussion s'ouvrit sur cette proposition ; différents projets furent mis à l'étude. Mais, sans vouloir attendre que ces projets fussent définitivement élaborés, la Constituante, dès le 30 avril 1790, avec un empressement enthousiaste et irréfléchi, rendit un décret dans lequel on posait en principe que dorénavant « il y aura des jurés en matière criminelle ».

Une fois cette satisfaction accordée aux idées du jour, l'Assemblée constituante attendit jusqu'au 3-14 septembre 1791 (tit. III, ch. 5, art. 9) et à cette date en arrêtant définitivement la Constitution française elle institua le jury dont l'organisation fut arrêtée suivant le projet d'Adrien Duport le 16-29 septembre 1791 (2^e partie) (1).

Le 1^{er} janvier 1792 la juridiction de la Cour d'assises entra en pratique.

1^{re} PÉRIODE (1791 à 1808). — *Séparation absolue des attributions de la Cour et du Jury.*

Les lois de 1791 ont toutes cherché à diviser les fonc-

(1) Trois projets furent présentés : celui de Duport, était celui qui se rapprochait le plus du système anglais.

tions qui jusque-là se trouvaient réunies dans les mains d'un juge. Les jurés, eux, ont à s'occuper de la matérialité des faits et de la culpabilité de l'accusé, mais il leur est formellement interdit de s'occuper de la peine. Dans la décision qu'ils prennent concernant les faits, la préoccupation de la sanction pénale ne doit aucunement influencer. C'est à la Cour, en effet, que revient le rôle de s'occuper de la pénalité et de la criminalité.

Le Code de brumaire an IV n'apporta aucune modification à la théorie primitive. Les jurés n'ont encore à statuer que sur le fait sans avoir à s'inquiéter des conséquences de leur verdict. La Cour applique la peine. L'article 372 du Code de brumaire, qui est devenu l'article 342 de notre Code d'instruction criminelle est en effet ainsi conçu : « Toute délibération du jury porte sur l'acte d'accusation ; c'est aux faits qui le constatent et qui en dépendent qu'ils doivent uniquement s'attacher et ils manquent à leur premier devoir, lorsque pensant aux dispositions des lois pénales, ils considèrent les suites que pourra avoir par rapport à l'accusé la déclaration qu'il ont à faire. »

A cette époque les peines édictées étant fixes, les magistrats, pas plus que les jurés, ne pouvaient discuter de la loi pénale et se permettre d'en apprécier les dispositions.

Dès qu'un accusé était reconnu comme l'auteur du fait poursuivi, cette simple constatation entraînait une pénalité fixe, invariable, déterminée d'avance ; la peine

était identique pour tous, parce que théoriquement la liberté d'agir étant la règle générale, tous les hommes étaient légalement supposés avoir une responsabilité identique.

Le législateur de 1791 et de l'an IV avait donc, avec intention, strictement délimité le rôle respectif de la Cour et du jury. Après avoir enlevé aux jurés toute possibilité de disposer du sort de l'accusé, il avait également obligé les magistrats à se courber devant l'arbitraire de la loi en leur imposant une tarification invariable et obligatoire pour chaque infraction. Lepelletier de Saint-Fargeau commentant la Constitution de 1791 disait : « Les jurés jugent la vérité du fait, le tribunal applique la loi. Cette forme exclut tout arbitraire. Toute nuance du fait est étrangère au juge ; il ne connaît que le fait posé par le verdict du jury ; il faut qu'il ouvre la loi et qu'il y trouve la peine précise applicable au fait déterminé ; son seul devoir est de prononcer cette peine. »

Par suite de ces dispositions rigoureuses, aucune distinction ne pouvait être établie entre les différents cas psychologiques qui se présentaient. Tous les hommes étant identiquement responsables aux yeux de la loi, ils devaient subir les mêmes peines sans que l'on dût les atténuer si pour un cas spécial elles paraissaient trop sévères. On ne tenait aucun compte de ce qui de nos jours joue, à juste titre, un si grand rôle, « la criminalité subjective de l'accusé ».

On a dit que le Code de brumaire était un chef-d'œu-

vre de logique. Au point de vue psychologique, en tout cas, il était illogique et on ne tarda pas à s'apercevoir que les législateurs qui avaient voulu à toute force séparer la question de fait et la question de droit, dans un même procès pénal, avaient fait fausse route.

Dès le 16 prairial an XIII, Siméon déclarait au Conseil d'Etat, que l'essai qu'on avait fait du jury, n'avait pas produit de bons résultats. « Les jurés, disait-il, sont les juges du fait, mais les tribunaux sont-ils donc incapables de l'être et les magistrats ne seraient-ils pas les meilleurs jurés ? » Portalis, Boulay, Bigot-Préameneu, de Ségur appuyaient de leur autorité cette opinion et se prononçaient également pour la suppression du jury.

Berlier, Reynaud, Treilhard protestaient heureusement et déclaraient : « La séparation du fait et du droit met chaque chose à sa place ; elle évite l'établissement d'une corporation d'hommes chargés exclusivement de prononcer sur la vie et sur l'honneur des citoyens et enclins à la sévérité par l'endurcissement de l'habitude. »

Le jury fut donc maintenu grâce à ces protestations par lesquelles on faisait redouter et réapparaître aux yeux des législateurs le spectre de l'arbitraire contre lequel la Révolution avait combattu victorieusement.

D'ailleurs, Napoléon, bien que n'aimant pas le jury, fit un résumé fort sage des débats concernant la question qui entraînait des dissentiments juridiques si vifs

entre nos meilleurs jurisconsultes et la Cour d'assises fut donc conservée.

Mais la théorie primitive qui avait présidé à son installation ne tarda pas à recevoir des modifications.

2^e PÉRIODE (1808 à 1832). — *Extension du rôle de la Cour.*

Le rôle de la Cour a subi depuis la promulgation du Code une diminution proportionnelle à l'extension des pouvoirs accordés aux jurés. Durant cette deuxième période de l'histoire de la Cour d'assises ce furent pourtant les pouvoirs de la Cour qui furent augmentés. Mais il arrivait que chaque fois que les pouvoirs des magistrats étaient accrus, c'étaient en réalité les jurés qui indirectement profitaient de cette extension du rôle de la Cour.

La séparation absolue entre le rôle de la Cour et celui des Jurés, c'est-à-dire entre les deux éléments d'une juridiction, qui agissant de concert et pour la solution d'un même procès pénal contribuent et convergent vers le même but est en effet impossible.

Le Code 1808 laissa comme en 1791 la distinction nettement établie en ce qui concernait les pouvoirs de la Cour et celui des jurés. Ce fut en effet Napoléon que inspira le Code de 1808. Or potentat autoritaire, il n'aimait pas le jury ; mais n'osant pas le supprimer il voulait le conserver en lui enlevant le plus possible de son autorité. Aussi le magistrat restait-il tout puissant et plusieurs réformes tendirent à accroître ses pouvoirs.

Tout d'abord il ressort de l'étude des travaux préparatoires que la mission du jury dans toute affaire se borne simplement à apprécier les faits, en avoir la reconnaissance et la proclamation. Les juges professionnels de leur côté ont à statuer sur l'application de la peine et la qualification.

Les textes mêmes de notre Code nous prouvent avec évidence et même ne peuvent être compris que si l'on admet que les questions de fait sont réservées au jury et les questions de droit à la Cour :

L'article 339, par exemple, déclare que lorsqu'un accusé proposera comme excuse un fait admis comme tel par la loi, le président devra à peine de nullité poser la question ainsi qu'il suit : « Tel fait est-il constant » ?

L'article 342 qui prescrit aux jurés de décider d'après leur « intime conviction ». Or la « certitude morale, ne peut saisir que l'existence et la moralité des faits. Dès qu'il s'agit, non plus de l'appréciation des faits, mais de ses rapports avec la loi, de sa criminalité relative et légale, ce n'est plus à « la conscience qu'il appartient de décider, mais à la loi » (1).

L'article 363 qui suppose qu'après la vérification du fait par le jury, sa qualification légale est mise en question.

Les articles 364 et 365 du Code d'instruction criminelle qui attribuent à la Cour la solution de la question de la qualification.

(1) Faustin-Hélie, *Traité d'Instruction criminelle*, n° 3621.

Les pouvoirs du jury, lors de la création du Code, ne furent donc aucunement augmentés. Mais on fit alors une réforme qui produisit des résultats inattendus.

On autorisa les juges, composant la Cour, à se mouvoir entre un minimum et un maximum dans la fixation de la peine.

Autrefois, nous l'avons vu, la répression des crimes se faisait avec une tarification unique et invariable. Les rédacteurs du Code pénal accordaient aux magistrats seuls le droit de faire une sorte de dosage et de graduer la pénalité proportionnellement à la culpabilité individuelle de l'accusé. C'était le premier pas vers la « criminalité subjective ».

L'arbitraire de la loi, on avait été forcé de le reconnaître, est en effet aussi dangereux que l'arbitraire du juge.

Le criminel n'est pas un être type auquel ressemblent moralement tous les autres criminels. C'est un individu sur qui peut influer de nombreuses circonstances subjectives. Le magistrat, suivant l'impression que lui produira le crime déterminé qu'il doit punir, fixera la peine en s'efforçant d'éviter également un excès de sévérité ou un excès d'indulgence. Tous les crimes, tous les délits n'ont pas en effet la même gravité et ne doivent pas par suite être réprimés de même. Le législateur de 1791, exagérant les mesures réformatrices et préventives, pour anéantir à tout jamais l'arbitraire redoutable du juge, avait eu la prétention

de classer à l'avance, de bien spécifier toutes les infractions punissables : le despotisme aveugle d'une loi inintelligente et inflexible lui semblait pouvoir remplacer la conscience éclairée d'un juge.

C'était là une tentative téméraire et appelée à ne satisfaire aucune des parties intéressées au procès. Comment, en effet, peut-on espérer faire une classification méthodique et complète de toutes les infractions ? Les crimes ne sont-ils pas tellement différents l'un de l'autre par suite d'une foule de nuances presque insaisissables, par suite de modifications infinies qui les aggravent, les atténuent, les personnifient, que le législateur même le plus scrupuleux et le plus érudit se trouve devant l'impossibilité de les indiquer à leur juste mesure par anticipation ?

Aussi l'introduction dans notre Code d'un minimum et d'un maximum entre lesquels pourraient dorénavant se mouvoir les juges de la pénalité fut-elle une réforme heureuse, d'autant plus heureuse que à l'aide de manœuvres détournées et imprévues par le législateur ce fut effectivement les juges de la culpabilité qui profitèrent de la réforme.

Du jour où les jurés s'aperçurent que les magistrats pouvaient disposer dans une certaine mesure de la peine, ils s'efforcèrent, c'était inévitable, d'influencer suivant leur désir personnel la décision relative à la pénalité, et c'est de ce moment que commença une lutte tenace, dont le dénouement semble devoir être pro-

noncé d'ici peu en faveur des jurés, puisqu'un projet de loi déposé il y a quelques mois à la Chambre des députés admet la participation du jury à l'application de la peine.

Au début du xix^e siècle on n'avait pas dans le jury la confiance admirative que l'on eut dans la suite. C'était la magistrature qui semblait devoir exercer le rôle prépondérant en Cour d'assises. Aussi en 1824 comme en 1808, quand on crut devoir faire des réformes nouvelles on s'engagea davantage dans la voie où l'on s'était avancé et ce furent encore les pouvoirs de la Cour que le législateur augmenta.

Par l'article 4 de la loi du 25 juin 1824, il fut en effet décidé que « les Cours d'assises lorsqu'elles auront reconnu qu'il existe des circonstances atténuantes, et sous la condition de le déclarer expressément..... pourront réduire les peines prononcées par le Code pénal ».

Mais par cette expression la « Cour d'assises », c'était bien la « Cour » qui était désignée en tant qu'individualité et non la Cour réunie aux jurés. C'était donc son rôle qui devenait de plus en plus important, par suite de cette réforme provoquée par l'attitude des jurés.

Lors d'une première étape vers l'individualisation de la peine, nous avons vu le Code pénal permettre aux magistrats de faire varier la peine entre un maximum et un minimum ; la deuxième étape accomplie par cette loi de 1824 permettait dès lors à ces mêmes magistrats de réduire la peine de certains crimes déterminés en

accordant [expressément à l'accusé les circonstances atténuantes. Le pouvoir exclusif des magistrats pour l'application de la peine subsistait et les jurés ne pouvaient encore sortir du domaine du fait. Mais les juges se trouvant par cette nouvelle attribution, maîtres de la peine, dans une mesure encore plus grande qu'auparavant, les jurés s'efforcèrent encore davantage d'influencer la Cour, pour la fixation du quantum de la peine. Il est certain que la décision de la Cour était, en tout cas pouvait être, pleinement indépendante. Seulement les jurés avaient à leur disposition un moyen indirect, mais puissant, d'obliger en quelque sorte la Cour à entrer dans leurs vues et à punir suivant leur appréciation ; c'était d'acquitter. Ils pouvaient le faire, et ils abusèrent même de cette possibilité souveraine. Il y eut alors des acquittements scandaleux, inattendus, regrettables. Certains criminels ne furent déclarés innocents par le jury, que parce que la veille, par exemple, dans une affaire précédente, les jurés ayant désiré de l'indulgence pour le coupable et n'ayant pas été compris ou approuvés par la Cour, une peine trop forte, à leurs yeux, avait été la suite de leur verdict. Pour manifester son mécontentement, le jury acquittait le lendemain. « Les jurés finissent par nier le fait, disait M. Hébert, procureur général de Paris, quelque évident qu'il soit, uniquement parce qu'ils veulent empêcher l'application d'une disposition pénale, qui n'est pas en harmonie avec leur opinion personnelle. »

La réforme de 1824, loin d'être une amélioration, ne faisait que pousser à la lutte en indisposant les jurés ; on augmentait les pouvoirs des magistrats, leur laissant une latitude très grande pour décider du sort de l'accusé et refusant toute initiative décisive aux jurés on les laissait dans une incertitude décourageante pour eux sur les suites de leur verdict.

Une réforme mieux comprise s'imposait donc de nouveau. La tentative faite par la loi du 25 juin 1824 n'avait pas porté remède au mal. C'est dans la séparation absolue des pouvoirs que résidait le vice, c'est là qu'il fallait innover. Mais les esprits n'étaient pas préparés à des changements si importants et l'article 5 de la loi de 1832 se contenta de réaliser des modifications qui produisirent d'heureux résultats, mais qui bientôt furent reconnues insuffisantes.

TROISIÈME PÉRIODE (de 1832 à nos jours). — *Pénétration successive du jury dans les attributions de la Cour.*

Grâce à cette loi du 1^{er} mai 1832, les jurés héritent d'attributions jusque-là dévolues à la Cour. Cette loi leur confère directement le pouvoir de disposer des circonstances atténuantes, c'est-à-dire en somme de proportionner dans une certaine mesure la peine à l'infraction, en donnant une influence légitime aux modalités du fait et aux nuances de la culpabilité.

La théorie de l'« omnipotence » était alors arrivée à son apogée. On prétendait que le jury était au-dessus de

la loi et qu'il pouvait presque en disposer et la modifier à son gré, pour qu'elle soit, ainsi modifiée, l'expression du sentiment populaire.

Quelle fut la conséquence de cette si importante réforme ?

On enlève à la Cour, pour le transporter au jury, le pouvoir de déclarer l'existence des circonstances atténuantes. Celui-ci en fera un élément essentiel de sa réponse et pourra ainsi agir directement, mais très incomplètement, sur les conséquences que le verdict entraîne au point de vue de l'application de la peine. L'admission des circonstances atténuantes oblige en effet la Cour à abaisser la peine d'un degré et elle lui laisse la faculté de l'abaisser encore d'un second degré si l'accusé lui paraît devoir être traité avec indulgence.

Comment peut-on admettre que l'article 372 du Code de brumaire subsiste simultanément avec cette loi de 1832 (modifiée par la loi du 9 juin 1853 en ce qui concerne le nombre des voix) qui est devenue l'article 341 du Code d'instruction criminelle ?

Les circonstances atténuantes ne sont ni définies, ni déterminées par le législateur. La déclaration qui en sera faite résultera de l'impression qui aura été produite sur le jury par l'ensemble des débats. Elles peuvent être accordées pour des raisons purement morales et par suite elles sont variables à l'infini. On voit donc de suite quelle influence le jury peut exercer sur la question de culpabilité et même de pénalité.

Aussi semble-t-il résulter de la saine interprétation de cette loi que dorénavant le jury aura le droit de connaître les articles du Code pénal visés par l'accusation, Sinon comment pourrait-il déclarer que telle infraction va être punie d'une peine qui lui paraît en désaccord avec la conscience publique ? Comment les jurés pourraient-ils faire œuvre de juges s'ils ne peuvent connaître quel sera le résultat de leur verdict ?

Et cependant l'article 342 n'a pas été abrogé ; certains auteurs ont prétendu que virtuellement il était annulé ; d'autres ont parlé d'abrogation tacite ; mais ce ne sont là que des opinions formulées ; l'article 342 subsiste, il a sa place dans notre Code, mais il faut bien convenir qu'il n'est plus observé.

En appelant les jurés à se prononcer sur les circonstances atténuantes, on répudiait la théorie de la séparation absolue des pouvoirs de la Cour et du jury. La loi de 1832 consacrait l'avènement du nouveau principe de la participation des deux magistratures à la solution du procès pénal.

Désormais le jury a le droit de se préoccuper d'autre chose que de répondre par « oui » ou par « non » à un questionnaire et à ainsi donner son appréciation sur les faits ; il peut diminuer la peine en accordant les circonstances atténuantes et peut ainsi proportionner « à peu près » la pénalité à la culpabilité.

Je dis « à peu près » parce que en somme si le jury peut en déclarant qu'il y a lieu d'accorder les circons-

tances atténuantes, abaisser la peine, il ne sait encore pas exactement quelles seront les suites des réponses qu'il aura faites. C'est la Cour, en effet, qui détermine la modification qui, par suite de la déclaration, doit être apportée à la peine dans les limites de l'article 463.

En réalité, malgré les progrès déjà réalisés, le rôle du jury, n'est pas ce qu'il devrait être. Les vices de l'ancien état de choses subsistent. Des améliorations timides et qui ne peuvent être que provisoires ont été faites. Il faut faire en avant un plus grand pas.

Le jury ne peut agir, ni directement ni officiellement sur la peine qui sera infligée à l'accusé. Il se trouve dans l'alternative la plus cruelle : ou bien il doit acquitter un coupable, ou bien il doit le laisser condamner à une peine de beaucoup trop forte.

Il est certain que de nos jours, le jury exerce sur le sort non pas seulement de l'accusé, mais même de celui qu'il a condamné, une influence plus grande que celle que la loi lui concède ; mais ce n'est qu'à l'aide de moyens détournés, qu'il faut espérer voir bientôt consacrer et adopter, puisqu'ils produisent d'excellents résultats, bien qu'illégaux. On l'a si bien compris, qu'à l'heure actuelle nous sommes à la veille de voir voter la loi réclamée et attendue.

Et puis enfin, dans une Cour d'assises, quel est, de l'élément civil ou de l'élément judiciaire, celui qui doit dominer ? En instituant le jury, c'est la justice populaire que l'on a voulu établir, c'est donc aux jurés que doi-

vent être donnés les pouvoirs nécessaires pour atteindre le but de la justice sociale.

La réforme de 1832 produisit quand elle fut faite, d'excellents résultats ; maintenant l'expérience nous montre, les faits nous prouvent qu'elle fut insuffisante. Les jurés veulent être les maîtres du sort de l'accusé. En leur refusant cette satisfaction, dont ils feraient d'ailleurs le meilleur usage, on les pousse et même on les oblige à rendre des verdicts qui ne sont pas absolument conformes à leurs justes désirs. Le bon renom de la justice criminelle souffre de cet état de choses. Il faut apporter le remède au mal.

Nous allons voir comment actuellement fonctionne en réalité et non en théorie une Cour d'assises et nous chercherons ensuite quels sont les changements, les applications, les nouveautés dont on pourrait faire bénéficier notre grande juridiction criminelle.

DEUXIÈME PARTIE

DU RÔLE ACTUEL DE LA COUR COMPARÉ A CELUI DU JURY

CHAPITRE PREMIER

RÔLE DE LA COUR.

Les rédacteurs du Code étaient, nous le savons, plutôt favorables aux magistrats. Malgré les empiétements successifs réalisés par le jury, le rôle actuel de la Cour est encore fort important, surtout si nous le considérons d'après les textes. Mais la nécessité a été plus forte que la loi et lorsque nous aurons exposé quelles sont légalement les attributions des magistrats de la Cour d'assises, il nous faudra ensuite faire une large place aux concessions qui ont été faites, dans l'intérêt de tous, et qui sont maintenant devenues des usages aussi reconnus que s'ils étaient légalement établis.

La Cour, c'est-à-dire le président réuni à ses assesseurs, a tout d'abord la mission, une fois la session ouverte, de procéder à la constitution de la juridiction criminelle.

Ence qui concerne sa propre constitution, elle a à connaître des récusations et des adjonctions d'assesseurs.

En ce qui concerne la constitution du jury elle est chargée de deux opérations :

1° *La formation définitive de la liste de session.* — Pour cela elle révisé la liste trimestrielle des jurés et elle opère des retranchements ou des remplacements. Elle statue ensuite sur les absences, les excuses, incapacités, incompatibilités et dispenses. Elle prononce des condamnations contre les jurés absents sans excuses légitimes.

2° *La formation du tableau du jury de jugement.* — Cette opération se fait par le tirage au sort des jurés et la Cour solutionne tous les incidents qui peuvent en naître. Par exemple elle peut annuler le tirage en cas d'irrégularité ou de renvoi de l'affaire à une autre session.

Si les débats paraissent devoir être de longue durée, la Cour peut faire des adjonctions d'assesseurs ou de jurés suppléants.

Le jury de jugement constitué, le procès-verbal du tirage et des incidents qui ont pu naître étant signé du président, la séance est ouverte.

1° Pendant les débats.

Durant les débats la Cour exerce ce que l'on peut appeler le pouvoir de juridiction. Ce pouvoir lui donne compétence, pour connaître seule des mesures importantes que des textes spéciaux lui confèrent le droit

d'ordonner et pour trancher toutes les questions ayant un caractère contentieux, sans aucune exception.

La Cour statue donc durant les débats :

1° Sur tous les incidents ayant un caractère contentieux ;

2° Quand il s'agit de mesures importantes que des textes spéciaux lui confèrent le droit d'ordonner.

3° Lorsqu'il y a lieu d'appliquer une peine.

§ 1^{er}.

Qu'appelle-t-on incident contentieux ?

L'incident contentieux est toute question que soulèvent les réquisitions du procureur général ou les conclusions écrites des parties : La Cour statue par arrêt, les parties entendues, à peine de nullité.

Cette règle résulte de l'ensemble des dispositions du Code d'instruction criminelle : ainsi l'article 276 dit que la Cour est tenue de donner acte au ministère public des réquisitions qu'il juge utiles et d'en délibérer ; de même l'article 408 oblige la Cour à prononcer soit sur les demandes de l'accusé, soit sur les réquisitions du ministère public tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé à l'accusé.

Parmi les incidents contentieux qui sont du rôle de la Cour, il faut considérer les oppositions aux ordonnances du président. Ces oppositions qui sont faites, soit comme protestation à des mesures prises par le président, soit comme réclamation contre le refus fait par lui d'obtempérer à une réquisition peuvent amener

soit la confirmation, soit la réformation des ordonnances incriminées. Il en résulte que la Cour devient par rapport au président une sorte de juridiction supérieure.

Il n'y aurait pas incident contentieux si les parties se bornaient à demander acte, ou à protester, ou à faire une observation à propos de telle ou telle mesure.

§ 2.

La loi dans certains cas a attribué à la Cour le droit, dans l'intérêt de l'accusé ou du public, de procéder à certains actes si elle le juge nécessaire. Des textes spéciaux lui confèrent le pouvoir d'ordonner le huis clos, l'expulsion de l'accusé qui trouble l'audience, le renvoi de l'affaire à un autre jour ou à une autre session ; elle peut s'opposer à l'audition d'un témoin, etc...

§ 3.

Lorsqu'il y a lieu de prononcer une condamnation, c'est toujours la Cour qui doit le faire.

Ainsi elle peut condamner à l'amende le juré défaillant ou qui refuse le service (art. 396, loi 21-24 novembre 1872). La connaissance des délits d'audience lui est attribuée et elle a même en ce cas des pouvoirs extraordinaires. Séance tenante et sans désenparer elle peut procéder au jugement de l'infraction selon les formes ordinaires, et appliquer une peine sans la moindre intervention du jury.

Nous ne pouvons pas spécifier le rôle de la Cour dans toutes les circonstances qui peuvent naître des débats. Mais en règle générale on peut dire que chaque fois qu'il se présente une question d'ordre contentieux ou qu'il convient de prendre une mesure cela rentre dans la compétence de la Cour, sauf quand il existe un texte formel contraire.

Le jury n'a en effet rien à décider durant l'instruction de l'affaire. Aucun conflit ne peut donc s'élever entre la Cour et le jury et si un conflit survenait, ce ne pourrait être qu'entre le président et ses assesseurs.

L'instruction de l'affaire terminée, la procédure de jugement est close. Le jury, juge de la culpabilité, prend toutes les décisions convenables et durant toute cette période la Cour n'a aucune mission, puisqu'elle est seulement juge du droit.

2° Après les débats.

La déclaration rédigée et signée, les jurés rentrent dans l'auditoire et font connaître leur verdict.

La Cour avant de le prendre pour base de ses décisions doit examiner :

1° S'il est régulier en la forme.

2° Si le jury ne s'est pas trompé sur le fond en cas de verdict affirmatif seulement.

§ 1^{er}.

Lorsque la déclaration du jury est irrégulière, incomplète, contradictoire, obscure ou entachée d'excès

de pouvoir, la Cour peut par arrêt l'annuler et renvoyer le jury préparer une nouvelle déclaration. En effet, il est impossible d'appliquer le verdict et de fonder un jugement sur une déclaration vicieuse.

§ 2.

Si la déclaration est régulière ou régularisée, la Cour a encore un pouvoir extraordinaire dont elle peut faire usage, mais dans le cas seulement où la culpabilité a été reconnue. Depuis la loi du 9 juin 1853, si la majorité de la Cour a la persuasion que le jury, s'est trompé au fond, par exemple en déclarant coupable un individu en état de démence au moment de l'infraction, elle peut surseoir au jugement et renvoyer l'affaire à une autre session, pour être de nouveau soumise à la Cour d'assises. Ce droit de renvoi a été créé pour éviter et remédier aux erreurs judiciaires.

Le verdict une fois régulier, ou rectifié et par suite régularisé, la partie importante de la mission de la Cour va commencer et elle va avoir à appliquer la déclaration des jurés en se prononçant :

- 1° Sur la recevabilité de l'action publique ;
- 2° Sur le point de savoir si le fait invoqué par l'accusé est admis comme excuse par la loi ;
- 3° Sur les conséquences de l'état de récidive.
- 4° Sur la qualification ;
- 5° Sur l'application de la peine ;
- 6° Sur les restitutions, dommages-intérêts et frais.

SECTION I. — L'action publique est-elle recevable ?

C'est la Cour qui doit résoudre cette question ; c'est en effet une question de droit et par conséquent cela dépend de ses attributions.

Mais il peut arriver cependant que la recevabilité de l'action publique dépende de faits qui doivent être soumis au jury. En ce cas la Cour ne peut prononcer sur l'existence de l'action publique qu'après et suivant la déclaration du jury.

SECTION II. — Le fait invoqué par l'accusé est-il admis comme excuse par la loi ?

En Cour d'assises, le jury n'est que facultativement interrogé sur les causes de justification ou de non-imputabilité que propose l'accusé, car la question générale de culpabilité lui permet d'en tenir compte, tandis que, aux termes de l'article 339 du Code d'instruction criminelle : « Lorsque l'accusé aura proposé pour excuse un fait admis comme tel par la loi, le président devra, à peine de nullité, poser une question spéciale et distincte sur ce fait et le jury ne résoudra cette question, pour ou contre l'accusé, qu'après avoir résolu au préalable contre lui la question de culpabilité. »

La Cour une fois le verdict rendu, si le jury a déclaré le fait constant, examine si le fait allégué est de nature à rendre le crime excusable. Les jurés ont com-

pétence pour déclarer d'une manière irréfragable si, en fait, la circonstance invoquée existe matériellement, et moralement et si les débats en ont fourni la preuve. La Cour a le pouvoir de décider si, en droit, la circonstance proposée rentre dans les termes de la loi et a les caractères de l'excuse légale (1).

SECTION III. — Des conséquences de l'état de récidive.

Le jury doit être interrogé sur tous les faits et sur toutes les circonstances modificatrices de la culpabilité. Les circonstances aggravantes doivent donc être soumises à son appréciation. Cependant l'une d'elles, la récidive, a un caractère spécial. Elle est comme on l'a dit « non pas un état de l'infraction, mais un état de l'infracteur ». La Cour de cassation a décidé que ce seraient les magistrats et non les jurés qui auraient mission de statuer sur cette question.

MM. Chauveau et Hélie donnent de cette dérogation à la règle générale une explication très judicieuse : « La récidive, n'est pas une circonstance aggravante ; quoique concomitante à ce fait elle lui est étrangère : elle diffère sous ce rapport des circonstances de l'âge, de la parenté, des fonctions qui à l'égard de certains

(1) Ainsi dans une accusation de meurtre, si l'accusé proposait comme excuse, l'état d'ivresse dans lequel il se trouvait au moment du crime, la Cour déclarerait que le fait proposé par l'accusé n'a pas les caractères d'une excuse légale et qu'il ne sera pas soumis au jury.

crimes forment des circonstances aggravantes. La récidive doit être considérée comme élément accidentel de la délibération pour l'application de la loi pénale et cette délibération est exclusivement dans les attributions des juges de la Cour d'assises. Cette circonstance ne constitue ni un délit, ni une modification du délit ; elle est un fait moral dont la loi déduit simplement la preuve d'une perversité qui nécessite un châtiment plus sévère. »

Le juge est en effet chargé d'examiner la culpabilité de l'accusé relativement à l'infraction, mais il n'a à connaître que sa culpabilité spéciale et non sa culpabilité générale.

Cette règle jadis contestée est unanimement admise depuis un arrêt de Cassation du 11 juin 1812 qui a fait jurisprudence.

SECTION IV. — De la qualification.

Dans toute disposition pénale on trouve deux choses : la définition du délit et la peine à lui appliquer.

La criminalité (1) d'un fait résulte de sa conformité avec la définition de la loi pénale ; est-ce au jury, juge de la culpabilité, qu'il appartient de décider si le fait rentre ou non dans les termes de la définition ?

La Cour de cassation, après de longues indécisions, a fini par refuser au jury toute compétence sur ce point,

(1) C'est une question de droit qui s'élève sur le sens de la définition ou de la dénomination légale des délits.

en réservant à la Cour, après le prononcé du verdict sur l'existence des faits, le droit d'en fixer la qualification.

Elle s'appuie sur les précédents historiques des lois de 1791 et de l'an IV et sur certains textes du Code de 1808 notamment, sur l'article 342 « les faits de l'accusation ».

Cette jurisprudence légale, sinon rationnelle, et féconde en contradictions dans l'application, crée en droit criminel des difficultés à chaque pas.

Nous verrons qu'il vaudrait beaucoup mieux faire connaître aux jurés la nature légale du crime et leur permettre de prononcer sur la qualification.

SECTION V. — De l'application de la peine.

Nous avons vu, en étudiant le système des lois de 1791 et du Code de brumaire an IV, que la Cour était chargée d'appliquer la loi aux faits déclarés constants par le jury, mais que à cette époque les peines étant fixes, elle n'avait à remplir en somme qu'un rôle automatique. En 1808, 1824 et 1832, des réformes vinrent étendre le rôle de la Cour afin de lui permettre de doser à son gré et dans certaines limites nettement déterminées, la peine qui devait être prononcée.

Actuellement en théorie, les jurés n'ont pas le droit de s'occuper de la peine ; pour eux le système des lois de 1791 et de l'an IV subsiste, mais nous verrons qu'il

ne subsiste plus qu'en apparence et qu'il n'en reste plus qu'un mécanisme trompeur.

C'est sur ce point où la lutte a été le plus ardente entre les jurés et les magistrats, et actuellement la participation du jury à l'application de la peine est admise pleinement sinon en droit du moins en pratique, ce qui est l'important en attendant mieux.

La Cour applique la peine en conséquence du verdict du jury : tel est d'ailleurs son principal rôle.

La déclaration du jury peut aboutir en ce qui concerne l'action publique à un acquittement, une absolution ou une condamnation.

Cette distinction, qui résulte du mécanisme même de la séparation des pouvoirs entre la Cour et le jury, est étrangère aux solutions du procès pénal devant les autres juridictions.

1° Lorsque l'accusé est déclaré non coupable, le président doit prononcer l'acquittement.

2° Lorsque l'accusé est reconnu coupable, la Cour peut : le renvoyer, l'absoudre, le condamner.

A) *Renvoi*. — En cas de verdict affirmatif, seulement si la Cour est certaine que le jury s'est trompé sur le fond du procès pénal, elle peut renvoyer l'affaire à une autre session pour être définitivement soumise à un autre jury (1).

B) *Absolution*. — Lorsqu'il n'y a pas lieu d'appliquer une peine à l'accusé déclaré coupable, soit parce que le

(1) Voir *suprà*, 2° Après les débats, § 2. Page 38.

jury a admis à son profit l'existence d'une excuse absolutoire, soit parce que le fait n'est pas prévu par la loi, soit parce qu'il ne donne pas ouverture à l'action publique ou que celle-ci est éteinte, la Cour prononce l'absolution de l'accusé.

C) *Condamnation.* — Lorsque l'accusé est reconnu coupable, même dans le cas où, d'après les débats, le fait serait reconnu de la compétence d'une autre juridiction, la Cour condamne l'accusé à la peine établie par la loi en la modifiant à raison des circonstances aggravantes, excuses, circonstances atténuantes ou autres considérations particulières.

SECTION VI. — Restitutions. Dommages-intérêts.

Frais.

Après avoir statué sur l'action publique, la Cour d'assises statue sur le règlement des intérêts civils, c'est-à-dire sur les 1^o restitutions, 2^o dommages-intérêts et 3^o frais.

1^o Restitutions.

La loi nomme restitutions la remise à la partie lésée des choses dont elle était en possession avant le délit et qui se trouvent entre les mains de la justice.

Les restitutions comme les dommages-intérêts tendent à la réparation du préjudice causé par le délit, avec cette différence toutefois qu'elles procurent la répara-

tion directe, tandis que les dommages-intérêts n'en procurent que la réparation indirecte.

Les restitutions sont ordonnées dans tous les cas, soit d'acquittement, soit d'absolution, soit de condamnation, d'office ou sur réquisition, par la Cour, au bénéfice du propriétaire et elle peut même trancher les questions de propriété mobilière qui peuvent s'élever en raison de ces restitutions.

Cependant lorsque ces restitutions portent sur des objets saisis comme pièces à conviction, l'exécution de la partie de l'arrêt qui les ordonne est suspendue jusqu'à ce que l'arrêt soit passé en force de chose jugée. L'article 474 apporte à cette règle une exception en cas de contumace. La Cour peut alors ordonner la remise immédiate des objets. Le greffier dresse alors un procès-verbal descriptif des objets, dont d'ailleurs la représentation peut être réservée.

2^o Dommages-intérêts.

La Cour peut allouer des dommages-intérêts aux parties (art. 359), mais seulement s'ils sont demandés et dans la mesure de leurs conclusions (art. 51 C. pén.), le ministère public entendu.

La Cour est compétente pour résoudre toutes les questions civiles qui peuvent naître de la réclamation ; elle peut souverainement arbitrer de la quotité de la réparation. Au cas où des difficultés surgissent un juge est commis pour étudier l'affaire et faire un rapport. L'arrêt

est rendu sur ce point soit dans le courant de la session, soit même à la session suivante, mais en ce dernier cas il faut alors de nouvelles conclusions et de nouvelles plaidoiries. Les dommages-intérêts peuvent être demandés soit par l'accusé, soit par la partie lésée qui s'est constituée partie civile.

A. — *Dommages-intérêts réclamés par l'accusé.*

1° L'accusé acquitté et même absous, quand cette dernière décision est motivée par la prescription, peut demander reconventionnellement des dommages-intérêts contre la partie civile en cas de faute de sa part (art. 358 et 366). La Cour apprécie souverainement cette question et elle peut refuser les dommages-intérêts si elle estime qu'il n'y a pas eu de préjudice subi ou que la partie civile était de bonne foi.

2° L'accusé acquitté peut, s'il y a calomnie, demander des dommages-intérêts contre ses dénonciateurs. A cet effet il a le droit d'exiger que le procureur général lui fasse connaître son ou ses dénonciateurs (art. 358) (1).

La Cour apprécie souverainement comme dans le cas précédent. La demande de l'accusé contre la partie civile ou ses dénonciateurs doit être formée avant le jugement (art. 359), c'est-à-dire après la lecture en sa présence du verdict du jury et avant l'ordonnance ou

(1) Une ordonnance de 1560 ne libérait le procureur général d'une demande en dommages-intérêts de l'accusé qu'au cas où il produisait un dénonciateur. Actuellement l'article 358 couvre les « autorités constituées » sauf en cas de « prise à partie s'il y a lieu ».

l'arrêt qui va dessaisir la Cour d'assises. Quand l'accusé n'a connu ses dénonciateurs qu'après le jugement il peut encore former sa demande devant la Cour d'assises si la session n'est pas close. Si les dénonciateurs, légalement appelés, sont absents ou n'acceptent pas le débat, ils peuvent être condamnés par défaut et la voie de l'opposition leur est ouverte.

Dans toute autre hypothèse l'accusé s'adressera aux tribunaux civils.

B.— Dommages-intérêts réclamés par la partie civile.

Si la victime du fait poursuivi s'est constituée partie civile, elle peut demander des dommages-intérêts tant contre l'accusé lui-même, fût-il mineur, que contre les personnes civilement responsables du dommage par lui causé (art. 366-74, C. pén.), mais seulement à raison des faits compris dans l'accusation.

Les dommages peuvent être accordés même en cas d'acquittalment et d'absolution et naturellement en cas de condamnation.

1° En cas de condamnation, la culpabilité étant légalement établie, la Cour examine si l'infraction a causé un préjudice, et quel en est le montant : elle doit accorder comme dommages-intérêts l'évaluation du préjudice.

2° En cas d'acquittalment ou d'absolution la Cour peut néanmoins accorder des dommages-intérêts (art. 358 et 366), toutes les fois du moins que ces solutions du

procès pénal laissent subsister un délit civil à la charge de l'accusé.

Une seule obligation lui est imposée : celle de ne contredire, à peine de nullité pour l'arrêt, ni en fait ni en droit le verdict du jury (1).

Lorsque le jury, qui est seulement juge de la culpabilité, répond négativement à la question qui lui est posée, il déclare que l'accusé n'est pas responsable au point de vue pénal des faits qui lui sont reprochés, mais cette déclaration n'exclut ni l'existence des faits ni la culpabilité civile de l'accusé et par conséquent la Cour peut prononcer des dommages-intérêts.

D'ailleurs, même s'il résultait du verdict, que les jurés, en niant la culpabilité, déniaient également l'existence des faits matériels, la Cour peut allouer des dommages, car le jury statue sur la culpabilité sans motiver sa décision et on ne peut interpréter sa déclaration. Si le jury déclarait formellement que les faits matériels n'ont pas eu lieu, il commettrait un excès de pouvoir.

Par contre une condamnation à des dommages-intérêts serait impossible, en fait, par exemple après un verdict négatif sur une tentative de meurtre et sur une question subsidiaire de blessure par imprudence. Elle serait impossible, en droit, si le verdict déclarait l'accusé en état de légitime défense. Il y aurait contradiction entre le verdict et l'arrêt dans ces deux cas.

(1) 24 juin 1884, S. 86.257.

La Cour de Cassation impose à la Cour qui motive son jugement en droit et en fait de démontrer qu'elle ne contredit pas le verdict et que l'harmonie existe en fait entre la condamnation civile et l'acquittement.

La partie civile doit former sa demande avant la clôture des débats (art. 67, C. pén.) à peine d'irrecevabilité, mais une fois constituée elle n'est pas obligée de préciser le montant de sa réclamation ; elle a la latitude d'attendre jusqu'après l'arrêt de condamnation.

3^o *Frais.*

Le trésor depuis une loi du 18 germinal an VII, complétée par la loi du 5 pluviôse an XIII fait l'avance des frais.

Les accusés et les parties civiles sont tenus des frais seulement s'ils succombent.

La partie civile est réputée avoir succombé lorsque l'accusé a été acquitté ou absous, même si des dommages lui ont été accordés.

La jurisprudence admet cette solution contre laquelle la doctrine proteste ; elle considère que la partie civile succombe et la condamne aux frais envers l'Etat, sauf à lui accorder à titre de dommages-intérêts un recours pour ces frais contre l'individu acquitté ou absous (1).

L'accusé est réputé avoir succombé s'il est condamné

(1) Cass., 1^{er} décembre 1855, 3 décembre 1861, 13 février 1862 ; Cour d'assises de la Seine, affaire Clovis-Hugues, 10 janvier 1885, *Gazette des Tribunaux* du même jour.

et il est tenu de tous les frais, même de ceux faits à l'occasion de coaccusés acquittés.

Si l'accusé est absous il faut distinguer : ou bien la poursuite a été faite à tort, par exemple l'action publique était éteinte par la prescription, l'amnistie, la chose jugée, l'accusé ne doit pas supporter les frais ; ou bien la poursuite devait légalement avoir lieu, l'accusé supportera les frais de justice, bien qu'échappant à la peine par application du principe du non-cumul ou par l'effet d'une excuse absolutoire.

La condamnation aux frais doit être prononcée par arrêt. La Cour les liquide de suite ou plus tard à son gré.

Contumace.

En matière criminelle, le procès est essentiellement contradictoire et on ne peut faire défaut.

Si une personne citée devant la Cour d'assises refuse de comparaître, son absence donne lieu à une procédure spéciale qui est celle de « contumace ».

Le point de départ de cette procédure est la signification au domicile de l'accusé de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation. Dix jours après, si l'accusé n'est pas à la disposition de la justice, le président rend l'ordonnance de contumace. Par cet acte, ordre est donné à l'accusé d'avoir à se présenter dans les dix jours et au cas de rébellion il indique :

1° qu'il sera suspendu de l'exercice de ses droits de citoyen (art. 465) ;

2° que ses biens seront mis sous séquestre ;

3° que toute action en justice lui sera interdite ;

4° qu'il sera jugé malgré son absence.

C'est cette dernière menace de l'ordonnance qui nous intéresse.

Lorsqu'il est procédé au jugement du contumax en effet, le rôle de la Cour a quelque chose de particulier.

Du jugement de la contumace.

La procédure par contumace a trois caractères distinctifs :

1° Le jury n'intervient pas pour juger l'accusé et celui-ci est ainsi privé de cette garantie. C'est là une innovation du Code d'instruction criminelle : le Code de brumaire an IV ne faisait pas exception au principe proclamé par la Constituante, de l'intervention des jurés dans tout procès criminel.

2° Le jugement a lieu sur pièces, sans dépositions orales (art. 470).

3° Aucun conseil, aucun avoué ne pourra se présenter pour défendre l'accusé contumax (art. 468 C. I. Cr.). Si l'accusé est cependant dans l'impossibilité absolue de comparaître, par suite d'une circonstance indépendante de sa volonté, ses parents ou amis peuvent présenter son excuse à la Cour et même en plaider la validité, mais uniquement pour demander un délai : l'accusation ne peut être discutée.

La Cour peut admettre l'excuse et surseoir, ou bien elle peut ne pas surseoir. En ce dernier cas, après la lecture de l'arrêt de renvoi, de l'ordonnance de contumace et des procès-verbaux constatant la notification et l'affiche, la Cour sur les conclusions du procureur général et après avoir entendu les parties civiles, s'il y a lieu, prononce sur la contumace après avoir examiné si la procédure est régulière,

La Cour statuant sur l'accusation et les intérêts civils peut prononcer soit :

- 1^o l'acquittement ;
- 2^o l'absolution ;
- 3^o la condamnation.

L'arrêt rendu par contumace ne doit pas nécessairement être une condamnation, et tout en condamnant la Cour peut très bien ne le faire que sur quelques-uns des chefs d'accusation. Elle peut même, lorsqu'elle ne décline pas son incompétence, dépouiller le fait de son caractère de crime et ne prononcer que des peines correctionnelles (1). Elle peut aussi admettre des faits d'excuse, mais peut-elle accorder des circonstances atténuantes à l'accusé ?

On l'a contesté en se basant sur l'article 341 qui attribue au jury le droit de statuer en matière criminelle sur les circonstances atténuantes, prétendant que là où il n'y a pas de jurés, il n'y a pas de circonstances atté-

(1) Cass., 21 avril 1820 ; Faustin-Hélie, t. 8, n^o 3871.

nuantes, faute d'autorité compétente pour les déclarer, et que d'ailleurs celles-ci ne sauraient être reconnues que par le résultat d'un débat oral et contradictoire. Deux arrêts de la Cour de cassation, l'un du 4 mars 1842 et l'autre du 14 septembre 1843, ont statué en ce sens (1).

Mais la doctrine (2) s'est prononcée en sens contraire ; cette théorie de la jurisprudence est en effet inadmissible.

L'article 341 du Code d'instruction criminelle et l'article 463 du Code pénal ont voulu déclarer que, lorsque le jury siège, lui seul peut reconnaître les circonstances atténuantes, la connaissance de ce fait lui étant dévolue comme celle de tous les autres faits d'accusation.

Mais quand le jury ne siège pas et que ses pouvoirs sont attribués aux juges qui cumulent ainsi les fonctions de magistrats et de jurés, pourquoi les priver d'une partie des attributions des jurés ?

En matière de contumace, les juges sont jurés ; pouvant statuer sur la culpabilité, il serait illogique de ne pas leur permettre de statuer sur les divers degrés de cette culpabilité qu'ils sont chargés d'apprécier.

Quant à l'argument invoqué par la jurisprudence, à savoir que les circonstances atténuantes ne sauraient être reconnues qu'à la suite d'un débat oral et contradictoire, nous le considérons sans fondement.

(1) S. 1842.1.471 ; 1843.1.919.

(2) Ortolan, Chauveau et Hélie, Bertauld, Le Sellyer, Villey, Garraud.

Pourquoi au moyen de la lecture des pièces écrites ne pourrait-on pas se faire une idée exacte de la nécessité qu'il y a d'accorder ou de refuser des circonstances atténuantes ?

Il est évident que l'article 341 du Code d'instruction criminelle et l'article 463 du Code pénal n'ont pas prévu l'hypothèse d'une contumace.

Après le jugement de l'action publique, la Cour statue comme en matière contradictoire sur les demandes de la partie civile.

Si l'accusé meurt sans se représenter, l'arrêt prononcé contre lui est irrévocable.

Lorsqu'il se représente, si l'arrêt est d'acquittallement ou d'absolution, il est définitivement acquis. Si l'arrêt est de condamnation et que la peine soit prescrite, tout demeure en état.

Si l'accusé se représente ou est arrêté avant que la peine soit prescrite, le jugement par contumace et les procédures faites contre lui sont anéantis de plein droit.

L'arrêt de condamnation n'a eu qu'un caractère provisoire et précaire, il est annulé et on procède alors dans les formes ordinaires au jugement de l'accusé, sauf deux exceptions :

1° La première résulte de l'article 477 qui déroge à l'oralité du débat en permettant la lecture des dépositions des témoins qui ont pu disparaître pendant la contumace, ainsi que la lecture des interrogatoires des

coaccusés et de toutes les autres pièces que le président jugera devoir éclairer les jurés.

3° Le contumax, même renvoyé de l'accusation, sera condamné aux frais occasionnés par sa contumace.

CHAPITRE II

RÔLE DU JURY.

Nous nous plaçons de suite au moment où le jury est irrévocablement constitué par douze jurés tirés au sort, non récusés et composant la liste de jugement pour l'affaire dont l'examen va être commencé.

La Cour a déjà eu l'occasion d'exercer ses pouvoirs à maintes reprises peut-être, que le jury n'a pu encore donner signe d'existence. Son rôle en effet ne commence que lorsque les débats sont épuisés.

1° Pendant les débats.

Pendant les débats les jurés ont une attitude toute passive, leurs attributions étant à peu près négatives.

Ils prêtent serment et siègent en se conformant aux diverses promesses que leur serment comporte.

La loi les oblige à être *attentifs* et à examiner scrupuleusement les charges qui seront portées contre l'accusé. Leur rôle consiste à écouter, afin de s'éclairer sur les faits de la cause et ses diverses modalités, pour puiser dans les débats une conviction très nette sur la culpabilité. Ils n'ont pas d'autre mission jusqu'au moment où ils se retireront dans leur chambre des délibérations.

On met d'ailleurs à leur disposition les moyens nécessaires pour obtenir les éclaircissements ou les renseignements dont ils auraient besoin.

Ainsi chaque juré a le droit de demander des explications par l'intermédiaire du président, de faire rappeler un témoin, de poser des questions aux témoins et à l'accusé et même de demander au président d'user de son pouvoir discrétionnaire pour faire par exemple entendre une personne. Les jurés peuvent prendre des notes sur les points importants du débat, et enfin ils peuvent observer les jeux de physionomie et l'attitude de l'accusé qu'on a eu le soin de placer en face d'eux.

Mais ils doivent s'abstenir de « toute manifestation d'opinion » et de toute « communication extérieure ».

Une opinion émise par un juré sur un point contesté du débat exposerait son auteur à une condamnation aux frais que nécessiterait le renvoi de l'affaire à une autre session, s'il n'y avait pas de jurés suppléants, ainsi qu'à des dommages-intérêts envers l'accusé si ce renvoi était ordonné (art. 343, 353) ; elle pourrait aussi, si elle était constatée, amener la cassation de l'arrêt. Parfois en posant une question, un juré révèle involontairement son sentiment personnel et une nullité est possible. La Cour de cassation possède, à cet égard, un droit de contrôle incontestable.

Pour garantir les jurés contre les influences extérieures et empêcher que celles-ci ne viennent modifier l'opinion qui était pour eux résultée des débats, on leur

interdit toute communication. Mais encore pour qu'une communication vicie la procédure et cause une nullité, il faut : 1° qu'elle porte sur les faits du procès et soit de nature à influencer l'esprit du juré ; 2° qu'elle soit volontaire de la part du juré ; 3° qu'elle soit régulièrement constatée par le procès-verbal des débats. La nécessité de cette constatation assure, en fait, l'impunité aux communications verbales hors séance, la Cour d'assises se refusant à donner acte d'un fait dont elle n'a pas été témoin et qu'elle n'a pu apprécier.

L'article 353 apporte d'ailleurs forcément un tempérament à cette règle en permettant au président de « suspendre les débats, pendant les intervalles nécessaires pour le repos des juges, des jurés, des témoins et des accusés »

Mais le rôle important du jury ne commence qu'une fois les débats terminés. Les plaidoiries achevées, le président donne aux jurés certains avertissements prescrits par la loi, concernant le vote et les formes de leur délibération. Il leur rappelle particulièrement, qu'en cas de verdict affirmatif ils auront à se prononcer sur les circonstances atténuantes. Il remet au chef du jury la liste des questions auxquelles ils auront à répondre, les procès-verbaux qui constatent le délit et les pièces du procès, sauf les déclarations des témoins.

Les jurés quittent alors l'audience où ils ne doivent rentrer qu'après avoir formé leur déclaration.

2° Après les débats.

Le jury est chargé d'apprécier la culpabilité de l'accusé (art. 337) non seulement en ce qui concerne le fait principal, mais encore en ce qui concerne les circonstances accessoires qui peuvent l'atténuer ou l'aggraver. En conséquence il lui appartient de statuer sur l'existence des éléments constitutifs du délit, des faits justificatifs, des circonstances aggravantes, des excuses et des circonstances atténuantes.

§ 1. — Du point de fait et du point de droit.

Ce sont les réponses faites par les jurés au questionnaire rédigé par le président des assises qui forment la déclaration qui devra servir de base à la Cour pour se prononcer au sujet de la peine.

Les Codes qui se sont succédé ont épuisé tous les systèmes, essayé tous les tempéraments pour arriver à obtenir du jury des réponses précises et complètes, et pour cela ils se sont efforcés de n'interroger les jurés que sur des questions pour lesquelles aucune connaissance spéciale n'est nécessaire et pour lesquelles le bon sens doit indiquer la réponse.

C'est aussi la raison pour laquelle il fut bien spécifié que les jurés ne seraient interrogés que sur des questions de fait, les questions de droit restant dans le domaine de la Cour et étant réservées à l'appréciation des magistrats.

Les jurés n'ont légalement à envisager que deux éléments : 1^o L'accusé est-il l'auteur du fait ? 2^o L'a-t-il commis avec intelligence et volonté ? En un mot est-il coupable ?

Voilà les questions que les jurés ont à résoudre. La Cour déterminera ensuite le caractère légal du fait déclaré constant par le jury et décidera s'il constitue tel ou tel crime, puis elle fera l'application de la peine édictée.

Le Code d'instruction criminelle ne contient aucune indication formelle permettant d'affirmer que le jury ne peut être interrogé que sur la matérialité des faits, sans statuer sur des questions de droit, mais cette distinction est la conséquence des principes admis sous la législation antérieure et elle est en outre consacrée par une jurisprudence constante de la Cour de cassation (1).

Cette séparation absolue entre le fait et le droit est une conception chimérique et dans la pratique il a fallu peu à peu admettre l'influence réciproque du fait et du droit en laissant le soin au jury de se préoccuper d'autre chose que des questions de fait pour décider de la culpabilité. Il a paru parfois utile de lui faire trancher des questions de droit. La règle fléchit donc pour subir des exceptions nécessaires.

Il est en effet des cas où sans pouvoir les distinguer, le fait et le droit sont dans une étroite connexité, liés l'un à l'autre d'une façon indissoluble.

(1) Cass., 20 avril 1827, Laval.

En dépit du Code qui veut la séparation, la nature même des choses la rend difficile, périlleuse, parfois même impossible.

En ce cas il fallait, ou charger les magistrats juges du droit d'attirer à eux le fait, ou appeler les jurés juges du fait à se saisir du droit

Or l'appréciation des faits est la base fondamentale de l'institution du jury. Si l'appréciation du fait était donnée aux magistrats, l'institution serait sapée par sa base.

Il faudra donc sans hésiter faire fléchir le principe que le jury est seulement juge du fait devant cet autre principe qu'il est juge de la culpabilité.

A côté de questions de droit qui excèdent la compétence des jurés, que rien ne dispose et prépare à résoudre les difficultés d'un problème juridique, il en est d'autres qu'on ne peut leur interdire d'aborder.

La jurisprudence a d'ailleurs décidé que dans certains cas le jury aurait à résoudre de véritables questions de droit. C'est ainsi par exemple qu'il devra résoudre la question de savoir : dans une accusation de fausse monnaie, si la monnaie contrefaite avait cours légal en France ; dans une accusation d'extorsion de fonds, si le titre extorqué emportait obligation de libération ; dans une accusation de parricide, si l'assassin était le fils de la victime ; dans une accusation de banqueroute frauduleuse, si l'accusé avait la qualité de commerçant failli ; dans une accusation de vol avec circonstances aggra-

vantes, si tel chemin, théâtre du vol, est un chemin public, etc...

Toutes ces questions sont à la vérité des questions de droit mais elles portent sur des éléments constitutifs du crime ou de la circonstance aggravante, de telle sorte que si on ne les soumettait pas au jury, il statuerait bien sur l'existence ou la non-existence de faits matériels, mais non sur la culpabilité. Or comme il faut avant tout que le jury statue sur la culpabilité, on doit lui soumettre ces questions de droit.

§ 2. — Des preuves morales et des preuves légales.

Le législateur, en psychologue avisé, s'est bien rendu compte que, malgré son apparente simplicité, la tâche du juré était difficile et qu'au fur et à mesure que se développait le procès criminel le citoyen qui tout à coup se trouvait promu juge allait être embarrassé, hésitant, perdu dans ses propres réflexions. Aussi a-t-il voulu rassurer les natures indécises, les esprits vacillants et permettre à chacun de remplir son rôle sans avoir à se préoccuper de règles déterminées qui pourraient le gêner, sans lui être d'une utilité incontestable. Il a introduit alors la théorie des preuves morales, c'est-à-dire qu'en définitive il n'a tracé d'autre règle aux jurés que celle de se créer « une intime conviction ». La loi ne leur demande pas compte des moyens par lesquels ils se sont convaincus ; elle ne leur prescrit point de règles desquelles ils doivent faire particulièrement dépendre

la plénitude et la suffisance d'une preuve ; elle leur prescrit « de s'interroger eux-mêmes dans le silence et le recueillement et de chercher dans la sincérité de leur conscience quelle impression ont faite sur leur raison, les preuves rapportées contre l'accusé et les moyens de la défense ».

Peu important les aveux, les témoins, les procès-verbaux ou les indices : « le jury peut toujours acquitter quels que soient le nombre et l'importance des preuves ; il peut toujours condamner quelle que soit l'indigence des preuves ».

C'est même à cette influence prépondérante des preuves morales que sont dus les verdicts parfois incompréhensibles rendus par le jury. Affranchis de toutes dispositions de preuve légale et n'obéissant qu'à leur conviction personnelle, les jurés n'ont point à rendre compte de leur sentence.

Chaque juré ne subit d'autres règles que celles que lui dicte son esprit ; il ne sent d'autre guide que celui de son cœur ; il ne connaît d'autres limites que celles de sa conscience ; souverain appréciateur, après avoir sondé tous les mystères moraux de l'acte qu'il juge, il écoute les inspirations de sa propre raison, et obéissant à ses seuls commandements, il porte sa déclaration dont nul n'a le droit de contrôler les motifs (1).

(1) Mittermaier critique la latitude laissée aux jurés, en France, pour former leur conviction ; cependant parmi les jurisconsultes français aucune voix ne s'est élevée et ne s'élève pour demander à ce point de vue la modification de l'article 342.

La conviction doit naître des débats, elle ne doit pas se créer d'après des notions personnelles acquises au dehors, et la somme des motifs producteurs de cette conviction se totalise par la réunion des éléments les plus divers et, avouons-le, parfois les plus inattendus.

Le débat oral organisé par le Code d'instruction criminelle (art. 317 à 336) est d'ailleurs institué pour faire naître chez le juré *l'impression* qui lui dictera son vote.

Que de dithyrambiques éloges, que de critiques mordantes ont été faits au sujet de l'organisation du débat oral !

« De froides écritures, interprète imparfait des discours, parviendraient difficilement à soulever le voile dont la vérité est enveloppée et conduiraient peut-être à l'erreur, tandis que l'action et le choc des débats ne tardent pas à faire jaillir la lumière captive. On ne peut qu'applaudir à l'esprit de prudence qui a consacré un mode d'examen dont rien ne pourrait compenser les résultats pour la Société, pour l'accusé et pour les juges » (1).

Tel n'est pas l'avis de M. Cruppi qui fait dans les termes suivants la théorie de l'impression : « Le jury sera une sorte d'enregistreur d'émotions, de plaque photographique, où iront se superposer des traits, des images de toutes sortes. L'art de choisir, de débrouiller, de réagir au moyen de son intelligence, de son expé-

(1) Rapport Riboud au Corps législatif en décembre 1808.

rience après que les impressions ont été subies, cet art qui est tout l'art du juge est étranger au jury... qui se décidera dans la sincérité de sa conscience, d'après la plus forte des impressions qu'il aura subies. »

Entre ces deux opinions il y a lieu de placer une appréciation moins absolue ; la question de culpabilité, le jury doit la résoudre et en réalité la résout guidé par son bon sens. Il juge si l'accusé est coupable c'est-à-dire s'il a agi avec intention et s'il mérite une peine.

Le jury a l'avantage de débarrasser le droit criminel des subtilités qui naissent de l'esprit juriste et à l'heure solennelle de la condamnation de substituer aux raisonnements juridiques les intuitions de la conscience humaine.

§ 3. — Des circonstances atténuantes.

La loi du 28 avril 1832 a confié aux jurés le pouvoir dans toute affaire criminelle d'accorder des circonstances atténuantes, soit pour écarter une peine hors de proportion avec la criminalité du coupable, soit pour l'adoucir lorsque d'après l'opinion générale elle semble trop sévère.

On a tenté d'indiquer les sources d'où dérivent les circonstances atténuantes et on a voulu les classer en circonstances atténuantes physiologiques, psychologiques, sociales, étrangères au crime et donnant des garanties pour l'avenir.

Cette classification incomplète, inutile va directement

contre le vœu de la loi qui désire que les circonstances atténuantes soient illimitées, variables à l'infini parce qu'elles peuvent revêtir toutes les formes, se présenter sous toutes les espèces.

« Ainsi que la vertu le crime a ses degrés. »

Tous les faits quels qu'ils soient sont susceptibles d'amoindrir la criminalité.

Les circonstances atténuantes n'ont pas de caractère précis, pas de qualification légale, elles ne comportent pas de question de droit à trancher. Le jury peut en toute circonstance les accorder. On ne provoque pas par une question formelle une réponse concernant les circonstances atténuantes, le président se borne simplement à rappeler aux jurés, avant qu'ils se retirent dans leur Chambre des délibérations qu'ils ont à se préoccuper de ce point en discutant leur verdict s'il est affirmatif. C'est d'office qu'ils doivent les admettre.

Ce qu'il faut bien, remarquer c'est que les circonstances atténuantes sont illimitées. Lorsqu'il s'agit de circonstances aggravantes, celles-ci sont définies, limitées; on sait en quoi elles consistent et le jury doit répondre à des questions qui les concernent et voter sur chacune de ces circonstances aggravantes. Les jurés ont donc un pouvoir pour atténuer la peine, qu'ils n'ont pas pour l'aggraver; ils peuvent apprécier souverainement s'il existe des causes qui affaiblissent soit la matérialité de l'action, soit la culpabilité de l'agent. Ils peuvent

même, lorsqu'ils trouvent la loi trop sévère, décréter des circonstances atténuantes dans le but d'abaisser une pénalité légale qui leur paraît excessive.

On a reproché au jury d'abuser des circonstances atténuantes et de les accorder exagérément, et on proposait comme remède d'obliger les jurés à motiver les causes reconnues comme atténuantes. Admettre ce soi-disant remède serait dénaturer l'institution, car le juge ne pourrait plus puiser dans une appréciation générale de l'ensemble du procès pénal les motifs qui militent en faveur de l'accusé. Il est impossible, croyons-nous, de donner une définition explicative des considérations de toute nature qui peuvent pousser à l'indulgence, d'autant plus que chaque juré peut baser sa réponse favorable sur un motif qui est repoussé par ses collègues. « A la majorité, il existe des circonstances atténuantes. » Telle est la seule déclaration qui doit être faite par le jury pour que la Cour soit obligée de faire produire à la peine certaines diminutions dont l'une est obligatoire et dont l'autre est facultative. Les magistrats doivent abaisser nécessairement la peine d'un degré et, s'ils croient devoir user d'indulgence vis-à-vis du coupable, ils peuvent en outre l'abaisser d'un second degré. Telles sont les bornes légales dans lesquelles ils peuvent se mouvoir.

Lorsque le jury a répondu au questionnaire qui lui a été remis et qu'il a voté sur les circonstances atténuantes, il a rédigé sa déclaration. Son chef la signe, ap-

prouve surcharges et ratures et tout le monde alors rentre dans l'auditoire, où le chef du jury donne lecture de cette déclaration.

Le verdict une fois rendu, que l'accusé soit déclaré innocent ou coupable, peu importe pour le jury ; son rôle est terminé. La souveraineté passe à la Cour, et seuls les trois magistrats ont encore une mission à remplir, et la présence des jurés est assimilable à celle de simples spectateurs.

CHAPITRE III

INTERVENTION RÉCIPROQUE DE LA COUR ET DU JURY

DANS LEURS RÔLES RESPECTIFS.

Dans tous procès pénal quatre questions se posent :

Matérialité : Tel fait est-il constant ? L'accusé en est-il l'auteur ?

Culpabilité : L'accusé en est-il l'auteur coupable ?

Criminalité : Par quelle loi le fait est-il puni ?

Pénalité : Quelle est la peine applicable ?

Le législateur a confié les deux premières questions au jury, et les deux dernières à la Cour.

Il est certain que les questions qui rentrent dans l'examen de la matérialité et de la culpabilité sont des questions de « fait » et que celles qui concernent la criminalité et la pénalité sont des questions de « droit » et par conséquent le jury n'a pas légalement à s'occuper de tout ce qui concerne la recevabilité de l'action publique et la pénalité, de même que la Cour ne doit pas s'immiscer dans le domaine des faits.

La réalité n'est plus maintenant d'accord avec les principes. La séparation des pouvoirs des deux éléments de la Cour d'assises s'est peu à peu effacée, et il a

bien fallu vendre légale et possible l'influence réciproque du fait sur le droit, en permettant au jury de se préoccuper de la répression et à la Cour d'examiner le fait pour y puiser les appréciations nécessaires pour appliquer la loi d'une façon intelligente et éclairée et aujourd'hui avec plus de justesse qu'en 1832 on peut répéter ce que disait alors M. Dumon qui voyait que « les attributions du jury et de la Cour semblent se confondre ».

SECTION I. — **Intervention de la Cour
dans l'examen du fait.**

La Cour doit appliquer la peine en conséquence du verdict du jury.

D'après les lois de 1791 et de l'an IV elle devait le faire sans se préoccuper de la culpabilité. D'ailleurs le législateur de cette époque pour éviter que le juge du droit n'examine les faits du procès avait adapté une peine fixe et invariable pour chaque infraction et ses diverses modifications résultant de circonstances aggravantes ou atténuantes. L'application de la loi, simple opération matérielle, devait être faite sans que la Cour puisse proportionner la culpabilité et la pénalité, ainsi qu'il est rationnel.

Mais de nos jours il n'en est plus de même : la Cour n'est plus reléguée comme à l'origine à être une simple machine d'application et actuellement elle peut et doit

apprécier directement les faits indépendamment des éléments fournis par le verdict.

§ 1^{er}

La Cour doit proportionner la peine à la gravité de l'infraction. Elle a en effet la mission de la faire varier dans les limites d'un maximum et d'un minimum et elle peut même, par suite de l'institution des circonstances atténuantes, la faire évoluer davantage en descendant d'un ou de deux degrés dans l'échelle des pénalités.

D'après le Code pénal (12 février 1810) la graduation des peines est rendue possible par la faculté laissée au juge de se mouvoir dans l'intervalle d'un minimum et d'un maximum.

Même en n'envisageant que la gravité objective du fait coupable, il est impossible d'admettre que deux crimes de même espèce produisent les mêmes résultats, causent le même dommage dans le présent et créent le même danger pour l'avenir. C'est pourquoi, abandonnant la conception toute métaphysique de l'égalité de culpabilité, le Code pénal a autorisé la graduation des peines.

Pour ces mêmes raisons, lorsque le jury a cru devoir accorder les circonstances atténuantes au coupable, la Cour, pour décider quel sera l'effet de cette partie de la déclaration, devra se rendre compte des circonstances qui peuvent faire varier la criminalité des faits. Sui-

vant les résultats de cet examen, l'atténuation de la peine sera plus ou moins grande, indépendamment des considérations légales fournies par les éléments généraux du verdict.

§ 2.

La Cour doit examiner si le jury a sainement apprécié le fait, et dans le cas où elle n'adhérerait pas à la décision qu'il a prise, renvoyer l'affaire à une autre session, le verdict affirmatif n'étant pleinement efficace que s'il n'est pas improuvé par elle, à moins qu'il n'ait été rendu par le jury de renvoi.

Du jour où la peine était devenue mobile, le magistrat, tacitement, avait reçu la mission d'examiner le fait pour apprécier comment il pouvait user de cette mobilité, mais dans le cas de renvoi, c'est, expressément, qu'il a ce rôle.

Si la majorité de la Cour — avant la loi du 9 juin 1853 il fallait l'unanimité — est convaincue que le jury, tout en observant les formes légales, s'est trompé au fond, elle peut ordonner d'office le renvoi de l'affaire à une autre session (art. 352).

Ce droit de surveillance n'est-il pas la preuve que la Cour peut, expressément, s'occuper de la culpabilité? Aucune disposition (1) ne défend de motiver les arrêts par lesquels la Cour, en déclarant que les jurés se sont trompés au fond, exprime en quoi ils se sont trompés

(1) Cass., 21 avril 1814.

et renvoie l'affaire, donc c'est évident que la Cour doit examiner les faits qui ont motivé le verdict en même temps que le verdict lui-même.

§ 3.

La Cour, enfin, doit voir s'il y a lieu de faire supporter les frais à l'accusé, de le condamner à des dommages-intérêts envers la partie civile.

Comment admettre que la Cour pourra se prononcer sur ces points sans examiner les faits ? La quotité des dommages-intérêts, soit matériels, soit moraux, varie en somme suivant la gravité des réparations à accorder et non pas suivant la gravité du délit, la meilleure preuve en est que même en cas d'acquiescement ces pénalités accessoires peuvent être prononcées.

Il résulte de ces observations que, dans un triple but, les magistrats peuvent, nous dirons même, doivent empiéter sur les fonctions réservées aux jurés et statuer par suite d'appréciations puisées directement dans l'examen des faits et de toutes les nuances qui ont pu en avoir été révélées par les débats.

SECTION II.— Intervention du jury dans
l'application de la loi.

Le Code d'instruction criminelle a établi pour le jugement des affaires soumises à la Cour d'assises un système qui repose sur la séparation absolue du fait et du droit.

Mais il est bien difficile d'expliquer comment le jury auquel la loi a attribué un pouvoir souverain pour décider de la culpabilité est incapable de déterminer si le fait dont l'accusé est prévenu rentre ou non dans la définition du délit, telle qu'elle est formulée dans la loi, et, suivant le degré de culpabilité de son verdict, quelle est la peine qu'il convient d'appliquer.

A. — En ce qui concerne la *qualification*, la loi et la jurisprudence se mettent dans bien des cas en contradiction avec elles-mêmes, en faisant statuer le jury sur cette question de droit soit parce qu'elle est inséparable de la question de fait, soit parce qu'il est impossible de trouver une qualité de fait correspondante à la qualité légale.

« Qualifier un fait c'est décider que ce fait rentre dans la définition du délit telle qu'elle est formulée dans la loi. » D'après le Code le jury ne devant résoudre aucune question de droit ne doit pas par conséquent qualifier les faits qui lui sont soumis. Et pourtant, au point de vue rationnel, il semble difficile qu'un doute quelconque puisse exister à cet égard. En effet, en dehors de la prévision légale, il n'y a ni culpabilité, ni responsabilité aux yeux de la justice humaine et dès lors la déclaration de culpabilité est inséparable des éléments légaux de l'infraction, c'est-à-dire de la qualification.

La distinction du fait et du droit ne devrait avoir d'autre raison d'être que l'ignorance que les jurés ont de la loi. Lorsque la qualification des faits est claire et

connue des jurés, pourquoi ne pas poser la question de droit ? Ainsi d'après la jurisprudence on ne doit pas demander au jury si un tel est coupable d'un vol, mais s'il l'est d'une soustraction frauduleuse, la première question étant de droit, la deuxième de fait. Quelle puérité ! Pour tourner la difficulté dans la pratique, on comprend dans la question posée au jury les éléments de la définition et non le terme défini. Ainsi le Code définit le vol « soustraction frauduleuse de la chose d'autrui ». Si donc on demande au jury si l'accusé a « soustrait frauduleusement la chose d'autrui », c'est valable ; si on demande si l'accusé s'est rendu coupable d'un « vol », c'est nul. Le jury comprend soi-disant l'expression « soustraction frauduleuse » et ne comprend pas le mot « vol ». Le contraire n'est-il pas plutôt exact ? Quel formalisme ! quelle subtilité !

Sans doute on ne pose pas ainsi au jury la question de qualification, mais dans d'autres cas le législateur se donne un démenti au principe qu'il veut appliquer.

En effet lorsqu'il exige une question spéciale pour la légitime défense ou quand il s'agit de circonstances aggravantes, la qualification légale est nécessairement comprise dans la question posée au jury.

D'ailleurs lorsque l'infraction n'est pas définie par la loi on est bien obligé de questionner le jury sur la qualification légale. Ainsi le viol, l'attentat à la pudeur n'étant pas définis, on est obligé de demander aux jurés : « Un tel est-il coupable d'un viol ?, « d'un attentat à la

pudeur ? » C'est à juste titre que l'on peut se demander, s'il ne serait pas préférable que dans tous les cas ce soit le jury qui soit appelé à se prononcer sur la qualification. Des explications précises et nettes lui seraient données sur la définition légale du crime, sa nature, afin de le mettre à même de se prononcer en parfaite connaissance de cause.

B. — Au point de vue de la *pénalité*, le jury s'est constamment efforcé de participer à la décision de la Cour, et par l'usage de différents procédés, que la loi a, dans un tout autre but, mis à sa disposition, le jury a trouvé des subterfuges qui lui permettent de participer effectivement, quoique très incomplètement à l'application de la peine et par suite en statuant dans certains cas sur la question de qualification et en participant plus ou moins efficacement à la pénalité, le jury, en fait, participe à l'application de la loi, dans une mesure telle que l'on est obligé de reconnaître que, des principes de la Constituante, il ne subsiste plus qu'une apparence trompeuse, un mécanisme dérégulé.

Dans l'état actuel de notre législation les jurés peuvent-ils chercher à savoir quelles seront les conséquences de leur déclaration ? Non.

Lorsque les jurés rentrent dans leur salle des délibérations, la première chose qui, suivant les prescriptions du Code frappe leurs regards est une affiche sur laquelle est imprimé « en gros caractères dans le lieu le plus apparent » le texte de l'article 342.

Lorsqu'ils ont pris place autour de leur table, le chef du jury a encore la mission de donner lecture de ce même article et alors seulement les jurés peuvent commencer à délibérer et à voter sur les questions qui leur ont été posées et qui résultent de l'acte d'accusation. Ils ont droit de discuter entre eux, d'apprécier les preuves qui leur ont été soumises, les témoignages qu'ils ont entendus, les arguments du réquisitoire et de la défense, mais ce qu'ils ne doivent jamais faire c'est penser aux conséquences de leur réponse sur la peine qui sera infligée au coupable. Ils manquent, s'ils y pensent, au serment qu'ils ont prêté et à leur « premier devoir » Tel est le texte explicatif de la loi.

Mais l'expérience a démontré que le système qui devrait être en vigueur présente pratiquement de graves inconvénients et que cette défense qui est faite aux jurés « de penser aux dispositions des lois pénales » est illusoire.

En réalité leurs délibérations sont dominées par la préoccupation de la peine que leur verdict permettra à la Cour de prononcer. La défense de la loi n'existe plus qu'en théorie et maintenant les jurés connaissent parfaitement quelle peine pourra encourir l'accusé et même ils participent à la détermination de cette peine

**§ 1^{er}. — De l'indication du jury, des conséquences
de son verdict.**

La Cour de cassation, jusqu'en 1832, a continuelle-

ment jugé que les jurés ne devaient avoir aucune connaissance du texte de la loi pénale et de l'influence des faits sur la pénalité et les modifications qu'elle peut subir suivant les circonstances. Cette jurisprudence était toute naturelle jusqu'à la réforme de 1832, introduisant les circonstances atténuantes, dans les attributions du jury. Jusque-là en effet, c'est seulement aux magistrats que l'on avait fait quelques concessions sur les dispositions primitives et on avait soigneusement interdit et pris les moyens nécessaires pour empêcher les jurés de statuer sur tout autre point du procès pénal que la question de fait.

Mais ce qui étonne, c'est que même après la revision de 1832, la Cour de cassation ait maintenu sa jurisprudence. Elle décida encore pendant longtemps que le défenseur n'avait pas le droit de parler de la peine dont l'accusé pourrait être frappé en cas de déclaration affirmative, sous peine d'être réprimandé par le président et même d'être passible d'une sanction disciplinaire. Encore actuellement dans quelques rares Cours d'assises de province, le président interrompt l'avocat lorsque celui-ci aborde la discussion des conséquences du verdict.

Mais à Paris et dans la plupart des grandes villes de province lorsque les jurés vont déposer leur bulletin de vote dans l'urne, s'il s'agit d'une condamnation, ils savent parfaitement à quoi s'en tenir sur la portée de leur verdict, car durant toute la durée du procès, le prési-

dent à laissé librement l'avocat général et le défenseur s'expliquer sur les conséquences de leurs réponses aux questions. Et si les jurés savaient qu'il leur est interdit de penser à la question de la peine, ils seraient parfois bien étonnés, car ceux qui sont les premiers à leur donner tous les renseignements sur cette question de droit qu'il leur est interdit d'envisager sont justement ceux qui à leurs yeux représentent la loi, le président et l'avocat général. Ceux-ci en effet, sachant qu'ils ne peuvent pas empêcher l'avocat, de bien préciser quelle sera la peine que pourra encourir son client, ont préféré prendre lesdevants et ils ont bien fait comprendre la combinaison des diverses solutions qu'il est possible d'adopter.

Rentrés dans leur chambre des délibérations, les jurés n'ont plus qu'une chose qui les inquiète, c'est d'user des indications qui leur ont été données afin de proportionner, suivant leur désir, la pénalité et la culpabilité.

Voyons comment ils arrivent à satisfaire leurs justes aspirations.

§ 2. — Divers procédés à l'aide desquels le jury participe à l'application de la peine.

Les jurés disposent de quatre procédés qui leur permettent de modifier très efficacement les limites dans lesquelles les juges pourront se mouvoir pour appliquer la peine :

1° La réponse négative aux questions de circonstances aggravantes.

2° L'admission des circonstances atténuantes.

3° La réponse négative sur la question principale suivie d'une réponse affirmative sur la question subsidiaire.

4° L'intervention du président.

1° Réponse négative aux questions de circonstances aggravantes.

Chaque infraction se compose d'éléments constitutifs particuliers qui la caractérisent. Outre cela, des faits accessoires qui se rattachent aux éléments matériels et moraux du délit peuvent venir augmenter la criminalité de l'action ou la culpabilité de l'agent.

Tous les éléments constitutifs de l'infraction sont réunis dans une question unique et générale, celle de culpabilité.

Au contraire chaque fait accessoire qui est relevé par l'acte d'accusation ou qui résulte des débats comme étant une circonstance aggravante fait l'objet d'une question spéciale et distincte sous peine de nullité (1).

Si le jury estime qu'un des éléments constitutifs du délit n'existe pas, il répond négativement à la question de culpabilité. Examinant ensuite la circonstance aggravante, il peut, usant de son pouvoir souverain, soit la retenir, soit l'écarter, et la décision qu'il prend à ce sujet a pour résultat d'augmenter la pénalité ou de l'adou-

(1) Loi du 13 mai 1836, article 1^{er}.

cir et c'est ainsi qu'il peut arriver à participer à l'application de la peine, car quelque évident que soit le fait accessoire dont découle la circonstance aggravante, il peut en nier l'existence et par suite en annihiler les conséquences répressives.

Prenons le vol comme exemple et admettons qu'il réunit les éléments nécessaires qui le constituent ; certaines circonstances peuvent en outre venir s'adjoindre pour aggraver la criminalité de cette infraction: ainsi le vol a été commis avec escalade ou effraction, ou bien encore le voleur était domestique de sa victime. Le vol simple est puni d'une peine correctionnelle ; s'il est aggravé et qualifié par une de ces circonstances aggravantes, il est puni de peines criminelles (C. pén., art. 407, 381 et suiv.).

Si donc le jury répond affirmativement sur la question de culpabilité et ensuite négativement sur la question spéciale relative à la circonstance aggravante, par ce simple moyen il transforme l'infraction de criminelle qu'elle était, en correctionnelle. Cela du reste ne l'empêche pas de statuer sur le procès pénal, car disposant de la plénitude de juridiction, si au cours des débats l'infraction change de qualification il est néanmoins compétent. Or le jury peut toujours écarter une circonstance, même si elle est certaine, évidente, reconnue, avouée. Le jury peut affirmer « sur son honneur et sa conscience » un fait contraire à la vérité, et répondre « non » alors que c'est « oui ». Ne devant pas mo-

tiver son verdict qui d'ailleurs est inattaquable, s'il a bénévolement écarté une circonstance aggravante par suite d'un « pieux mensonge, » il n'a fait que se prononcer dans les limites de son pouvoir sur un « fait ». Quant aux questions relatives à la preuve des faits et à la culpabilité des accusés, le juré ne relève que de sa conscience.

2° *Admission des circonstances atténuantes.*

Un autre procédé à l'aide duquel les jurés peuvent modifier la quotité de la peine est celui qu'a mis à leur disposition la loi du 1^{er} mai 1832. C'est même actuellement pour eux le moyen le plus naturel, le plus simple, le plus pratique pour faire nettement connaître leur impression sur la sanction pénale à appliquer.

Seulement des différences d'opinion se produisent entre les deux sortes de juges qui ont à appliquer les circonstances atténuantes.

Parfois en effet les jurés les accordent avec l'espoir que les juges se montreront très indulgents et feront descendre la peine non seulement d'un mais de deux degrés. Les juges, en général, faisant preuve de la plus grande condescendance, cherchent à se guider d'après le désir du jury, mais soit qu'ils ne comprennent pas bien les intentions du jury, soit même qu'ils ne les approuvent pas, il arrive qu'ils ne descendent que d'un degré dans l'échelle des peines. De ces divergences d'appréciation entre juges et jurés naissent quelquefois

des malentendus, de la méfiance dont l'influence dans la suite se manifeste déplorablement.

La loi de 1832, n'a pas modifié suffisamment la nature des attributions des jurés ; elle a réservé exclusivement à la Cour le droit d'apprécier et de déterminer la modification qui doit être apportée à la peine par suite de l'admission des circonstances atténuantes. Le jury est dans l'incertitude sur le sort de l'accusé. Que vont faire les magistrats ? Comment vont-ils disposer des larges pouvoirs qu'ils ont pour appliquer la peine dans les limites de la déclaration ? Les circonstances atténuantes les obligent à descendre d'un degré dans l'échelle des peines, mais ils ont la faculté de descendre d'un second degré ; ils peuvent, dans le degré qu'ils ont choisi, prononcer soit le maximum, soit le minimum de la peine, et cette peine peut se réduire à un simple emprisonnement qui peut n'être que de deux ans et se trouver encore mitigé par l'application de la loi Bérenger.

Aussi il faut le reconnaître, la réforme de 1832 n'a pas été ce qu'elle a paru être et son insuffisance se fait sentir. Elle a permis au jury de prendre une certaine part à l'application de la peine, tout en lui défendant d'y penser et c'est là une contradiction qui n'a que trop subsisté. Le jury profite autant qu'il le peut des avantages que cette réforme lui a accordés en attendant de pouvoir faire plus dans la voie où il s'est engagé.

3° Réponse négative sur la question principale suivie d'une réponse affirmative sur la question subsidiaire (1).

La jurisprudence, sinon la loi a encore mis un autre moyen à la disposition des jurés, pour participer à l'application de la peine.

Lorsqu'il résulte du débat quelque fait qui modifie l'accusation sans être ni une circonstance aggravante ni une excuse proprement dite, la Cour peut poser une question subsidiaire sur les faits ainsi modifiés « en quelque sens » que cette circonstance modifie l'acte d'accusation.

De même que le rejet des circonstances aggravantes, l'admission de la question subsidiaire permet au jury, de changer la qualification de l'acte qui lui est soumis et de jouer ainsi un rôle qui lui est interdit.

C'est surtout lorsque la peine qui devra être appliquée à une infraction paraît exagérée que l'on use de ce moyen détourné pour permettre au jury d'abaisser, s'il le veut, le taux de la loi.

Mais ce moyen reste à l'entière disposition des magistrats : afin d'empêcher un acquittement injuste ils y recourent dans certains cas en particulier, préférant dans l'intérêt public, voir punir faiblement un coupable que de risquer, à cause de la sévérité déplacée du Code, voir le jury reculer devant une condamnation qui dépasserait la punition méritée à ses yeux.

(1) Il y aurait un rapprochement intéressant à faire entre le rôle de la question subsidiaire en France et celui de la disqualification en Angleterre.

En matière d'infanticide (1) par exemple la loi est d'une excessive rigueur : elle prononce la peine de mort. Les causes d'atténuation sont laissées à l'appréciation du juge. Dans de nombreux cas, à Paris particulièrement, dans un procès d'infanticide, la question subsidiaire de suppression d'enfant a été posée. Ce qui revenait à proposer aux jurés ceci : condamnez pour infanticide si vous croyez devoir le faire, en accordant ou en refusant les circonstances atténuantes, mais si vous croyez devoir encore être plus indulgents, déclarez qu'il n'y a pas infanticide, mais n'acquitez pas et reconnaissez tout au moins qu'il y a eu suppression d'enfant, c'est-à-dire que l'on a fait disparaître un enfant avec l'intention de cacher sa naissance ou de le faire passer pour mort ; ce qui est un crime d'état civil puni seulement de la réclusion.

Par ce moyen (2) le jury participe encore à l'application de la peine : si on ne lui posait pas la question subsidiaire, le président sait qu'il y aurait probablement un acquittement regrettable, il préfère user du moyen que la pratique a mis à sa disposition pour tourner le texte du Code et faciliter aux jurés la mission qu'ils veulent

(1) Parfois on poursuit l'infanticide sous la qualification d'homicide par imprudence (C. pén., art. 319) ou de suppression d'enfant (art. 346) ou de défaut de déclaration de naissance (art. 346) ou d'exposition et de délaissement d'enfant (art. 345) ou d'inhumation non autorisée (art. 358) !

(2) Nous croyons que la question subsidiaire la plus fréquemment posée est celle de coups et blessures ayant entraîné la mort, dans une affaire de meurtre.

consciencieusement accomplir en évitant un excès d'indulgence ou de sévérité.

4^o Intervention du président.

Il est enfin un dernier procédé, illégal et cependant en usage, par lequel les jurés s'efforcent encore de statuer sur le sort de l'accusé.

Pour être exactement renseignés sur la pénalité qui va être prononcée, ils prient le président de se rendre auprès d'eux et de les éclairer. Le président se rend en général à cette invitation et durant cette réunion des juges du fait et du juge du droit ce n'est un mystère pour personne que des « marchandages » se produisent concernant la façon dont les magistrats vont user de leurs pouvoirs.

Cet usage nous semble tout d'abord illégal. Personne ne doit pénétrer dans la salle où le jury délibère sans l'autorisation du président (art. 343, § 2, C. inst. crim.). De cette règle la jurisprudence a tiré les conséquences suivantes (1) :

Si le président entre dans la salle des délibérations sans y être appelé, la Cour de cassation a toujours décidé que la loi serait violée ; mais s'il y vient sur l'invitation du jury, il peut, hors de la présence du ministère public et de l'accusé, donner toutes les explications qu'on lui demande. L'invitation n'a même pas besoin d'être faite par écrit par le chef du jury (2). Depuis le

(1) *Revue critique*, 1898, p. 79.

(2) Cass., 14 mars 1896.

1^{er} octobre 1846, telle a toujours été la jurisprudence !

Nous trouvons que cet usage consacré par la Cour de cassation est déplorable :

1^o Il est tout d'abord contraire au principe de la « contradiction » combiné avec la faculté que l'accusé a de parler le « dernier ».

2^o Il est aussi contraire au principe de la « publicité » qui donne droit à l'accusé d'avoir communication pour la garantie de sa défense de tout ce qui le concerne.

Que se passe-t-il en effet durant cette entrevue ? Monsieur Julien Goujon a dit à la Chambre qu'il y avait de « véritables marchandages » (1) d'autant plus fâcheux qu'ils ne pouvaient être que proposés sans être conclus.

Le président est bien embarrassé pour répondre aux jurés et leur dire quelle sera exactement la peine que la Cour prononcera. Il peut faire connaître son opinion personnelle, mais il a laissé dans la chambre du conseil ses deux assesseurs dont l'opinion indépendante peut très bien former une majorité contraire à son avis personnel. Le président ne peut donc s'engager à rien de formel vis-à-vis des jurés ; il répond qu'il transmettra à ses collègues les vœux qu'on lui exprime et lorsqu'il se retire le jury reste dans l'incertitude presque absolue sur le chiffre éventuel de la condamnation.

La plupart du temps cependant les assesseurs approuvent les engagements problématiques de leur pré-

(1) 12 novembre 1897, *J. Off.*, p. 2396.

sident et ainsi les jurés ont trouvé moyen de participer à l'application de la peine.

Mais, nous le répétons, ce procédé ne devrait pas être admis. Par la loi du 19 juin 1881 on a supprimé le résumé que faisait le président une fois les débats terminés. En permettant au président d'entrer dans la salle des délibérations on a rendu inutile cette abrogation, car rien ne l'empêche de faire en présence des jurés ce résumé qu'il développait jadis à l'audience et en outre il y a le grave inconvénient que toute publicité étant écartée, le défenseur est dans l'ignorance de ce qui s'est réellement passé.

Tous ces procédés auxquels ont recours les juges populaires pour satisfaire le légitime désir qui les tourmente de déclarer non seulement si l'accusé est coupable, mais encore de préciser jusqu'à quel point il l'est à leurs yeux, ne seraient pas critiquables s'ils ne produisaient parfois des inconvénients.

Voulant appliquer la loi à leur gré, les jurés se perdent au milieu des questions assez ardues que soulève cette application, même dans le cadre restreint que nous venons de tracer.

De graves erreurs se produisent.

En outre ces manœuvres détournées créent entre magistrats et jurés des malentendus qui étonnent d'autant plus ces derniers qu'ils ne s'en expliquent pas les motifs naturels et qu'ils s'imaginent avoir été trompés ; et dans la suite leur attitude trahit leur mécontentement et leur méfiance.

Un exemple (1) va démontrer la réalité de nos craintes et la justesse de nos observations.

La Cour d'assises de l'Hérault avait à juger le 13 novembre 1906 un nommé Cros, accusé d'assassinat. Celui-ci avait d'un coup de fusil à bout portant foudroyé une dame Birot, débitante, qui refusait de lui servir à boire.

Mais l'accusé prétendait que ce n'était pas pour cette raison qu'il s'était rendu criminel, mais bien parce que la dame Birot était sa maîtresse et qu'il était survenu entre eux de graves discussions et une brouille qui l'exaspérait et le désespérait.

De bons renseignements avaient été recueillis sur l'accusé.

Après une délibération, durant laquelle le jury fit appeler le président des assises, le jury rendit un verdict d'acquittement !

Pourquoi ?

Les jurés avaient fait appeler le président dans leur chambre des délibérations pour lui demander quelle serait la peine appliquée en cas de verdict affirmatif avec circonstances atténuantes. Le président avait expliqué que le Code punissait l'assassinat de la mort, mais que les circonstances atténuantes étant accordées la peine serait de 5 à 20 ans de travaux forcés.

Les jurés cherchèrent à savoir si la Cour applique-

(1) *Revue pénitentiaire*, année 1906, p. 1323, sous le titre « Un acquittement symptomatique ».

rait le minimum de la peine ainsi qu'ils le désiraient

Le président se refusa à un arrangement, puisqu'il ne pouvait assurer le jury de son exécution et il se borna à donner les renseignements qu'on lui demandait.

Les jurés, malgré la culpabilité évidente et reconnue de Cros, l'acquittèrent !

Cet acquittement est bien ainsi qu'on l'a écrit « symptomatique ». Il rappelle ceux qui précédèrent la réforme de 1832.

Vainement la loi de 1824 avait permis aux magistrats d'accorder les circonstances atténuantes ; le jury peu confiant tenait à les accorder lui-même. De même de nos jours le jury ne veut pas s'en rapporter à la Cour pour la fixation du taux de la peine ; il ne veut pas être simplement juge de la culpabilité et lorsqu'il croit que la peine qui va être prononcée est trop forte ou qu'elle peut être plus sévère qu'il ne désire, il use de son pouvoir souverain et préfère encourir le blâme d'avoir causé un acquittement scandaleux, que d'avoir sur la conscience le remords d'une condamnation disproportionnée avec le crime.

L'infranchissable barrière que la Constituante avait élevée entre les juges du fait et ceux du droit a déjà subi des brèches qui permettent de la traverser.

Mais les jalons qui restent debout sont là encombrants, dangereux. Les supprimer et laisser ainsi la voie libre ce sera faciliter un échange d'idées entre les deux

éléments de la Cour d'assises. On donnera satisfaction à l'opinion publique dont la loi pénale est obligée de tenir compte et on pourra arriver à créer une sorte de jurisprudence criminelle qui sera le fruit des différents verdicts et qui fera que le coupable ne pourra plus échapper à la répression.

TROISIÈME PARTIE

DU ROLE DE LA COUR COMPARÉ A CELUI DU JURY DANS L'AVENIR

CHAPITRE PREMIER

La répression criminelle peut être défectueuse ou insuffisante pour une double cause :

1° L'état de la loi pénale qui en est l'âme ;

2° La direction habituelle des jugements qui la manifestent.

Notre Cour d'assises, telle qu'elle fonctionne actuellement, est sujette à des reproches justifiés dont l'origine peut être recherchée dans les deux causes que nous venons d'indiquer.

Les réformes qui successivement ont été faites, les expédients qui ont été inventés pour remédier à ce que la situation présente a d'imparfait, nous apparaissent dans leurs résultats et il nous faut bien convenir que jusqu'à présent le but désirable n'a pas été atteint ; mais du moins les améliorations qui ont été tentées, peuvent nous guider vers l'œuvre nécessaire qui est à accomplir.

« La critique est aisée et l'art est difficile. »

Ce qui est vrai au point de vue littéraire, l'est aussi au point de vue juridique.

L'état de choses actuel, nous en avons montré les défauts, les inconvénients, les dangers. Sommes-nous en mesure de préconiser avec une certitude confiante quelque chose de mieux ? Pouvons-nous demander des modifications graves, essentielles, presque substantielles, dans une institution que depuis plus d'un siècle nous admirons, nous consolidons ? N'allons-nous pas lâcher la proie pour l'ombre ?

Je crois que hardiment nous pouvons aller de l'avant.

La procédure par jurés, telle que nous l'avons actuellement n'est qu'une des nombreuses applications du principe de la justice populaire. Ce principe, conservons-le précieusement, jalousement, mais pourquoi ne pas en changer le mécanisme ?

Je ne sais quel esprit de routine nous arrête. Depuis longtemps déjà d'autres nations ont utilisé des idées que nous avons été les premiers à émettre et pendant ce temps nous sommes restés stationnaires. Il nous faudrait sortir de cette torpeur dont les effets néfastes pourraient un jour devenir préjudiciables aux intérêts sacrés, de la justice.

Par quoi donc pourrions-nous remplacer l'organisation actuelle ?

Mentionnons tout d'abord une solution au sujet de laquelle nous ne croyons pas devoir insister parce qu'elle

est impraticable en France. C'est celle qui consisterait à supprimer le jury et à confier ses attributions à la magistrature qui serait représentée par un seul juge, recruté au concours et placé dans une situation telle que son indépendance et son impartialité ne pourraient faire l'ombre d'un doute. Mais où trouverait-on ce juge idéal, cet homme parfait « semblable à Dieu » dont les décisions ne seraient jamais entachées de la moindre suspicion ? D'ailleurs, en admettant même qu'il puisse exister, ce juge de profession perdrait à la longue cette notion moyenne et populaire de la moralité qui est l'apport du juré dans l'œuvre commune. Sans doute ce système est pratiqué en Hollande, mais on ne peut comparer cette petite nation calme et respectueuse de la magistrature au citoyen français plutôt emporté et frondeur. Supprimer le jury nous paraît impossible ; la popularité dont jouit cette institution la met à l'abri de toute tentative de ce genre.

Le progrès marche dans un autre sens. Chez toutes les grandes nations, surtout chez celles dont les mœurs se rapprochent des nôtres, on en est venu peu à peu à faire juger les procrès criminels par des juges « laïcs ». Depuis quelques années en effet un mouvement dont l'Allemagne a donné le signal se produit pour l'établissement en matière pénale de tribunaux mixtes composés en partie de magistrats de profession et en partie de personnes étrangères à la magistrature, de citoyens siégeant, délibérant et décidant en commun avec les ma-

gistrats, au lieu de statuer séparément comme le jury actuel sur certains points du procès pénal.

L'institution du Jury semble appeler à se transformer par la fusion des deux éléments qui composent la juridiction et le système de l'Echevinage paraît d'après les progrès rapides qu'il a fait devoir se substituer au système du Jury.

« Des criminalistes éminents, disait M. Thonissen, réclament une union plus intime entre les juges et les jurés. Les uns proposent la fusion des deux éléments en un seul et même tribunal appelé à statuer à la fois sur la culpabilité et sur la peine, les autres demandent que du moins le président de la Cour devienne le président des jurés au moment où ils vont statuer sur le sort de l'accusé ».

Deux formes de l'échevinage sont donc encouragées comme des améliorations désirables. L'une est l'échevinage complet ; l'autre est l'échevinage atténué.

Dans les réformes que l'on voudra faire, il faudra chercher à transformer le jury sans toutefois dénaturer l'institution, et s'efforcer de lui transfuser une énergie nouvelle.

D'ailleurs opérerons-nous une si grande réforme ? Inoverons-nous énormément en adoptant un système qui dérivera soit de l'échevinage, soit de l'assessorat ?

En fait, oui, incontestablement. Ce serait une grande réforme, car les divers systèmes que nous allons exposer admettent la participation complète du jury dans

toutes les parties du procès criminel, alors que maintenant si ce but est atteint ce n'est qu'imparfaitement à l'insu de la loi et par des subterfuges que nous avons exposés.

Mais en réalité le jury s'est profondément immiscé dans les fonctions de la Cour qui de son côté s'est mêlée de questions étrangères à ses attributions.

La magistrature a fait preuve, dans l'intérêt de la société, de la plus grande condescendance pour faciliter aux jurés la réussite des aspirations générales qui les poussaient à accroître leur influence dans le rôle que le législateur leur avait tracé à une époque déjà lointaine de nous.

Nous allons donc exposer cette théorie de l'échevinage et voir comment les pays qui l'ont mise en pratique sont arrivés à établir entre le juge populaire et le juge de profession une collaboration, dont on vante les avantages et les excellents résultats et dont les succès passés font prévoir les succès futurs.

Pour nous, lorsque nous prendrons parti sur la question de déclarer quel système nous trouvons préférable, nous nous prononcerons dans un sens qui, je crois, est plutôt celui vers lequel nous marchons actuellement en France, vers l'échevinage atténué. La doctrine, représentée par les juristes modernes les plus éminents, a une tendance accentuée vers l'Echevinage complet. Nous exposerons les raisons qui nous ont décidé à ne pas nous rallier à cette théorie, malgré son succès, ses

avantages, sa grande simplicité, mais nous avons appris à admirer le jury pour les raisons mêmes qui l'ont fait adopter par les législateurs de 1791, c'est donc dire que nous souhaitons l'extension du rôle du jury, sans réciproque pour le rôle de la Cour.

CHAPITRE II

DE L'ÉCHEVINAGE.

Certains sceptiques prétendent qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil et que la vie, quelle que soit la façon dont elle se manifeste, n'est qu'un perpétuel renouveau. Cette boutade en ce qui concerne l'échevinage ne manque pas d'exactitude.

Cette institution aujourd'hui si en faveur a des origines fort anciennes. On croit pouvoir retrouver l'embryon dont elle naquit dans certaines institutions françaises du moyen âge où les simples citoyens participaient à l'administration de la justice criminelle (1).

Sans nous attarder à élucider cette question d'intérêt

(1) M. Baudoin, dans un article paru en 1887 dans la *Nouvelle Revue historique*, p. 45 et suiv., fait une étude sur les « rachimbours » qui, d'après lui, à l'époque mérovingienne étaient, dans les assemblées appelées *mallus*, non pas seulement les conseillers du comte, mais de véritables juges.

Marculphe, en 660, appelait les « rachimbours » « échevins ».

M. Fustel de Coulanges, dans les *Institutions politiques*, p. 507 et suiv., ne partage pas l'avis de M. Baudoin : il prétend que les rachimbours n'étaient pas des juges, mais simplement des spectateurs qui personnifiaient le public.

À l'époque carlovingienne, les rachimbours furent remplacés par les « scabins » qui étaient des juges permanents en même temps que des administrateurs, nommés par le comte avec l'assistance des hommes libres.

historique, constatons que, en France, durant le siècle précédent, à différentes reprises on voulut utiliser cette vieille idée française.

Tout d'abord, ce fut durant l'époque novatrice par excellence, à l'aube de la Révolution. Une loi du 19-22 juillet 1791 avait tenté de faire revivre le principe de l'échevinat en instituant un tribunal correctionnel composé d'un juge de paix et de deux assesseurs. Les assesseurs statuaient en concours avec le juge de paix sur le « fait » et sur le « droit » ; ils n'avaient pas seulement voix consultative, mais voix délibérative et ils étaient de véritables juges statuant sur l'application de la peine.

La doctrine de l'échevinage trouva d'ardents défenseurs dans le Conseil d'Etat de Napoléon. Siméon, Defernon, Treilhard, Target comprenant les inconvénients qu'engendrait la séparation du « fait » et du « droit » voulaient l'abolition de cette « pure chimère » et ils prênaient le système de l'échevinage.

Plus tard une loi sur les chemins vicinaux du 21 mai 1836 décida « qu'un jury spécial chargé de régler les indemnités sera composé de quatre jurés, présidé par un juge qui aura voix délibérative en cas de partage ». Le président ne prend part à la délibération qu'en cas de partage ; il vote exceptionnellement. C'est un cas d'échevinage atténué.

Bédarrides, président de la Cour de cassation, il y a quarante ans, conseillait lui aussi de réaliser la confu-

sion entre le fait et le droit dans l'administration de la justice criminelle et d'assurer la réunion complète des juges populaires et des juges permanents.

En 1882, MM. Versigny, Bernard, René Legrand, Martin-Feuillée, firent d'un système dérivant de l'échevinage, de l'assessorat, diverses propositions de loi qui furent rejetées.

Mais c'est dans les Pays germaniques qu'il faut nous transporter pour voir cette vieille idée française prendre corps, être utilisée et produire des résultats que l'on proclame excellents après de longues années d'expérience.

Nous allons donc étudier telle qu'elle s'est développée de l'autre côté du Rhin, cette institution.

SECTION I. — Les tribunaux d'échevins en Allemagne.

Trois sortes de juridictions pénales sont usitées en Allemagne.

1° Au haut de l'échelle se trouve le jury ou *Schwurgerichte*, qui connaît des principaux crimes, mais qui a une compétence moins étendue que notre jury français.

2° Le tribunal régional forme le second échelon. Il est composé uniquement de magistrats professionnels.

3° Enfin le dernier degré est le tribunal de bailliage composé d'un juge professionnel et d'échevins. Ce sont les *Schöffengerichte*.

C'est cette dernière juridiction qui nous intéresse.

Les tribunaux d'échevins, sont des tribunaux mixtes, composés de deux éléments disparates : l'élément laïc représenté par deux échevins et l'élément judiciaire représenté par un juge de bailliage. Les juges qui composent cette juridiction siègent et délibèrent ensemble en « fait » comme en « droit » sur les incidents comme sur le fond et statuent sur tout. Il existe une coopération intime entre magistrats professionnels et juges civils et ils rendent ensemble des sentences motivées. Les échevins participent donc à toutes les opérations judiciaires et ont un droit égal à celui du magistrat qui est leur collègue.

Après de chaque tribunal de bailliage, il existe un tribunal de ce genre.

« Les échevins sont désignés de la manière suivante (1) :

Dans chaque commune, le chef de la municipalité dresse chaque année, la liste des citoyens aptes à remplir les fonctions d'échevins et l'envoie au juge de bailliage qui centralise les listes de son ressort. Une commission — composée du juge de bailliage, d'un délégué de l'administration et de sept délégués élus parmi les habitants du ressort — arrête la liste définitive. L'ordre dans lequel les échevins sont appelés à siéger est fixé par la voie du ressort. »

(1) Code d'organisation judiciaire allemand du 27 janvier 1877, art. 13,

Tout Allemand peut être échevin aux conditions suivantes :

1° Etre Allemand.

2° Avoir 30 ans.

3° Résider depuis deux ans dans la commune sur la liste de laquelle on est porté par le chef de l'administration municipale, lorsque chaque année il établit cette liste.

Introduits en Allemagne par une loi hanovrienne du 8 novembre 1850, ils furent ensuite successivement adoptés par Oldenbourg (1) (loi du 2 nov. 1857), Brême (loi du 30 juillet 1863), la Hesse Electorale (loi du 28 oct. 1863), le grand-duché de Bade (lois des 18 mars et 28 mai 1864), la Prusse (loi du 25 juillet 1867), la Saxe (loi du 1^{er} octobre 1868), le Wurtemberg (loi du 17 avril 1868).

Depuis plus d'un demi-siècle donc, la juridiction échevinale fonctionne en Allemagne. Elle y rend de grands services et joue un rôle fort important dans la vie judiciaire de nos voisins, car sa compétence est fort étendue, bien plus étendue que celle de nos tribunaux de simple police. Cette compétence des affaires « excessivement simples » s'étend (2) :

1° A toutes les contraventions, comme chez nous les tribunaux de simple police.

2° Aux délits punis au maximum d'un emprisonne-

(1) Sous le nom de « Tribunal des libres Saxons ».

(2) Daguin, *Organisation actuelle des juridictions en Allemagne*.

ment de trois mois ou d'une amende de 600 marks (750 fr.), que ces peines soient édictées séparément ou conjointement avec les arrêts et la confiscation.

3° Aux délits d'injure et aux voies de fait qui ne peuvent être poursuivis qu'à la requête de la partie lésée.

4° Au délit de vol, si l'objet volé ne vaut pas plus de 25 marks (31.25), article 242 du Code pénal.

5° Au délit de détournement si l'objet volé ne vaut pas plus de 25 marks (31.25), art. 246 du Code pénal.

6° Au délit de tromperie quand le dommage ne dépasse pas 25 marks.

7° Au délit de déprédation de la chose d'autrui lorsque le dommage est inférieur à 25 marks.

8° Au délit de complicité par assistance subséquente ou réelle lorsque le fait principal est de la compétence des tribunaux d'échevins (dans les cas prévus par les art. 258 et 259, C. pén.).

9° Des affaires qui, bien que n'étant pas de leur compétence propre, leur sont renvoyées par la chambre criminelle des tribunaux régionaux, conformément à l'article 75 du Code d'instruction judiciaire.

En 1881, 88 0/0 des délits ont été portés devant les échevins en vertu du droit d'appréciation du tribunal régional.

Des reproches ont été adressés aux échevins et entre autres choses on prétendait qu'ils n'exerçaient pas convenablement leur rôle de collègue de magistrat, qu'ils ne réfléchissaient pas suffisamment pour prononcer des

condamnations et que parfois ils témoignaient une indulgence beaucoup trop grande pour les infractions du genre de celles qu'ils étaient eux-mêmes exposés à commettre.

Mais en général ce furent des louanges que les criminalistes les plus distingués prodiguèrent aux échevins.

Même leurs adversaires reconnaissaient « que ces juges remplissent leur tâche avec ardeur et conscience et que la fusion des deux magistratures paraît assez sincère du moins durant le délibéré ». En tout cas les reproches qui étaient adressés aux échevins pouvaient tout aussi bien être adressés aux jurés et « l'échevin est en tout cas préférable au juré ». Les juridictions d'échevins fonctionnent bien mieux en Allemagne que les Cours d'assises en France.

Trois hommes ont particulièrement contribué au succès de cette institution : le ministre Léonhard, le procureur général Dr Schwarze, surnommé le « Père des échevins », et M. Stüpfle, président à Heildelberg.

Ces trois hommes, voyant les excellents résultats produits par les Schœffengerichte, rêvaient de substituer le système de l'échevinage au jury criminel.

Le Dr Schwarze, en 1871, au Congrès de Stuttgart, proposa d'abolir la Cour d'assises pour la remplacer par des tribunaux d'échevins. Mais sa proposition n'eut pas de suite grâce peut-être à un rapport de M. le professeur Merkel de Prague qui mit l'assemblée en garde contre la suppression du jury.

Les échevins, d'après lui, ne seraient jamais aussi indépendants que les jurés, et les substituer à ceux-là c'est aller contre les intérêts de la société, car c'est abandonner des droits acquis par le peuple pour la sauvegarde de la liberté et le fonctionnement naturel et rationnel de la répression. Le Congrès abandonna donc la proposition du D^r Schwarze, mais vota le principe de « l'introduction d'une façon aussi large que possible de l'élément non professionnel, dans le jugement des infractions de tout ordre. »

Au Congrès de Francfort, en 1872, le conseiller de Stenglein présenta la question de l'échevinage (1) sous un aspect également très favorable. A son avis, ce qu'il fallait éviter c'est de permettre à l'élément professionnel de participer à la discussion sur la culpabilité. Si une transformation de la Cour d'assises devait se faire, il faudrait permettre au jury de participer à l'application de la peine d'une façon absolue, après avoir statué seul sur la culpabilité, car il ne faut pas laisser au magistrat professionnel le pouvoir de prendre part à la décision de culpabilité. Le Congrès repoussa l'extension de l'échevinage au grand criminel tout en reconnaissant ses avantages.

M. Leonhardt, ministre de la justice, sur l'initiative de Bismarck, inspira ou peut-être même rédigea une

(1) *Bulletin de la Société de Législation comparée*, année 1873, p. 262. Communication de M. Bufnoir sur les tribunaux d'échevins en Allemagne.

brochure dans laquelle il était tout d'abord exposé que, en matière criminelle, c'est au peuple à exercer et à disposer du pouvoir judiciaire. Puis il était déclaré que le jury devait être remplacé par l'échevinage de façon à ruiner la séparation du fait et du droit. Mais contrairement aux propositions de 1871 et 1872, les *Schœffengerichte* ne statueraient pas sur la peine.

Ce projet fut repoussé, on le comprend facilement. Les jurés n'avaient en effet aucun avantage à voir s'accomplir une transformation qui n'augmentait en rien leurs pouvoirs et qui au contraire leur adjoignait des magistrats pour décider de la culpabilité.

En 1887, dans un nouveau Congrès, la question fut encore sérieusement discutée. M. Stüpfle déclarait que les échevins « participent au jugement de l'affaire réellement et utilement, particulièrement à l'attribution des peines. Les rapports des échevins avec le juge sont respectueux et sincères ; la fusion des deux magistratures est strictement menée à bout. Les échevins acceptent la charge volontiers et avec zèle ; l'éducation judiciaire est évidente. La juridiction est populaire ; les indications de droit donnés par le juge trouvent un sol fertile. Le peuple consentirait volontiers à remplacer par les *Schœffengerichte* les tribunaux régionaux, mais non les Cours d'assises, à cause du jury auquel on reste attaché, malgré ses imperfections reconnues. »

M. Cruppi reçut communication des résultats, des discussions de ce Congrès et voici en résumé ce que l'on

pense en Allemagne de l'échevinage, de ses avantages, de son avenir.

1° Les tribunaux d'échevins ont été en général à la hauteur de leur tâche, dans la pratique.

2° Le jury ne mérite pas la confiance qu'on lui accorde.

3° Les tribunaux d'échevins paraissent la meilleure forme du concours des laïcs dans les affaires criminelles. Adopter ce système c'est adopter la forme la plus logique et la plus rationnelle de la collaboration du juge populaire et du juge de profession.

Mais malgré ce concert de louanges, le jury subsiste toujours et les récriminations qu'il soulève ne paraissent pas devoir être la cause prochaine de sa suppression ou de sa transformation.

En France, certains criminalistes, de ceux qui ont le plus approfondi la question, prétendent que la réforme la plus salubre à opérer serait de transformer notre Cour d'assises en la réorganisant sur le modèle des Schœffengerichte. Quel que soit le haut patronage sous lequel sont propagées ces idées, il nous semble que le jury est en notre pays une juridiction dont le rôle ne peut être amoindri. Au point de vue juridique, il serait peut-être préférable que le jury soit influencé par l'élément professionnel; mais au point de vue politique un jury qui serait constitué sur de telles bases n'aurait plus les avantages et l'influence considérable de celui que nous possédons. Sans doute les critiques formulées con-

tre cette institution sont motivées, mais les jurés seront pleinement à la hauteur de leur tâche, moyennant quelques réformes radicales qui le laisseront néanmoins subsister dans son intégralité.

SECTION II. — Genève.

Loi du 1^{er} octobre 1890 et du 10 février 1904 réformant le Code d'instruction pénale du 25 octobre 1884.

Sous le régime du Code de 1884, le jury genevois, comme notre jury français n'avait pas à s'occuper de la question de droit. Seule la question de fait devait lui être soumise. Il se produisit donc à Genève ce qui se produisit chez nous, c'est que le jury voulant agir indirectement sur la pénalité soit par les circonstances atténuantes, soit par les circonstances très atténuantes, qu'il avait en outre à sa disposition, commettait des erreurs sur l'évaluation de la peine ou alors dans certains cas accordait des acquittements scandaleux. Les adversaires du jury en profitèrent pour réclamer sa suppression. Ils n'obtinrent aucun résultat en ce sens, mais leurs critiques et leurs protestations eurent un résultat heureux.

En 1889, un député du grand conseil, M. Gampert, demanda la nomination d'une commission chargée de réformer la justice criminelle et on en arriva à introduire en matière criminelle un fonctionnement très complet du système échevinal.

La loi genevoise sur le jury, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1891, contenait les dispositions suivantes :

1^o Le président de la Cour d'assises assiste à la délibération des jurés sur la culpabilité et il les éclaire sur les conséquences légales de leur verdict. Il est présent lorsque les jurés discutent sur la question de fait, mais il ne vote pas avec eux. Il se contente de diriger leur délibération et de les éclairer sur les conséquences légales de leur verdict.

2^o Pour prononcer la peine, le président s'adjoint deux assesseurs laïcs, c'est-à-dire deux magistrats populaires nommés à vie et non gradués en droit. Eux trois constituent la Cour. Ils se réunissent aux jurés et discutent ensemble la peine.

Une loi du 10 février 1904 a apporté certaines modifications.

La Cour de justice qui remplit à Genève les fonctions de Cour d'appel en matière civile est en outre chargée de l'expédition des affaires pénales soit au correctionnel, soit au criminel, avec l'assistance du jury. Nous venons de dire qu'elle était composée du président ou d'un juge délégué et de deux assesseurs non juristes. La loi de 1904 supprime les deux juges assesseurs et la Cour est composée ainsi d'un seul magistrat qui préside et dirige les débats en statuant sur les incidents.

L'expérience avait montré que les deux juges assesseurs que l'on faisait siéger avec le magistrat président n'étaient pas une innovation heureuse. On avait voulu

par là renforcer en quelque sorte l'élément civil pour éviter que le magistrat président ne prit aucune influence sur le jury lors de la discussion de la culpabilité, [mais il paraît qu'à la longue les juges assesseurs acquerraient les mauvaises habitudes du magistrat, parce qu'ils perdaient la « fraîcheur d'impression » du juge d'occasion et qu'ils n'acquerraient pas la science juridique qui est l'apanage des juges professionnels.

Quels enseignements pouvons-nous tirer de cette organisation ?

1^o Magistrat unique.

Un magistrat unique constitue la Cour et représente seul l'élément judiciaire et professionnel.

Lorsque l'on assiste à une séance d'assises ou de correctionnelle, on est vite étonné du rôle effacé que jouent les assesseurs du président. Quelquefois celui-ci se penche vers eux par politesse, mais que de fois il arrive que le président statue sans prendre aucun autre avis que le sien ! Aussi l'on a soutenu que l'on pourrait supprimer les deux juges assesseurs qui siègent en Cour d'assises avec le président, d'autant plus facilement que celui-ci a à sa disposition le pouvoir discrétionnaire qu'il suffirait d'un peu accroître. M. Cruppi est partisan de cette solution. Nous ne partageons pas son avis et voici pourquoi. Tous les intérêts civils de quelque importance sont portés, même au premier degré, devant trois magistrats. Nous estimons qu'on ne peut pas lais-

ser le jury trancher la question de l'action civile en Cour d'assises.

Nous sommes donc forcément amenés à demander le maintien des deux juges assesseurs qui pourront ainsi participer au règlement des dommages et intérêts parfois considérables qui sont réclamés accessoirement à l'action publique.

2° Présence du président à la délibération sur la culpabilité.

Le président assiste, avec voix simplement consultative, mais d'une manière obligatoire et permanente à la délibération du jury concernant la culpabilité.

Il paraît que cette façon d'agir ne produit en Suisse aucun inconvénient. Mais si en Suisse il n'existe pas de défiance entre les deux éléments de la Cour d'assises, en France l'opinion n'est pas la même, et loin d'approuver le système suisse, nous croyons que chez nous il serait même nécessaire de perdre cette habitude qui laisse le président pénétrer « seul » dans la salle de délibération. Nous nous expliquerons d'ailleurs plus complètement sur ce point.

3° Vote en commun sur l'application de la peine.

Le président et le jury votent en commun sur l'application de la peine.

Ceci est un réel progrès ; mais ce qu'il faut chercher, c'est à éviter que le jury ne soit influencé par le ou les magistrats dans sa décision sur la pénalité. La règle-

mentation du vote peut permettre d'arriver au résultat désiré.

En résumé la réforme genevoise à côté de certaines défectuosités de détail, est un progrès évident, et pour nous, dans ce petit Etat voisin, il y a une source d'études qui doit nous guider dans la voie que nous avons à suivre.

CHAPITRE III

DE L'ASSESSORAT.

L'institution de l'assessorat est une application remarquable de l'idée d'échevinage. C'est un échevinage criminel car il ne s'applique qu'en matière de fautes entraînant des peines afflictives et infamantes.

Cette théorie prit naissance à la suite du mouvement qui se produisit en Allemagne et des criminalistes ont proposé de substituer au jury un tribunal d'assesseurs. Le but visé était d'arriver à faire reconnaître législativement le concours entre magistrats professionnels et magistrats populaires à l'aide des tribunaux d'assesseurs. On cherchait à ne pas séparer l'inséparable et à permettre légalement au jury de statuer sur la culpabilité tout entière en prononçant sur le fait et sur le droit et par conséquent sur la peine.

« L'assesseur, dit M. Pierre Legrand, sera un véritable juge, plutôt qu'un juré. Le tribunal ainsi composé d'un juge et de quatre ou de six assesseurs prononcera sur le fait et sur le droit ; il prononcera sur l'application de la peine, sur les demandes en restitution et les dommages-intérêts. »

L'assessorat est un système voisin du jury et conçu

dans le même esprit. Les assesseurs sont de simples juges, indépendants, qui viennent assister les magistrats dans l'exercice de leurs fonctions qu'ils partagent. Dans la plupart de nos colonies le jury a été remplacé par les tribunaux d'assesseurs et c'est là que nous allons les voir fonctionner avec succès, après quelques hésitations.

Les assesseurs sont des jurés, par conséquent de simples citoyens, soit français, soit indigènes, en nombre variable suivant les colonies, collaborant avec des magistrats français à l'administration de la justice criminelle statuant soit exclusivement sur le fait, soit même tant sur l'examen de la culpabilité que sur l'application de la peine.

Tant que durent les débats, pendant l'interrogatoire de l'accusé, la déposition des témoins, le réquisitoire du procureur général et la plaidoirie de l'avocat, les assesseurs n'ont qu'un rôle purement passif ; la direction des débats appartenant au président, ils doivent les suivre avec toute l'attention que comporte l'importance et la gravité de leurs fonctions. Ils doivent s'efforcer de s'éclairer sur les faits de la cause et ils peuvent, s'ils le croient nécessaire pour former leur conviction, demander la parole au président pour questionner les témoins ou obtenir tous les éclaircissements qu'ils croiront nécessaires à la manifestation de la vérité.

Après la clôture des débats, le président pose seul les questions résultant de l'acte d'accusation et des débats et en outre il pose la question : « Existe-t-il en

faveur de l'accusé des circonstances atténuantes ? » Le président fait retirer l'accusé et la Cour se rend avec les assesseurs dans la chambre du conseil. Le président soumet successivement à la délibération les questions qui ont été posées à l'audience.

Sur les questions de fait résultant de l'acte d'accusation et des débats, les juges et les assesseurs délibèrent en commun ; tous les régimes assessoraux sont d'accord sur ce point. C'est d'ailleurs le domaine réservé aux jurés français qui n'ont à se prononcer que sur la culpabilité, avec cette différence pourtant que ceux-ci délibèrent seuls, sur les questions qui leur sont posées, sans la participation des juges.

La discussion terminée, le président recueille les voix ; les assesseurs opèrent les premiers, en commençant par le plus jeune.

La décision de la Cour, si elle ne rencontre pas l'unanimité dans un sens ou dans l'autre, est soumise pour être valable à l'obtention d'un nombre de voix déterminé pour la condamnation. Cette majorité varie suivant le nombre des personnes devant légalement prendre part à la délibération et suivant nos colonies.

La déclaration de la Cour doit simplement constater cette majorité quelle qu'elle soit, sans que le nombre de voix puisse y être exprimé sous peine de nullité.

Mais en outre des questions de fait résultant de l'acte d'accusation ou des débats, il peut se produire d'autres difficultés qu'il faudra trancher.

Pour les incidents de droit et de procédure qui s'élèveraient avant l'ouverture ou pendant le cours des débats, jamais à aucun moment les assesseurs n'ont eu à en connaître. Ils étaient de la compétence de la Cour.

Les articles de nos décrets s'exprimaient uniformément ainsi :

Les membres de la Cour et les assesseurs prononcent en commun :

Sur la position des questions.

Sur toutes les questions posées.

Et sur l'application de la peine.

« Les membres de la Cour connaîtront exclusivement des incidents de droit ou de procédure qui s'élèveraient avant l'ouverture ou pendant le cours des débats. » Toutes les questions de fait sans distinction de celles qui résultent de l'acte d'accusation ou des débats doivent être résolues et posées en commun par les magistrats et les assesseurs qui composent la Cour d'assises.

Les dommages et intérêts sont l'accessoire et le corollaire de la condamnation pénale encourue et doivent être dès lors prononcés par les magistrats assistés des assesseurs.

Cependant malgré ces textes formels dans deux de nos colonies au Sénégal et en Guyane, les juges seuls statuent sur l'application de la peine. Ailleurs rien n'a été modifié.

Tel est le système général de l'assessorat dans nos colonies ; il existe quelques différences mais qui n'ont rien d'essentiel.

En France nos jurés cherchent à savoir et à agir sur la peine prononcée. Cette collaboration des magistrats et des assesseurs, collaboration constante, empêche toute rivalité. Les assesseurs faisant partie de la Cour, vivent pendant l'audience la même vie que les magistrats aux délibérations desquels ils participent.

Les magistrats qui ont pour eux l'habitude et la compétence sont là pour les encadrer et les éclairer constamment sur tous les points du procès qui pourraient leur paraître obscurs. Lorsqu'il s'agira de se prononcer sur la pénalité, assesseurs et magistrats se mettront d'accord et la réponse aux questions pourra ainsi être faite en connaissance de cause.

Voyons maintenant comment dans chacune de nos colonies fonctionne la juridiction criminelle.

SECTION I. — Algérie (1) (2).

Avant 1870 le jugement des crimes était déferé à des Cours d'assises statuant sans assistance de jurés. Les magistrats professionnels seuls rendaient la justice.

Le 10 novembre 1870 une loi du Gouvernement pro-

(1) *Annuaire de législation française*, 1902, p. 228.

(2) Travaux préparatoires : Chambre : proposition présentée par M. Saint-Germain et ses collègues le 1^{er} décembre 1892 ; rapport de M. Etienne Flandin le 3 décembre 1894 ; adoption du rapport de M. Colin le 6 décembre 1902. Sénat : rapport de M. Isaac, 15 mars 1898 ; Rapport supplémentaire de M. Thézard, le 13 mars 1902 et adoption le 30 novembre.

visoire dota l'Algérie d'un jury criminel identique à celui de la métropole (1).

Aucun de ces deux systèmes ne produisit des résultats satisfaisants. L'Algérie se trouva en effet mal du jury. Des plaintes incessantes étaient faites contre cette institution qui n'avait pas trouvé un terrain préparé pour la recevoir. Lorsque les colons-jurés avaient à juger un accusé colon ils étaient d'une indulgence qui n'avait d'égale que leur sévérité vis-à-vis des accusés indigènes. Le bon renom de la justice française souffrait de cette situation déplorable.

Pour arriver à la réforme de l'organisation judiciaire algérienne en matière criminelle divers projets furent élaborés. A ces projets, la commission chargée de les examiner, substitua un projet dû à l'initiative de M. Etienne Flandin, député de l'Yonne, ancien procureur à la Cour d'Alger.

La caractéristique de ce projet consiste dans l'introduction en Algérie du système de l'assessorat usité dans nos autres colonies. On défère le jugement des crimes commis par les indigènes à une Cour criminelle siégeant dans chaque arrondissement et composée de trois magistrats, de deux assesseurs français et de deux assesseurs musulmans (2).

(1) Rapport de M. Flandin à la Société générale des Prisons. *Bulletin*, janvier 1900.

(2) Un arrêté du 9 septembre 1830 avait institué un tribunal composé d'un président et de deux juges auxquels étaient adjoints des assesseurs de leur religion, lorsque les accusés étaient des indigènes.

Ce projet fut adopté au Sénat le 27 novembre 1902, mais avec certaines modifications, ce qui nécessita le renvoi à la Chambre qui sur rapport de M. Colin l'adopta à son tour le 2 décembre 1902. Les Cours criminelles ne commencèrent à fonctionner qu'en mai 1903.

1^o Nature et caractère de la Cour criminelle (1).

La juridiction instituée par la loi du 30 décembre 1902 (*Journ. off.*, 1^{er} janvier 1903) est qualifiée « Cour criminelle » parce qu'elle a été établie pour juger les crimes commis par une certaine catégorie de justiciables de l'Algérie.

Substituée aux Cours d'assises qui fonctionnaient auparavant elle n'est pas constituée sur les mêmes bases. Elle dérive d'un tout autre principe qui est celui de la collaboration des magistrats et des laïcs au jugement des affaires.

Elle présente certaines analogies avec la Cour d'assises.

Ce n'est pas une juridiction permanente.

nes musulmans. Ainsi apparaît dès le début de notre colonisation cette idée de l'assessorat qui vient de reparaître dans la législation algérienne.

(1) Nous avons pour cette partie de notre travail consulté l'étude détaillée, qui fut faite de cette juridiction, par M. Gilbert Massonnié, bâtonnier de l'ordre des avocats de Constantine : *Les Cours criminelles en Algérie. Commentaire de la loi du 30 décembre 1902*. La publication de cette étude est seulement en cours. *Revue algérienne*, 1907 : 1^{re} partie, p. 131, 183, 160 ; 1908, 1^{re} partie, p. 37 ; *Revue pénitentiaire*, 1899, p. 1144 et 1129 ; 1900, p. 1316 ; 1901, p. 1019 et 1215 ; 1902, p. 481 et 1250 ; 1903, p. 436.

Elle se constitue à certaines époques pour juger certaines affaires, puis se dissout.

Comme la Cour d'assises, elle est composée de deux éléments différents, de magistrats et d'assesseurs.

Mais ces deux éléments forment une juridiction unique ayant le droit de délibérer et de statuer à la fois sur la culpabilité et l'application de la peine alors que en Cour d'assises ces deux questions ressortissent respectivement aux deux éléments qui la composent et qui demeurent séparés.

2^e Organisation de la Cour criminelle.

Les Cours criminelles sont chargées de juger « les crimes exclusivement imputables aux indigènes musulmans non naturalisés ou aux étrangers musulmans dans l'étendue du territoire civil » (Art. 2). La Cour criminelle siégeant au chef-lieu judiciaire de chaque arrondissement est composée :

1^o A Alger, d'un conseiller à la Cour d'appel, président, de deux conseillers et en cas d'empêchement de deux juges du tribunal de première instance.

2^o Dans les autres arrondissements, d'un conseiller à la Cour d'appel, en cas d'empêchement, du président du tribunal civil de l'arrondissement et de deux juges de ce même tribunal.

3^o De deux assesseurs jurés, citoyens français.

4^o De deux assesseurs jurés, indigènes musulmans.

3° Appréciation de la réforme.

Les créateurs de cette juridiction avaient beaucoup espéré de son organisation. On croyait surtout qu'en introduisant le principe de l'assessorat dans les institutions algériennes on donnerait une garantie plus grande aux accusés, puisque l'on faisait participer les indigènes à l'œuvre de la justice.

Ces légitimes expérances furent déçues (1). Les divers éléments qui composent la Cour criminelle manquent de cohésion. Il est vrai que ce n'est pas seulement entre magistrats et assesseurs qu'il n'y a pas d'entente, mais surtout entre les assesseurs français et indigènes que l'on constate qu'il n'existe aucune communion de mœurs, d'éducation. Aucune collaboration n'est possible entre ces hommes qui ne vivent pas dans le même milieu tout en étant dans le même lieu.

La présence des deux assesseurs jurés musulmans ne donne aucune garantie sérieuse à leurs coreligionnaires. Leur attitude est servile et ces deux « Beni oui-oui » (2) laisse une entière prépondérance à la magistrature.

Les assesseurs français placés entre les magistrats, portés par habitude professionnelle à se montrer sévères et les assesseurs indigènes trop inclinés à suivre et à

(1) C'est l'opinion très nette de M. E. Larcher ; mais des juriconsultes très compétents ne partagent pas son avis.

(2) *Revue pénitentiaire*, E. Larcher, 1908, p. 934. Voir *Traité élémentaire de législation algérienne*, de E. Larcher.

obéir aux impulsions de l'élément professionnel, ne peuvent jouer aucun rôle efficace.

La suppression de la séparation entre les juges et les jurés et leur participation commune au jugement du fait et du droit n'ont pas produit, pour l'Algérie, des résultats satisfaisants.

Le gouvernement vient même, en juin 1908, de saisir la Chambre d'un nouveau projet tendant à modifier et à compléter les articles 1, 2, 3 et 5 de la loi du 30 décembre 1902.

Mais il ne faudrait pas conclure de cet échec qu'a subi l'application du principe de l'assessorat en Algérie que cette théorie n'est pas applicable et n'a pas tous les avantages que décrivent ses partisans.

Si l'assessorat ne s'est pas assimilé aux institutions algériennes, cela tient à des considérations particulières au lieu et personnelles aux individus qui vivent dans notre France d'Afrique.

Il ne peut pas y avoir d'entente harmonieuse entre les assesseurs français et indigènes ; les races n'ont pas encore fusionné leur sang, ni leurs idées ; d'ailleurs les assesseurs indigènes eux-mêmes, qui sont appelés à siéger, appartiennent à un monde que divisent trop souvent des antagonismes de race, de religion, de caste et l'on ne peut attendre un jugement sain et libre d'hommes qui ont de tels défauts.

C'est donc par suite de cette différence de civilisation qui condamne les différents groupes composant la Cour

criminelle à ne pas avoir entre eux de communion d'idées et de sentiments, que l'on peut expliquer la non-réussite de la réforme tentée. La loi qui l'introduisait contenait en outre des lacunes telles qu'elle était presque inapplicable et qu'elle fut critiquée non pas au point de vue du principe qu'elle établissait, mais au point de vue de sa confection et de la possibilité de la mettre en pratique. Cet insuccès est d'autant plus étonnant que dans un pays voisin, en Tunisie, l'assessorat produit les résultats les plus satisfaisants.

SECTION II. — **La Tunisie.**

L'assessorat a été introduit en Tunisie par une loi des 27-28 mars 1883, complétée par le décret du 29 novembre et 1^{er} décembre 1893. Le système qui subsiste dans son intégralité primitive fonctionne dans des conditions de libéralisme remarquable.

Une chambre de mise en accusation, faisant partie de la Cour d'Alger, renvoie les crimes devant les deux tribunaux de Tunis et de Sousse qui jugent en dernier ressort. Six assesseurs sont adjoints aux magistrats composant ces tribunaux. Leur désignation se fait par leur tirage au sort sur une liste annuelle et ils participent au jugement tant sur la culpabilité que sur la pénalité.

Cette liste est composée de 230 noms pour le tribunal de Tunis et de 195 pour celui de Sousse.

Elle comprend des assesseurs français, étrangers et indigènes.

Chaque catégorie comprend 65 noms, sauf celle des Français de Tunis qui est de 100 noms.

L'accusé est-il Français? Les assesseurs seront tous les six Français.

L'accusé est-il étranger? Son jury sera composé de trois Français et de trois étrangers.

L'accusé est-il indigène? Son jury sera composé de trois Français et de trois indigènes.

Tous les intérêts semblent avoir été ainsi sauvegardés et en réalité ils le sont.

Voici [quelle est l'opinion d'un magistrat tunisien :
« Depuis l'établissement de notre protectorat, cette institution a rendu en Tunisie de très réels services pour le maintien de l'ordre et de la paix publique et elle a beaucoup contribué au bon renom dont jouit notre colonie. »

SECTION III. — **Autres colonies.**

1^o Sénégal.

C'est une ordonnance du 24 mai 1837, modifiée par un décret du 15 mai 1899 qui règle actuellement l'organisation judiciaire du Sénégal.

Les trois conseillers qui composent la Cour, sont assistés de quatre assesseurs. Ceux-ci sont recrutés sans distinction d'origine, de religion ou de statut personnel. Leur rôle n'est d'ailleurs pas considérable. Ils délibèrent et statuent sur la culpabilité, mais non sur la pénalité.

2° Madagascar.

Après la conquête de cette île, on voulut l'organiser. Les décrets des 28 décembre 1895, 9 juin 1896 et 25 août 1898 créèrent les Cours criminelles de Tananarive, Tamatave, Majunga, Diégo-Suarez et Franarautsoa.

Sur une liste d'assesseurs qui sont tous des Français, deux sont adjoints à la Cour et ils prennent part à toutes les opérations du procès. Comme en Tunisie les assesseurs ont voix délibérative sur toutes les questions soumises à la Cour ou au tribunal.

3° Dahomey. Côte d'Ivoire. Congo français et Guyane française.

Les décrets du 16 juillet 1894, du 16 décembre 1896 et du 28 septembre 1897 ont organisé ainsi ces diverses possessions :

La justice criminelle est administrée par un conseil d'appel, composé du gouverneur ou de son délégué et de deux fonctionnaires ou officiers. Si des Européens ou des assimilés aux Européens sont inculpés dans une affaire, le tribunal s'adjoint pour les juger deux assesseurs supplémentaires ayant voix délibérative sur la culpabilité seulement. Ils sont choisis sur une liste de notables et de fonctionnaires français.

4° Inde française.

D'après le décret du 12 juin 1883, la Cour se compose de trois magistrats et quatre assesseurs pris sur des

listes où sont indifféremment inscrits les Français et les indigènes.

5° *Cambodge.*

Le décret du 6 mars 1898 institue une Cour criminelle à Pnom-Peuh. Elle est composée d'un conseiller, de deux magistrats locaux et de deux assesseurs indigènes pris sur une liste composée de notables cambodgiens.

Elle juge les crimes commis par les Cambodgiens au préjudice d'un étranger à quelque nationalité qu'il appartienne et par les étrangers autres que les Français au préjudice des Cambodgiens.

Les crimes commis par les Français ou au préjudice des Français sont jugés à Saïgon.

6° *Cochinchine.*

Les décrets des 17 mai 1895 et 25 décembre 1896 déclarent que la Cour de Saïgon jugera les criminels Européens et particulièrement Français.

La Cour de Saïgon sera composée de trois conseillers et de quatre assesseurs, pris sur une liste de notables français ou d'assesseurs indigènes suivant la nationalité de l'accusé.

Les cours de Mytho, Vink-Long et Long-Xuyen ne jugent que des indigènes

Elles se composent d'un conseiller, de deux magistrats du siège local et de deux assesseurs indigènes. De-

vant ces quatre cours si l'accusé ou l'un des accusés est Français, les assesseurs seront tous Français. S'il est annamite ou asiatique, les assesseurs seront des natifs du même pays.

Les assesseurs, comme au Sénégal, ne délibèrent avec les magistrats que sur la culpabilité et non sur la pénalité.

Au Tonkin un décret du 28 février 1890 a déclaré que tous les assesseurs seraient Français (1).

Nous venons donc de voir que sauf certaines particularités, toutes nos colonies vivent sous le régime de l'assessorat et nous ajouterons, s'en trouvent bien.

En mêlant d'une manière aussi intime et continue le magistrats métropolitains aux indigènes, l'État a cherché et a réussi à imposer aux races peu civilisées que nous cherchons à nous attacher, le respect des lois et l'estime des fonctionnaires gouvernants.

Mais cet exemple de politique coloniale et de ses bons effets doit-il nous pousser à tenter d'introduire en France cet amalgame de magistrats et de jurés qui est le propre du système de l'assessorat ?

Nous ne le pensons pas.

Si l'on envisage l'assessorat dans son principe qui est celui de la participation des laïques au jugement, presque tout le monde en France comme en Allema-

(1) Voir les ordonnances des 30 septembre 1827 et 24 septembre 1828 pour les questions de détail non prévues dans les décrets précédents qui se rapportent à chaque possession en particulier. — Voir Dalloz, *Répertoire*, t. 34, 2^e partie, p. 1139.

gne (1) est d'accord pour admettre des réformes en ce sens. Mais ce n'est pas à l'aide de cette théorie que nous arriverons efficacement à supprimer les vices de notre Cour d'assises.

M. Cruppi, dans une série d'études qui furent publiées d'abord dans la *Revue des Deux-Mondes*, puis dans un rapport très intéressant qu'il a présenté à la Société générale des Prisons en novembre 1899, expose très clairement la question. Il examine et fait ressortir les inconvénients, d'ailleurs incontestables, qui naissent de la rivalité des deux éléments de la Cour d'assises, et de la distinction impraticable du « fait » et du « droit ». Puis il dit avoir trouvé dans l'échevinage, qui à ses yeux constitue « une formule supérieure du concours des deux justices », le remède au mal.

D'après lui, on pourrait avantageusement constituer notre Cour d'assises de la manière suivante. Un juge professionnel unique, auquel seraient adjoints quatre ou six assesseurs, composerait la juridiction. Tous ensemble délibéreraient et statueraient sur tout le procès criminel. On réunirait et on fusionnerait ainsi le juge de carrière et le juge populaire, puis quand les questions de fait du procès demanderaient des connaissances spécia-

(1) En Bosnie et Herzégovine le Code de procédure pénale du 30 janvier 1891 a introduit l'assessorat. Tous les délits sont jugés par des tribunaux de canton composés d'un juge unique et de deux assesseurs. En second lieu, il y a des tribunaux de district composés de trois juges et de deux échevins et qui connaissent notamment des délits de presse.

les pour être tranchées, des experts viendraient s'adjoindre aux deux éléments déjà nommés et formeraient l'élément technique.

Cette solution anéantirait la rivalité des deux éléments de la Cour et dès lors plus d'acquittements incompréhensibles et regrettables, d'autant plus que le verdict serait motivé !

Nous n'adhérons pas à ce système parce que nous croyons que des raisons politiques qui dominent les raisons juridiques, s'opposent à sa réalisation pratique.

Nous allons d'abord exposer certains moyens qui furent mis en avant pour améliorer notre Cour d'assises et en développant notre opinion personnelle nous exposerons les motifs qui ont provoqué et décidé notre jugement.

CHAPITRE IV

DIFFÉRENTES SOLUTIONS PROPOSÉES POUR RÉORGANISER LA COUR D'ASSISES.

Puisant dans l'étude des incidents passés des enseignements pour l'avenir, certains jurisconsultes ont cru pouvoir trouver le moyen d'établir d'une façon normale et satisfaisante le cours de la justice criminelle en accomplissant certaines réformes qui pour la plupart consistent à étendre les pouvoirs du jury.

Que fit-on en effet en 1832 ? Et depuis à quoi tendent toutes les propositions si ce n'est à accroître le rôle du jury ? Sans doute la sévérité de certaines peines établies qui actuellement ne sont plus en rapport avec l'importance du délit, pourrait être atténuée ; sans médire de notre Code pénal, on peut avouer que dans certains cas il n'est plus de saison ; mais ce n'est pas là la cause de l'« anarchie » qui existe en Cour d'assises et tous ceux qui ont proposé des réformes l'ont compris, puisque tous ils prétendaient trouver la solution désirée et désirable dans l'extension des pouvoirs donnés au jury.

1^o *Système des excuses.*

Un premier système consiste à faire revivre une ancienne théorie du Code de brumaire an IV (1) qui ne

(1) Art. 646.

produisit pourtant pas d'heureux résultats à cette époque. Lorsque le jury croirait que la peine n'est pas assez atténuée par l'admission des circonstances atténuantes, il pourrait déclarer le fait « excusable ».

Cette proposition est un anachronisme, car si le système des excuses avait lieu d'exister sous le Code de brumaire, c'est que à ce moment là les circonstances atténuantes n'existaient pas. D'ailleurs ce ne serait pas une solution, car le jury ne pourrait déclarer le fait excusable que si la Cour voulait l'interroger sur l'existence d'une excuse.

2^e Circonstances très atténuantes.

Pour permettre au jury de disposer plus complètement du sort de l'accusé on avait proposé d'introduire à côté des circonstances simplement atténuantes telles que nous les avons, des circonstances très atténuantes (1).

Dans la séance du 4 avril 1885 M. Bozérian a présenté au Sénat une proposition de loi qui tend à modifier l'article 341 du Code d'instruction criminelle en ce sens que, dans toute affaire, le juge sera appelé à statuer, non seulement sur l'admission de circonstances atténuantes, en faveur de l'accusé, mais en outre sur l'admission des circonstances très atténuantes, et l'article 463 du Code pénal en ce sens que l'admission des

(1) *La France judiciaire*, 1887, p. 65, ; G. Leloir, *Le Droit*, n^{os} des 20 et 21 mai 1887.

circonstances très atténuantes obligerait la Cour à réduire, dans tous les cas, la peine encourue, aux proportions d'une peine correctionnelle. Cette proposition de loi a été légèrement modifiée par la commission. Elle a été l'objet au Sénat d'une discussion intéressante dans la séance du 6 avril 1886 et a été renvoyée au Garde des Sceaux pour être soumise à l'examen préalable de la Cour de cassation et des Cours d'appel. Au nom de la commission nommée par la Cour de cassation, M. le conseiller Tanon a présenté son rapport devant toutes les chambres réunies le 16 mai 1887. Il conclut au rejet de la proposition en ce qui concerne les circonstances atténuantes (1).

Cette réforme ne nous paraissait pas satisfaisante. Elle est analogue à celle de 1832 qui introduisit dans les attributions du jury le droit de disposer des circonstances atténuantes, mais pas plus qu'en 1832, l'état de choses ne serait modifié actuellement par cette nouvelle introduction de possibilité d'indulgence par le jury. En effet si le jury accorde les circonstances très atténuantes il ne sait pas ce que fera la Cour qui pourra se mouvoir entre un maximum et un minimum.

Le jury ne se défiera-t-il pas de la sévérité de la Cour? comptera-t-il sur une indulgence qu'il ne peut imposer?

(1) Le 5 juillet 1901 MM. Chaumié et Leydet ont déposé au Sénat une proposition de loi tendant à modifier les articles 341, 347 et 348 du Code d'instruction criminelle et l'article 463 du Code pénal par suite de la faculté accordée au jury de reconnaître en faveur de l'accusé des circonstances très atténuantes.

Nous croyons que dans le doute de ce que vont faire les magistrats, les jurés feraient ce qu'ils faisaient dans tous les cas où ils craignaient de voir appliquer à l'accusé une peine trop sévère, ils acquitteraient (1).

3° *Autorisation pour le jury de connaître la pénalité.*

Les jurés manquent à leur premier devoir s'ils pensent à la peine qui sera prononcée d'après la déclaration qu'ils auront rédigée. Nous avons vu cette prescription légale et comment il en était tenu compte. De tout temps cette imprudente exigence de la loi ne fut pas observée. Un décret du gouvernement provisoire du 2 mars 1848 avait chargé de rédiger un projet de loi sur l'organisation judiciaire une commission composée d'hommes les plus haut placés par leur science et leur expérience : MM. Portalis, Faustin-Hélie, Valette, Isambert, Jules Fabre, Liouville, etc... L'article 62 du projet portait : « L'interdiction faite aux jurés de prendre connaissance des dispositions de la loi pénale à la suite de leur déclaration est abrogée ; la deuxième partie de l'instruction contenue dans l'article 342 du Code d'instruction criminelle est supprimée. » Les circonstances politiques empêchèrent ce projet, de si heureuse inspiration, d'être discuté.

Le 30 novembre 1880, M. Agniel avait présenté à la

(1) Ce serait une institution bien compliquée, et les jurés commettraient des erreurs en voulant par indulgence diminuer une peine que d'ailleurs ils sont censés ignorer.

Chambre un projet de loi qui exigeait la transcription littérale, au bas de l'acte d'accusation, des articles visés par l'arrêt de renvoi. Il supprimait l'article 3 de l'article 342.

Cette proposition fut repoussée. Elle constituait cependant un progrès, mais ce n'était pas une réforme suffisamment énergique, car le juge connaissait bien la peine qui serait appliquée, mais il ne pouvait l'appliquer. Cette demi-mesure ne l'aurait pas satisfait, mais l'aurait au contraire placé d'une façon encore plus cruelle en face de son impuissance !

4° Le jury et le sursis.

Le sursis dépend de la peine prononcée et non de la juridiction qui la prononce ; il est donc applicable en Cour d'assises, lorsque la peine est une amende ou de l'emprisonnement. Ce sont les pouvoirs de la Cour qui ont été augmentés grâce à la loi du 29 mars 1891 puisque c'est elle qui dispose du droit d'accorder le bénéfice de la loi Bérenger. Le jury actuellement ne peut rien faire ni directement ni même indirectement d'une façon certaine pour faire accorder s'il y a lieu à un délinquant primaire, un sursis.

Le 5 juillet 1901, M. Pourquery de Boisserin a déposé à la Chambre un projet de loi tendant à donner au jury le droit de disposer du sursis.

Aucun résultat n'a suivi cette proposition, qui à elle seule d'ailleurs serait absolument insuffisante à modifier la situation actuelle.

Toutes ces réformes proposées ne tendent qu'à produire des demi-mesures qui ne satisfont pas l'opinion et qui tout en agrandissant le rôle du jury, laissent cependant ses membres dans l'incertitude et le doute sur le résultat de leur intervention au point de vue pénal.

Ce qu'il faut ce sont des réformes radicales, qui répondent aux désirs, je dirai même aux besoins des jurés qui en l'occurrence représentent le sentiment populaire.

Nous allons exposer le système qui nous paraît le plus conforme, parce qu'il nous semble ne pas être en opposition avec les enseignements pratiques du passé et qu'il est l'application des théories qui sont celles de l'avenir.

CHAPITRE V

NOTRE SYSTÈME.

« Ce n'est pas tout que de tailler, disait la reine Catherine de Médicis, il faut recoudre. »

Nous nous sommes rendus compte, indubitablement, que pour arriver à un résultat appréciable, il faut tout d'abord supprimer entre les deux magistratures composant la Cour d'assises cette rivalité qui est née de formules peu rationnelles qui ne furent jamais obéies.

Examinant ensuite les réformes possibles, nous n'avons adopté aucun des systèmes actuellement en vigueur, nous réservant sur des questions, qui à vrai dire ne sont que des questions de détail, de proposer des modifications que nous croyons utiles.

Nous avons pleinement admis le principe de l'échevinage ; mais son application absolue nous semble dangereuse et nous voudrions un système mixte qui soit la résultante de l'échevinage et de ce qui existe actuellement.

Nous demandons pour les jurés le droit de se prononcer seuls sur la culpabilité et la question de fait et nous réclamons la participation des deux éléments de la Cour d'assises pour se prononcer sur la peine.

Telle est la base de la réforme que nous désirons ; des détails complémentaires l'achèveront.

SECTION I. — *Composition de la Cour d'assises.*

On propose de faire des changements à la Cour d'assises, soit en ce qui concerne le nombre des magistrats, soit en ce qui concerne le nombre des jurés qui en font partie.

Devons-nous, comme à Genève, avoir un magistrat unique, président et directeur des débats ou devons-nous conserver les deux assesseurs du président ?

Il est évident qu'à l'audience le rôle des assesseurs est assez effacé et que seul le président a une part visible dans les débats criminels. On a prétendu qu'on pouvait les supprimer sans inconvénients ; la solennité de la Cour d'assises seule en souffrirait.

Pour nous, nous croyons cependant leur présence nécessaire. Outre que certains points de droit comme les questions de forme, les nullités, les exceptions, les incidents seront toujours tranchés non par une simple ordonnance, mais par un arrêt de la Cour, nous estimons que pour le règlement des intérêts civils considérables qui parfois sont réclamés accessoirement à l'action publique, l'établissement d'un juge unique n'est pas possible.

Comment admettre que, alors qu'au civil le moindre débat ne peut être jugé que par trois juges en première

instance et par cinq conseillers en appel, que des domages-intérêts, des restitutions, des questions contentieuses fort délicates, soient tranchés par un seul magistrat ? Une telle réforme ne pourrait être faite que si toutes les juridictions avaient un juge unique ou si l'on permettait de faire appel de la décision concernant l'action civile en assises devant une autre juridiction.

Quant au nombre des jurés, le chiffre actuel de douze pourrait peut-être se réduire à huit ou à dix. Le chiffre douze que nous avons adopté pour imiter l'Angleterre n'a rien de fatidique.

Dans d'autres pays le nombre des jurés est moins grand, mais il est bien difficile de dire si cette restriction du nombre produit des résultats meilleurs au profit de la bonne administration de la justice. Du moment que nous demandons le maintien des trois magistrats, nous sommes contraints de demander les douze jurés (1).

Mais ce que nous croyons pouvoir réclamer, c'est de mettre à la tête de ces douze jurés un des leurs et de confier ces fonctions à un chef du jury sous certaines conditions.

SECTION II. — Le chef du jury.

En France, c'est le sort aveugle qui désigne le chef du jury, puisque c'est le premier dont le nom sort de

(1) Le nombre des jurés est d'ailleurs une garantie de plus, car la confiance publique augmente, si les votants sont nombreux.

l'urne qui est appelé à remplir cette fonction. Le rôle de chef du jury ne comporte certainement pas de grandes difficultés, il n'entraîne pas non plus de responsabilité bien lourde puisque celui qui le remplit n'a qu'à signer le verdict et à en donner publiquement lecture dans les formes requises par la loi.

On peut cependant dire que le chef du jury a reçu implicitement de la loi la mission de diriger les délibérations.

Plusieurs législations étrangères ne font du premier juré par le sort qu'un chef provisoire, chargé de procéder par voie de bulletins écrits à la nomination d'un chef définitif, élu à la majorité.

Parmi les membres du jury il y a presque toujours un homme, plus instruit, plus intelligent, plus capable que ses collègues. Ceux-ci le connaissent parfois de réputation, ou bien sachant quelle profession exerce l'un d'entre eux, ils ont l'impression qu'il est plus apte à remplir le rôle de chef du jury ; pourquoi alors ne laisserait-on pas les jurés désigner au choix leur chef ?

Après la prestation de serment les jurés choisiraient, au scrutin secret et à la majorité, celui d'entre eux qui serait leur chef. A égalité de suffrages le plus âgé serait élu. Le président de la Cour d'assises ou le premier juré tiré au sort dépouillerait le vote et prononcerait le résultat.

Mieux vaut en somme s'en rapporter au choix des

jurés qu'au hasard aveugle qui résulte du tirage (1).

Ainsi organisé la Cour d'assises serait dans des conditions meilleures pour fonctionner.

SECTION III. — De la culpabilité.

Sur ce point nous ne proposons pas l'application de la théorie de l'échevinage complet. Nous ne pensons pas devoir admettre que la Cour et le jury délibèrent ensemble sur la culpabilité et nous étayons notre opinion sur des raisons historiques et sur des considérations morales.

§ 1. — Raisons historiques.

De tout temps, l'examen du fait, de la question de culpabilité a été l'apanage du jury. Y toucher c'est dénaturer l'institution. Pourtant certaines influences hostiles avaient cherché à lui retirer cette prépondérance absolue en donnant à la Cour le pouvoir de vérifier la décision des jurés.

La Constituante, en cas de verdict négatif, avait laissé la souveraineté du jury entière. En cas de verdict affirmatif la Cour, sous certaines conditions, pouvait surseoir au prononcé du jugement.

Le Code de 1808, inspiré par Napoléon avait décidé que les magistrats auraient le droit de réviser en fait

(1) L'article 267 de la loi genevoise du 1^{er} octobre 1890 a adopté ce système. Mais ce n'était pas une innovation, la législation antérieure était conforme.

tout verdict rendu à la simple « majorité ». Lorsqu'un verdict était donc rendu à la simple majorité les magistrats qui siégeaient alors au nombre de cinq, votaient sur la culpabilité et si leurs suffrages, joints à ceux de la minorité du jury, l'emportaient en nombre sur la majorité du verdict celui-ci se trouvait annulé de droit (1) (C. instr. crim. de 1808, art 351).

Le 24 mai 1824 on alla même plus loin. Il fut décidé que le verdict du jury pourrait être infirmé si la simple majorité des magistrats de la Cour le décidait en cas où la déclaration du jury serait formée « à la simple majorité ». En outre, quelle que fut la majorité du jury, la Cour pouvait surseoir à l'exécution et provoquer un nouveau verdict qui était alors inattaquable (art. 352).

Cette intervention des magistrats dénaturait l'institution du jury, en permettant aux membres de la Cour, juges du droit, de s'immiscer dans la connaissance et l'appréciation des faits. Cette disposition tendait à soumettre la justice populaire au contrôle de la justice professionnelle.

Mais devant les critiques et les réclamations incessantes provoquées par ces tendances on abolit en 1830 cette prérogative de la Cour et depuis ce jour le jury fut exclusivement investi du droit de juger et d'apprécier les faits (2).

(1) Si quatre jurés se joignaient aux cinq juges, les huit autres jurés étaient sans pouvoir !

(2) Une loi du 9 septembre 1835 ressuscita le droit d'intervention éventuelle de la Cour aux termes de l'article 352.-2°, mais elle fut abrogée par une loi du 6 mars 1848.

§ 2. — Considérations morales.

Mais ce ne sont pas de simples raisons historiques qui peuvent et doivent déterminer notre résolution ; ce sont des raisons plus graves qui la motivent.

La présence des magistrats, en admettant même qu'il n'y en ait qu'un comme à Genève, mais à plus forte raison s'il y en a trois, suivant notre système, nous paraît devoir être périlleuse, durant la délibération sur la culpabilité. En effet :

Ou bien les jurés s'en remettront entièrement aux conseils et à l'avis d'hommes qui leur paraîtront des guides sûrs grâce à leurs connaissances spéciales et à leur expérience.

Ou bien au contraire, se méfiant *à priori* des magistrats, ils ne tiendront aucun compte de leurs avis, si bons soient-ils et ils manifesteront leur tendance hostile en faisant le contraire de ce qui leur sera indiqué comme préférable.

Ces deux hypothèses qui, suivant les sessions peuvent se réaliser sont toutes deux fâcheuses.

C'est pourquoi nous repoussons la théorie de l'échevinage complet. D'ailleurs admettre l'application stricte de ce principe, c'est en réalité supprimer le jury c'est couvert de le transformer.

Nous croyons qu'il y a danger, même à laisser soupçonner qu'une influence, une pression quelconque pourrait être exercée sur le jury et c'est pourquoi nous de-

mandons qu'il puisse en pleine indépendance discuter et décider de la culpabilité des accusés.

Il faut donc que le verdict soit rendu librement par les jurés. Ensuite si le verdict est négatif c'est-à-dire si l'accusé est déclaré « innocent », toute la procédure est terminée ; si au contraire le jury estime que l'accusé est « coupable » ou même « non coupable », il y aurait à décider de la question de pénalité (1).

SECTION IV. — De la pénalité.

La règle qui interdit aux jurés de s'occuper de la pénalité découle d'une théorie philosophique élevée, mais purement artificielle. Constamment éludée, elle n'a plus rien d'absolu aujourd'hui. L'incertitude du jury sur la peine peut amener un acquittement regrettable lorsque les jurés la croient trop sévère, ou lorsqu'ils la croient plus douce une condamnation sans circonstances atténuantes et dès lors imméritée.

Le jury ayant toujours voulu, malgré les dispositions légales, exercer une influence sur la pénalité, on lui a à diverses reprises consenti sur ce point des pouvoirs plus étendus. Mais en réalité aucune action directe, effective ne lui est possible. L'état de choses actuel est néfaste et il faudrait sortir de cette situation imparfaite dans laquelle se trouve le jury en ce qui concerne l'application de la peine.

(1) Les membres de l'Académie de législation de Toulouse sont partisans de ce système. *Revue pénitentiaire*, 1900, p. 9.

Différents systèmes ont naturellement été proposés pour régler cette application de la peine par la Cour d'assises.

1^{er} Système. — M. Lagasse a présenté à la Chambre un projet de loi dans lequel il proposait de donner au jury le pouvoir d'appliquer lui-même la peine, guidé en cette œuvre par le président des assises qui pourra être appelé dans la salle des délibérations et s'y rendre, mais accompagné du ministère public et de la défense.

Ce système trop absolu nous paraît peu pratique. Appliquer la peine n'est pas chose facile. Il y a des questions d'interprétation, de cumul, de récidive, qui ne peuvent être résolues que par des magistrats. Malgré les explications que le président donnerait aux jurés, ceux-ci pourraient difficilement se rappeler le jeu des circonstances aggravantes, des circonstances atténuantes, de l'imputation de la détention préventive, de la portée de la loi Bérenger. Cette solution nous paraît donc impossible et elle rallie du reste peu de suffrages.

2^e Système. — Ce système auquel nous nous rallions est celui au contraire qui est admis, conseillé, discuté par les juristes les plus compétents. Nous croyons en effet qu'il apporte la réglementation la plus naturelle en établissant le vote en commun sur l'application de la peine ; en cette matière, en effet, il est nécessaire que les magistrats conservent une part importante dans la discussion. Il est utile que la Cour délibère avec le jury

pour lui expliquer le mécanisme de la pénalité et le dosage qui en résulte.

Le jury d'ailleurs pour ce dosage conservera une entière liberté. Il sera maître de la peine, parce qu'il aura la majorité, et il ne subira pas l'influence des magistrats parce qu'on établira un système de vote qui fera en premier lieu passer les jurés et seulement ensuite les assesseurs et le président.

Puisque en fait c'est en considération des conséquences pénales entrevues plus ou moins exactement que le jury se décide à condamner ou à acquitter, il faut reconnaître franchement son pouvoir sur la peine et l'admettre à collaborer avec la Cour.

Le 17 juin 1904 M. R. Péret (1) déposa une proposition de loi en ce sens, qui fut renvoyée à la commission de réforme judiciaire et de législation criminelle.

Les jurés doivent juger le fait et celui qui l'a commis. Remettre au jury le droit d'appliquer la peine, c'est rentrer dans la logique, c'est aussi donner une garantie plus grande aux inculpés car investis du pouvoir de juger dans toute la plénitude, les jurés plus pénétrés du sentiment de leur responsabilité examineront, avec une attention plus scrupuleuse encore que par le passé, les charges de l'accusation et les moyens de la défense.

La collaboration des magistrats est de nature à produire des résultats satisfaisants lorsqu'il s'agira de sta-

(1) *Revue pénitentiaire*, 1904, p. 4017.

tuer sur la pénalité. Ils éviteront au jury les erreurs. Il ne suffira plus de répondre par « oui » ou par « non », il faudra déterminer les pénalités applicables au crime et en tenant compte des circonstances soit aggravantes, soit atténuantes, de l'âge des coupables, de la récidive. Qui mieux que les magistrats pourraient donner des éclaircissements et conduire la discussion sur ces points délicats ? L'utilité de cette intervention de la Cour est trop évidente pour être contestée.

3° *Système*. — Les partisans de ce système veulent que le jury et la Cour exercent successivement leur pouvoir sur la peine : le jury, par le jeu des circonstances aggravantes et des circonstances atténuantes, la Cour par un dosage en sous-ordre. C'est l'ordre de chose actuel ; nous l'avons suffisamment discuté pour n'avoir plus à y insister.

SECTION V. — De l'action civile en Cours d'assises.

Actuellement le jury n'a aucun rôle en ce qui concerne l'action civile. Et pourtant l'intervention des jurés nous semble d'autant plus indispensable que leur verdict n'est pas motivé.

Lorsque le jury acquitte, qu'est-ce que cela signifie ? A-t-il voulu déclarer l'accusé innocent parce que les preuves suffisantes manquent ? Ou bien est-ce parce que la peine est trop forte ou le pardon possible ? On ne peut savoir si le jury en acquittant a voulu consacrer ou non l'innocence de l'accusé.

Sauf au cas où le coupable avoue, la Cour n'est pas fixée sur la portée exacte du verdict et parfois en condamnant à des dommages-intérêts elle peut aller contre les intentions des jurés. Comment remédier à ces inconvénients ? Si l'on admet avec nous que le jury participe avec la Cour à l'application de la peine, la solution est simple.

A l'instar de la loi genevoise du 1^{er} octobre 1890, ce serait la Cour qui fixerait l'indemnité. Mais ce serait en toute connaissance de cause qu'elle déciderait sur ce point. En effet délibérant avec le jury sur la pénalité, elle connaîtrait les motifs qui ont guidé le jury dans sa déclaration pour rendre le verdict. La Cour saura si l'acquittalment a été prononcé parce que les débats ont fait ressortir l'innocence de l'accusé ou si au contraire il a été prononcé parce que les preuves étaient insuffisantes pour pouvoir déclarer le crime existant ; en ce cas pas d'indemnité à allouer. Ou bien au contraire la Cour apprendra que l'acquittalment a été prononcé par clémence, par pitié et elle pourra, sans aller à l'encontre des intentions des jurés, prononcer des dommages-intérêts.

Ce système très simple permet de se conformer aux impressions et à la décision des jurés, tout en les laissant en dehors de la fixation des dommages-intérêts.

Il nous paraît préférable à celui que prônent les partisans de l'échevinage complet. Ceux-ci demandant que le jury soit juge de la pénalité absolue la ques-

tion, le taux des dommages-intérêts à la disposition des jurés.

Cette solution nous semble peu pratique, d'abord à cause du nombre des jurés qui arriveraient difficilement à se mettre d'accord et ensuite parce que le jury n'existant pas en France en matière civile, il serait anormal de laisser des juges laïcs prononcer sur des intérêts civils, seulement dans certains cas.

En résumé, quel que soit celui de ces deux systèmes qu'on admette, il aurait, sur le mode actuel de régler cette question, l'avantage de ne jamais être en désaccord avec les mobiles qui auront déterminé le verdict.

Les propositions de réformes que nous venons d'examiner ne sont pas difficiles à réaliser pratiquement. Tout récemment M. Briand a soumis certaines d'entre elles à l'appréciation de la Chambre des députés, qui ne s'est pas encore prononcée, et sur plusieurs points le projet de loi qu'il a déposé est en conformité avec nos desiderata. Nous allons maintenant examiner cette question d'actualité.

CHAPITRE VI

EXAMEN D'UN PROJET DE LOI DU GOUVERNEMENT ÉTABLISSANT LA PARTICIPATION DU JURY A L'APPLICATION DE LA PEINE.

M. Briand, garde des sceaux, a déposé le 20 mars 1908 (1) sur le bureau de la Chambre des députés un important projet de loi qui modifie les attributions du jury en matière criminelle (2).

Le ministre déclare qu'il faut enfin renoncer au système arbitraire de la séparation du fait et du droit. L'expérience a démontré les inconvénients qui en résultent. Aux termes de la loi le jury ne peut se prononcer que sur la culpabilité ou la non-culpabilité. L'article 342 du Code d'instruction criminelle, défend aux jurés de « penser aux dispositions des lois pénales » et de considérer « quelles seront les suites que pourront avoir par rapport à l'accusé, la déclaration qu'ils ont à faire ». En réalité les délibérations sont dominées par la préoccupation de la peine que la Cour va prononcer. Depuis la loi du 28 avril 1832 qui permet aux jurés d'accorder

(1) *Revue pénitentiaire*, avril 1908, p. 657.

(2) Le 16 juin 1908 (*Journal officiel*, annexe à la séance de la Chambre) M. Raoul Péret a déposé sur ce projet de loi un rapport qui fut imprimé et distribué aux députés.

des circonstances atténuantes, le monopole absolu de la fixation de la peine a été enlevé aux magistrats.

Le jury désormais délibérera non seulement sur la culpabilité, mais il déterminera la peine à appliquer. Mais pour que sa délibération sur ce second point, qui comporte l'examen et la solution de questions de droit des plus complexes et des plus délicates, soit éclairée, le projet prescrit que pour déterminer les conséquences pratiques de son verdict de culpabilité, le jury devra délibérer en commun avec la Cour.

Des précautions seront prises pour que la coopération des membres de la Cour à l'application de la peine ne soit pas de nature à exercer une influence sur le vote des jurés; le mode prévu de votation exclut cette éventualité.

Les jurés sont ainsi entourés de conseils qui les instruisent sur les difficultés du Code en matière d'application de la peine.

Réunis dans la chambre du conseil les magistrats et les jurés délibéreront, puis voteront. Il était à craindre que l'élément professionnel exerçât une influence prépondérante dans la décision; aussi prévoyant cette grave objection le projet décide que lorsqu'il s'agira de voter, le président recueillera tout d'abord l'avis des jurés qu'il appelle à opiner dans l'ordre qui leur aura été assigné par le sort en exécution de l'article 339; les assesseurs se prononceront ensuite dans l'ordre inverse de l'ancienneté et le président exprimera son avis le

dernier pour éviter que sa décision ne détermine celle des douze citoyens qui sont là.

Bien souvent, dans cette assemblée de quinze personnes, la majorité sera acquise avant que la Cour ait voté et son concours sera sans effet, à moins que le vote ne soit précédé d'une discussion dans laquelle chacun sera appelé à faire connaître son opinion. En ce cas les magistrats, s'ils ont su inspirer confiance par leur impartialité et leur attitude, exerceront une grande influence morale.

M. Corentin Guyho (1) fait une proposition par laquelle il croit pouvoir empêcher l'influence des magistrats. C'est de ne leur accorder que voix consultative, au lieu de voix délibérative.

Les jurés après avoir décidé de la culpabilité et après avoir entendu les observations du ministère public, du défenseur et de l'accusé sur l'application de la peine rentreraient dans la salle des délibérations avec la Cour, l'avocat général, le greffier et le défenseur. La Cour aurait voix consultative et les assesseurs dont le rôle effacé n'a inspiré aucune crainte sur leurs intentions, seraient des arbitres qui dirigeraient le jury. D'ailleurs le jury voterait par scrutin secret que le greffier dépouillerait et après avoir totalisé les voix on établirait la moyenne devant servir de base à l'arrêt qui serait ensuite prononcé publiquement.

(1) M. Corentin Guyho, avocat général à la Cour de Paris.

Cette théorie, bonne en elle-même, ne nous paraît pas devoir être plutôt adoptée que celle du projet Briand. Dans les deux cas l'influence du magistrat est la même. Elle naît de la discussion qui précède le vote. Quant au vote dans les deux cas il est libre ; dans le premier, parce que le mode de votation prévu par le projet de loi remédie à toute influence des magistrats sur les jurés, dans le second cas parce qu'il est secret.

Voici d'ailleurs le texte du projet (1) de loi qui a été déposé :

ART. 1^{er}. — L'article 362, § 1^{er}, et les articles 364, 365, 367, 369 et 370 du Code d'instruction criminelle sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 362, § 1^{er}. — Lorsque l'accusé aura été déclaré coupable, le procureur général fera sa réquisition pour l'application de la loi.

Art. 364. — La Cour délibérant avec le concours du jury comme il est dit à l'article 365, prononcera

(1) M. Paul Flandin, dans la *Revue pénitentiaire*, 1900, p. 5, déclare qu'à son avis : 1^o L'institution du jury doit être maintenue dans l'état de nos mœurs et de l'esprit public. En France elle est préférable à l'échevinage ; 2^o l'article 342 du Code d'instruction criminelle devrait être supprimée : le président de la Cour d'assises et le ministère public devraient être tenus d'expliquer au jury, au cours des débats, pour chaque question, la nature et l'importance de la peine prévue par la loi en cas de déclaration de culpabilité ; 3^o après avoir voté seuls sur la déclaration de culpabilité, et sur les circonstances atténuantes, les jurés devraient être tenus de se réunir à la Cour pour délibérer, avec elle, sur la nature et l'importance des peines à prononcer ; 4^o dans plusieurs cas à déterminer, par des modifications à apporter au Code pénal, le minimum de la peine devrait être abaissé.

l'absolution de l'accusé si le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale.

Art. 365. — Si ce fait est défendu, il sera délibéré sur l'application de la peine, même dans le cas où d'après les débats le dit fait se trouverait n'être plus de la compétence de la Cour d'assises.

En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Le jury sera adjoint à la Cour tant pour délibérer sur l'application de la peine établie par la loi que pour ordonner, le cas échéant, qu'il soit sursis à son exécution.

La décision se formera à la majorité, l'avis le plus favorable sur l'application de la peine sera adopté.

Art. 367. — Lorsque l'accusé aura été déclaré excusable, la Cour, délibérant avec le concours du jury comme il est dit à l'article 365, prononcera conformément au Code pénal.

Art. 369. — Quand les juges auront à statuer seuls, ils délibéreront et opineront à voix basse ; ils pourront pour cet effet, se retirer dans la chambre du conseil.

Lorsqu'ils statueront avec le concours des jurés, la délibération aura toujours lieu en chambre du conseil. Le président recueillera les voix en commençant par les jurés qu'il appellera à opiner dans l'ordre qui leur aura été assigné par le sort en exécution de l'article 399 ; les assesseurs opineront ensuite dans l'ordre inverse de l'ancienneté et le président exprimera son avis le dernier.

Dans tous les cas, l'arrêt sera prononcé à haute voix par le président, en présence du public et de l'accusé.

Avant de le prononcer le président est tenu de lire le texte de la loi sur laquelle il est fondé.

Le greffier écrira l'arrêt, il y insérera le texte de la loi appliquée, sous peine de cent francs d'amende.

Art. 370. — Quand la Cour aura délibéré seule, la minute de l'arrêt sera signée par les juges qui l'auront rendu, à peine de cent francs d'amende contre le greffier et s'il y a lieu, de prise à partie tant contre le greffier que contre les juges.

Elle sera signée dans les vingt-quatre heures de la prononciation de l'arrêt.

Quand la Cour aura délibéré avec le concours des jurés, la minute sera signée, séance tenante, tant par les juges que par le chef du jury.

ART. 2. — Le dernier paragraphe de l'article 342 du Code d'instruction criminelle est supprimé.

Le projet actuel est d'une portée beaucoup plus étendue que ceux qui l'ont précédé. Il attribue en effet au jury le droit de fixer la peine même dans le cas où le fait par suite de la disparition des circonstances aggravantes cesse d'être de la compétence de la Cour d'assises.

La *Gazette des tribunaux* des 23 et 24 mars 1908 observe que cette réforme nous conduit à l'institution du jury correctionnel. En effet, pourquoi dans certains cas l'inculpé aurait-il les garanties de l'intervention du

jury et pas dans d'autres, surtout si sa comparution devant la juridiction correctionnelle n'a été obtenue que par le subterfuge de la correctionnalisation ?

Quoi qu'il en soit de ce point particulier, auquel on ne doit attacher qu'une importance secondaire, le projet Briand est un réel progrès, qui produira les résultats les meilleurs. Le jury reste seul juge de la culpabilité, puis se réunissant à la Cour il statue en toute indépendance sur la pénalité et ses diverses modifications. Nous pensons que cette solution est la meilleure. Quel accueil le Parlement va-t-il lui réserver ? Nul doute qu'il ne se montre favorable à cette réforme du jury criminel que les faits quotidiens rendent nécessaires. Ainsi prendront fin ces verdicts incohérents et scandaleux qui inquiètent et alarment de plus en plus l'opinion.

APPENDICE

LE JURY CORRECTIONNEL.

Montesquieu a écrit « que la puissance de juger devait être exercée par des personnes tirées du corps du peuple » et depuis qu'il a émis cette opinion, toutes les réformes judiciaires, toutes les théories de la doctrine lui ont donné raison. De nos jours on admet presque unanimement qu'il faut assurer autant que possible la plus importante situation au magistrat populaire.

Grâce à des efforts continus, le jury est arrivé à faire accorder à ses membres le rôle auquel peuvent prétendre les citoyens qui le composent, et actuellement il ne serait guère possible de donner aux jurés une place plus importante que celle qui leur est faite par le récent projet de loi du 20 mars 1908.

Mais si en matière criminelle des réformes plus complètes ne sont pas nécessaires, ne pouvons-nous pas nous demander s'il n'y aurait pas lieu de perfectionner une institution chargée de juger une autre classe d'infractions qui n'est séparée de la classe des crimes que par une légère démarcation conventionnelle ? Convient-il de donner de l'extension à la justice populaire en lui soumettant et en lui permettant de juger les

délits ? Faut-il introduire le jury en matière correctionnelle et si oui, comment réaliser cette proposition ? L'innovation proposée est grave, est-elle nécessaire ?

Critiques adressées à l'organisation correctionnelle.

— Ce que l'on reproche le plus amèrement aux juges du tribunal de première instance siégeant correctionnellement, c'est d'être routiniers (1). Tout inculpé pour eux est un coupable. Thouret disait : « Autant le long exercice de la justice est utile pour former un bon juge civil, autant l'habitude de juger au criminel y rend moins propre, en détruisant les qualités morales nécessaires pour cette délicate fonction. » Il explique ensuite que, les premiers temps, le juge se préoccupe des dénégations de l'inculpé, des explications de la défense et qu'il est scrupuleux jusqu'à l'excès, mais que bientôt ayant vu sa bonne foi surprise il devient dur et insouciant du sort du prévenu à qui il témoigne une indifférence voisine de l'hostilité. Se décidant d'après ses premières impressions, tranchant en rien de temps les questions les plus délicates, il est exposé à commettre des erreurs fort regrettables.

Ce portrait un peu chargé a des traits, hélas ! trop exacts et son exactitude même partielle est d'autant plus inquiétante qu'en général bien que ce soient trois

(1) Ce grief est tellement fondé qu'on a cherché à y remédier en établissant le « roulement » dans les tribunaux composés de plusieurs chambres.

juges qui siègent correctionnellement, c'est en réalité un seul qui la plupart du temps prononce une condamnation. Qui a fréquenté les audiences correctionnelles se rend bien vite compte que le rôle des assesseurs est presque nul et que le président participe presque seul au jugement. Parfois avant de le prononcer il fait connaître à ses deux voisins ce qu'il a décidé, mais souvent il ne prend même pas ce soin. Presque jamais une discussion ne s'engage entre les membres d'une chambre correctionnelle, l'opinion du président étant toujours adoptée de ses assesseurs.

Un second grief contre les magistrats qui jugent les délits, c'est qu'ils sont permanents. C'est un danger en matière pénale. Le gouvernement qui les nomme aura soin de choisir des juges qui partagent complètement les idées du pouvoir et en révoquant, avançant ou déplaçant les magistrats il pourra composer à son gré une chambre correctionnelle. On reproche aussi aux juges professionnels l'esprit de corps. Ne voulant pas déplaire au juge d'instruction ou au procureur de la République ils statueront conformément à l'ordonnance de renvoi ou au réquisitoire définitif, ou encore ils statueront dans le sens des juges d'appel et ainsi des erreurs feront jurisprudence.

Enfin on reproche aux juges correctionnels de distribuer un peu au petit bonheur les courtes peines « inutiles ou dangereuses. » Doutant de la culpabilité mais ne croyant pas en général à l'innocence de ceux

qui leur sont déférés, ils condamnent à une peine légère. « L'habitude de juger incline vers les courtes peines puisque pour y remédier le législateur a pris des mesures de défiance contre ces magistrats : témoin la loi du 27 mai 1885 et la loi du 26 mars 1894, article 58, § 2 » (1).

Tels sont les reproches adressés aux juges correctionnels par les partisans de la réforme de cette juridiction. Ils sont en grande partie justifiés (2), et il est incontestable que si par un moyen quelconque on pouvait atténuer ce qu'il y a de déplorable dans cette situation, on ne pourrait que se louer des transformations que l'on obtiendrait.

Ce n'est pas d'aujourd'hui d'ailleurs que l'on s'est occupé de cette question et nous allons suivre depuis soixante ans la marche et les résultats des tentatives qui ont été faites pour le triomphe d'un système différent de celui qui existe actuellement.

Précédents. — Certains auteurs ont voulu voir dans un décret de la Constituante du 19-22 juillet 1791 une

(1) *Revue pénitentiaire*, 1900, p. 5.

(2) M. Georges Picot, membre de l'Institut et qui a publié un ouvrage remarquable sur la *Réforme de l'organisation judiciaire*, a écrit : « J'ai été treize ans magistrat au tribunal de la Seine, avant d'être directeur des affaires criminelles. Autant la justice civile m'a paru bonne, autant la justice correctionnelle m'a laissé une impression défavorable. Une rapidité qui exclut la réflexion, empêche la délibération, donne lieu à de lamentables erreurs et mécontente les témoins, paraît être le mal irrémédiable. Le magistrat correctionnel se blase sur sa mission. »

disposition pour l'organisation des tribunaux correctionnels avec la participation du jury (1). Ceci est contesté et contestable, mais en tout cas ce n'est pas avant 1848 que la question présente un intérêt sérieux.

Le 2 mars 1848 le Gouvernement provisoire décida de nommer une commission extraparlamentaire chargée d'élaborer un projet d'organisation judiciaire. Cette commission se prononça pour l'établissement d'assises correctionnelles (1). Les délits qui ne sont attribués ni aux cours d'assises, ni aux tribunaux de police doivent être jugés au chef-lieu d'arrondissement, par des jurés.

Ces assises correctionnelles qui se tiennent au moins une fois par mois sous la présidence d'un juge délégué se composent de huit jurés. Ceux-ci délibèrent d'abord sur la culpabilité, puis le président ayant posé des questions relatives soit à la peine soit aux dommages-intérêts, ils statuent sur la nature et la quotité de la peine et fixent les dommages-intérêts. Le président prononce le jugement.

Ce système est très net : le jury statue seul sur toutes les questions à résoudre, le président se borne à diriger les débats sans se mêler en rien aux délibérations ; il n'exerce aucune influence sur les jurés.

Ces projets d'extension de la juridiction du jury, combattus dans la presse (3), accueillis avec défaveur

(1) Art. 46, 47 et 48.

(2) *Gaz. Trib.* du 9 juillet 1848. Art. 53 à 57 du projet.

(3) Voir *Gaz. Trib.* du 26 août 1848.

par l'Assemblée, échouèrent complètement. La Cour de cassation présidée par Portalis s'opposa à l'admission de cette proposition.

L'idée fut reprise en 1877 (1). Le 12 janvier, M. Versigny déposa à la Chambre un projet de loi qui répartissait les affaires correctionnelles entre les tribunaux et les assises correctionnelles. Celles-ci, composées d'un juge président et de six jurés, délibèrent en commun ; leur compétence s'étend aux délits passibles d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de mille francs ou d'une peine plus forte : restent soumis aux tribunaux tous les autres délits. Le 17 mai 1878, M. le député Colin (2) déposa un rapport dont la conclusion était qu'il fallait prendre en considération le rapport de M. Versigny, d'autant plus que le jugement par jurés est en concordance avec un régime franchement républicain. Le 23 janvier 1879, la prise en considération fut bien votée, mais le projet ne put être discuté en temps utile.

Aussi revenant à la charge, MM. Versigny et Bernard, le 19 janvier 1882 (3), déposèrent de nouveau un projet qui était celui de 1877 quelque peu modifié.

Les assises correctionnelles devaient être composées du président du tribunal et de six jurés assesseurs statuant en commun sur le fait et sur le droit (art. 4) ; les questions de forme et de compétence vu leur difficulté seraient tranchées par le président tout seul.

(1) *Journal Officiel*, séance du 12 janvier 1877, p. 652.

(2) *J. Off.*, 1878, p. 6506.

(3) *J. Off.*, Chambre, 1882, ann. 302.

Le 2 février 1882, M. Martin-Feuillée (2) vint à son tour réclamer la suppression des tribunaux correctionnels et leur remplacement par des juridictions composées de quatre jurés assesseurs délibérant sous la direction du juge de paix (2). Le magistrat statue seul sur les incidents et les exceptions ; les jurés assesseurs jugent avec lui sur toutes les autres questions.

Le 23 février 1882 (3), M. Henri Giraud vint proposer la création de tribunaux correctionnels sur le modèle de nos tribunaux criminels. Aux trois magistrats qui composent le tribunal correctionnel il adjoignait un collège de six jurés ; les deux éléments, l'un professionnel, l'autre populaire, auraient des attributions bien distinctes. Les jurés n'auraient à s'occuper que du fait et rien que du fait. C'était imiter absolument la procédure et le fonctionnement de la Cour d'assises.

Ces divers projets que nous venons d'exposer furent tous renvoyés à la commission de la réforme judiciaire pour qu'ils fussent examinés. Cette commission fit connaître ses appréciations sur cette question dans un rapport qui fut déposé le 6 mai 1882 par M. Pierre Legend.

En voici l'exposé rapide. Les membres de la commission sont partisans de la suppression des tribunaux correctionnels. Ils les remplaceraient par des tribunaux

(1) *J. Off.*, 2 février 1882. Chambres. *Documents*, p. 293.

(2) *J. Off.*, Chambre, 1882, ann. 378.

(3) *J. Off.*, Chambre, 1882, ann. 452.

d'assesseurs semblables à ceux proposés par M. Martin-Feuillée, mais qui au lieu d'un juge de paix auraient à leur tête un président. Le tribunal des assises correctionnelles serait donc composé d'un président de tribunal de première instance ou d'un juge délégué et de quatre assesseurs ; le jugement des exceptions et des incidents est réservé au président statuant seul ; mais les jurés assesseurs prennent part à toutes les autres décisions.

Deux amendements au projet de réforme judiciaire déposé à la Chambre visent le jury correctionnel.

Le premier, du 20 mai 1882, est de M. Gerville-Réache. Il pose d'abord en principe l'élection de tous les juges et il confie le jugement des affaires criminelles et correctionnelles aux présidents des tribunaux de première instance assistés d'un jury. D'après ce projet le jury statue d'abord seul sur le fait et les circonstances atténuantes, puis se réunit au président pour prononcer sur la peine et les dommages-intérêts.

Le second, dû à M. Boysset, réserve le jugement des délits à un tribunal composé d'un juge cantonal et de quatre jurés-assesseurs.

Ces divers projets furent repoussés.

Le 8 février 1883, M. Saint-Romme, député, proposa des assises correctionnelles composées d'un président et de quatre jurés-assesseurs.

Le 10 mars 1883, M. Martin-Feuillée, devenu garde des sceaux, déposa au nom du gouvernement un projet

de loi semblable à sa proposition de 1882, sauf qu'il remplaçait par le président du tribunal le juge de paix que beaucoup trouvaient trop peu élevé dans la hiérarchie judiciaire et trop soumis aux influences locales pour remplir les fonctions qu'on proposait de lui attribuer.

Le 4 février 1884, M. Dreyfus annonçait que la commission, qui à la date du 26 avril avait été chargée d'examiner ces projets, les rejetait.

En 1887 M. Colfavru, député ; en 1894 le 19 juillet M. Cunéo d'Ornano, député ; en 1895 le 26 octobre M. Michelin, député, firent diverses propositions de loi concernant le jury correctionnel, mais le projet le plus important fut celui qui fut déposé le 2 février 1897 par MM. Georges Girou, Groussier, Gervais, Peschaud, Louis Puech et qui est l'œuvre en réalité de M^e Henri Coulon, avocat à la Cour d'appel de Paris.

D'après ce projet les infractions seraient divisées en deux classes : les unes, telles que les délits de chasse, pêche, postes, octroi, douanes, contributions indirectes, contrefaçons, continueraient à être jugées par les tribunaux de première instance siégeant correctionnellement. Le jury ne serait pas possible en effet dans ces affaires ; ne voyant pas l'intérêt particulier directement lésé, les jurés se montreraient par trop indulgents, d'autant plus que certains d'entre eux auraient parfois à se reprocher

(1) *J. Off.*, 1883, p. 384.

des infractions du genre de celles-ci. Des hommes, foncièrement honnêtes, n'hésitent pas en effet à tromper l'Etat, ou les grandes administrations publiques, persuadés qu'ils ne commettent rien de malhonnête, alors qu'ils ne voudraient pour rien au monde dérober quelque chose à leur voisin.

Les autres infractions qui composent la seconde catégorie seraient jugées par un jury correctionnel. Elles seraient des affaires dans lesquelles se présentent certaines difficultés dans l'appréciation de la matérialité des faits et du mobile déterminant de l'auteur de ces faits.

Les assises correctionnelles se tiendraient au chef-lieu judiciaire de chaque arrondissement. A Paris et dans les tribunaux de première classe elles auraient lieu tous les huit jours ; dans les autres tribunaux, tous les quinze jours. La liste du jury est formée suivant les règles de la formation du jury criminel, sauf quelques nuances de détail.

Le tribunal d'assises correctionnelles serait composé de six jurés, du président ou d'un juge titulaire, du ministère public et du greffier. Saisi par citation directe ou par ordonnance du juge d'instruction, l'affaire s'instruirait et se jugerait comme aux assises criminelles. Le président « statuerait seul sur les exceptions d'incompétence, les demandes de sursis, les moyens de nullité, tant en la forme qu'au fond, les demandes de dommages-intérêts et sur tous les incidents. Il clôt les débats

puis il lit aux jurés les articles de la loi applicables à l'inculpé, enfin il pose les questions au jury » (Art. 24 et 25).

M. H. Coulon partisan d'un seul magistrat admet qu'il peut y avoir appel quand il y aurait à statuer sur des dommages-intérêts et pas dans le cas contraire.

A ce projet remarquable on reproche en particulier de n'avoir pas précisé le mode de délibération des jurés.

La question en est là actuellement. Elle a préoccupé bien des fois le législateur et l'initiative parlementaire a provoqué souvent l'initiative gouvernementale. Pourtant, malgré l'optimisme de M. H. Coulon à ce sujet, nous ne croyons pas que la réforme est prête d'aboutir.

Nous avons cru devoir donner une certaine extension à l'étude des précédents de la question du jury correctionnel, afin de pouvoir condenser et résumer en quelques systèmes nettement déterminés toutes les propositions qui ont été faites à ce sujet.

Deux principaux systèmes sont mis en avant pour régler cette matière du jury correctionnel :

Le premier consiste à transporter en correctionnelle la procédure des affaires criminelles.

Le second consiste dans la création d'un assessorat semblable à celui de nos colonies.

En quel sens faut-il modifier notre juridiction correctionnelle ? Est-ce en y introduisant le jury pur ou bien en lui infusant le principe de l'échevinage ? Un

examen rapide va nous permettre de nous prononcer en faveur de cette seconde solution.

1^{re} solution. — Avec un jury correctionnel organisé sur les mêmes bases que celui qui fonctionne en matière criminelle, on maintient l'existence des deux éléments — laïc et professionnel — qui composent la Cour d'assises et on transporte ainsi au jugement des délits tous les inconvénients, les désaccords, les compromis inévitables que nous avons signalés. La distinction du fait et du droit serait transplantée avec tous ses défauts.

En outre les délibérations successives du jury et de la Cour entraîneraient une perte de temps énorme. Si l'on admettait le système de la commission de 1789 repris par M. Henri Giraud, ainsi que l'amendement de M. Gerville-Réache dans certains tribunaux où le nombre des affaires est considérable, la procédure ne serait pas assez rapide parce que trop compliquée.

Sans doute les partisans de ce système proposent, pour éviter des longueurs inutiles de ne faire prêter, serment aux jurés qu'une seule fois au début de la session,; de faire rester en fonctions pendant toute la journée le jury de la première affaire sauf opposition de la part du ministère public ou de la défense ; de supprimer l'acte d'accusation, la double lecture du verdict ; le vote au lieu d'avoir lieu par bulletins écrits et secrets serait verbal. Mais malgré toutes ces simplifications, nos préférences ne vont pas à cette solution

2^e *Solution*. — L'échevinage en correctionnelle nous paraît au contraire devoir produire d'excellents résultats.

Sous la direction d'un président du tribunal de première instance, des assesseurs ou échevins, en petit nombre, délibéreraient sur toutes les questions de fait et de droit, exception faite pour les questions préalables, et appliqueraient la peine de concert. Tel est le principe adopté en Suisse, en Allemagne, en Portugal, tel est le principe que nous souhaitons voir adopter en France.

Sans doute en adoptant ce système nous admettons, contrairement à ce que nous avons déclaré pour la Cour d'assises, que le magistrat prenne part à la discussion sur la matérialité et sur la culpabilité. Mais c'est afin de remédier à la perte de temps considérable qu'entraîneraient des délibérations successives. La plupart des décisions du tribunal d'échevins seront rendues après une simple délibération sur le siège et les affaires y gagneront en rapidité sans y perdre au point de vue de leur règlement équitable.

Les échevins ou assesseurs corrigeront par leur intervention la dureté professionnelle du magistrat, s'il y a lieu, et celui-ci grâce à son expérience et à sa science sera pour eux un guide exerçant une influence excellente et légitime. Echevins et juges de carrière contrebalançant réciproquement leurs tendances diverses, les sentences seraient plus conformes à la justice et à l'humanité !

L'échevinage a enfin l'avantage de supprimer la distinction arbitraire du fait et du droit que nous conserveraient les partisans du jury pur. Les résultats de cette dualité ont produit en Cour d'assises une véritable anarchie, profitons des leçons de l'expérience et n'introduisons pas dans nos institutions nouvelles ce qu'il y a de défectueux dans les anciennes.

Telle est donc la solution à laquelle nous donnerions notre approbation si le jury était introduit pour le jugement des délits. Mais il nous reste maintenant à agiter une dernière question, c'est celle de savoir si la transformation de notre juridiction correctionnelle est actuellement possible dans un sens quelconque.

A notre avis, si un changement est certainement désirable, il n'est pas actuellement possible. Oh ! nous n'irons pas chercher des raisons bien profondes pour expliquer pourquoi nous ne partageons pas l'avis d'hommes éminents, de juristes distingués ! A nos yeux la raison qui empêchera la réforme du tribunal correctionnel en le transformant en jury correctionnel, c'est que cette réforme serait impopulaire parce que pour sa réalisation il faudrait mettre à contribution et déranger un trop grand nombre de citoyens.

Par un consciencieux travail de statistique, M. H. Coulon croit pouvoir affirmer que chaque juré siégera au maximum quatre ou six jours tous les trois ans.

Mais remarquons bien tout d'abord que, d'après ce projet, une grande partie, la moitié au moins des affai-

res correctionnelles resteraient soumises aux tribunaux de première instance, et en outre, même en admettant l'exactitude absolue des chiffres apportés par M. Coulon, que de récriminations n'entendrions-nous pas de la part de ces descendants des Français qui ont fait des révolutions pour acquérir des droits qu'aujourd'hui ils n'exercent qu'en se plaignant. Il est vrai qu'avec le système de l'échevinage deux assesseurs seraient suffisants, mais du moment que l'opinion publique ne réclame pas énergiquement les améliorations réclamées par les juristes, nous pensons qu'il vaut mieux attendre encore que de risquer une réforme qui, si elle a produit de bons résultats à l'étranger, n'en produirait peut-être pas en France.

En dehors de cette objection les autres nous paraissent fort résolubles.

Le jury correctionnel serait trop indulgent, dit-on.

Il est certain que pour quelques délits des restrictions dans le genre de celles de M. Coulon seraient nécessaires pour éviter des acquittements injustifiables. Mais si l'on présente l'objection en laissant entendre que les jurés correctionnels seraient plus indulgents parce que l'intérêt social apparaît moins clairement dans les délits que dans les crimes, nous croyons qu'elle n'est pas fondée. Peut-être, pour éviter les courtes peines surtout, y aurait-il plus d'acquittement, et ce serait un bien, mais dans d'autres cas il y aurait des condamnations plus sévères, des peines plus justes. L'impunité ne serait pas augmentée. Le prévenu aurait plus de garantie, car il ne

se trouverait pas en face d'un juge trop disposé d'avance à le condamner, mais il aurait plutôt en face de lui un juge qui une fois la preuve faite, mais faite complètement, saurait quel est son devoir et sa mission. Il s'agit ici de questions de fait et non de questions de droit, l'assesseur aura à cœur de concentrer son attention sur l'affaire à juger, de se faire une conviction d'après les débats et de punir suivant sa conviction.

Si l'on introduit le jury en matière correctionnelle, dit-on encore, on supprime l'appel. Le verdict en effet est en dernier ressort et l'appel n'est possible qu'en cassation.

Nous estimons cette objection sans grande importance. Outre que la plupart du temps les appels correctionnels confirment purement et simplement les décisions de première instance, le prévenu aurait plus de garantie puisque, si l'on admettait le jury, il serait jugé par un plus grand nombre de juges.

D'ailleurs au cas où l'on admettrait le principe de l'échevinage, rien n'empêcherait de créer différents degrés. Au premier degré il y aurait deux échevins et un président magistrat, au second il y en aurait quatre ou six avec un magistrat de la Cour comme président.

En théorie donc, nous sommes partisan de la création de tribunaux correctionnels sur le modèle des tribunaux d'échevins et d'assesseurs ; en pratique nous croyons que la réforme n'aboutirait pas à des résultats heureux parce que, par ces temps de lutte ardente pour

la vie, de plus en plus on désire s'absorber dans ses occupations sans en être obligatoirement tiré pour accomplir un rôle très honorable, très noble, mais gênant. Ces considérations terre à terre ont pourtant dans la vie des peuples une importance dont le législateur ne peut se désintéresser, si la doctrine n'a pas à en tenir compte.

CONCLUSION

Duport en 1790 disait à l'Assemblée Constituante :
« Le peuple n'est pas libre quand le juge peut substituer sa volonté à celle de la loi ; c'est ainsi que je suis arrivé à la nécessité d'établir le jury. »

Nous croyons en effet que l'institution du jury loyalement pratiquée est un admirable instrument de justice, de sécurité et d'indépendance et qu'elle est la sauvegarde des libertés publiques contre le despotisme éventuel des tribunaux ou leurs faiblesses et contre les entreprises du pouvoir exécutif. Si parfois le sceptre de la Justice s'échappait des mains de ceux à qui il est habituellement confié, c'est le peuple qui le ressaisirait par la main des jurés pour montrer qu'il y a encore des juges.

Le jury a triomphé de toutes les épreuves que lui ont suscitées ses adversaires par leurs critiques ; il est entré dans nos mœurs et nous semble faire partie intégrante de nos libertés sociales parce qu'il répond aux sentiments les plus profonds, les plus forts, les plus instinctifs. Sa puissance « impersonnelle » domine toutes les autres ; elle nous paraît inaccessible à la corruption, aux influences illégitimes et même aux erreurs graves. Le jury puise son prestige et sa valeur morale

dans son indépendance et son impartialité ; étant une partie de la nation exerçant son droit de juger, il est « nous-même » et donne ainsi satisfaction aux aspirations libérales des citoyens. Aussi les jugements qui émanent de cette juridiction ont-ils plus de poids aux yeux de l'opinion publique que ceux des magistrats.

C'est pourquoi s'il est tout naturel de chercher à modifier le jury dans le sens du progrès, c'est en vain que l'on tenterait de le faire disparaître de notre législation.

Nous avons exposé les moyens par lesquels il nous semble que l'on pourrait régénérer notre Cour d'assises en faisant en temps utile des réformes plus efficaces parce que moins timides que celles qui ont précédé.

En laissant le jury, juge unique et absolu de la culpabilité des accusés on en fait un juge qui suit nécessairement l'impulsion de sa conscience et son intime conviction et qui décide en toute liberté, en apportant dans son œuvre une « fraîcheur d'impression » qui contraste avantageusement avec l'esprit méthodique qui préside aux décisions du juge professionnel.

En laissant le jury prendre part à l'application de la peine, on lui attribue non seulement le rôle de justicier, mais aussi celui de législateur. La législation d'un peuple, en effet, est variable. Suivant les progrès de la civilisation, les changements des mœurs, les modifications des idées et même les préjugés du jour, les im-

pressions se modifient, deviennent plus libérales. Le jury suivant le verdict qu'il rend modifie les peines. Expression des sentiments de ses compatriotes il arrive ainsi à établir une jurisprudence quelquefois illégale(1), mais qui devient ensuite un jour ou l'autre la loi.

Nous avons adopté un système qui réalise ces divers avantages et bientôt probablement nous le verrons mis en pratique. Le gouvernement qui a l'obligation de veiller à ce que la justice soit rendue dans les meilleures conditions possibles et qui doit par suite organiser des institutions judiciaires présentant toutes les garanties imaginables, a proposé une réforme dans le même sens que celle que nous croyons utile et elle s'accomplira facilement, sans perturbation grave, produisant des

(1) Nous ne voulons pas dire par là que dorénavant le jury pourra, appliquer et modifier souverainement les peines, mais simplement qu'à la longue il pourra adoucir certaines pénalités trop graves en usant toujours des moyens mis légalement à sa disposition pour atténuer la sanction pénale.

Il est évident, bien que ce ne soit pas mentionné dans le texte du projet de loi du Gouvernement, que lorsque les jurés connaîtront les articles du Code qu'ils auront à appliquer ils ne pourront ni descendre en dessous ni dépasser la limite des peines applicables.

Si par suite d'une confusion le jury se prononçait en majorité pour une peine inapplicable au fait déclaré constant, en ce cas, le président procéderait à un nouveau scrutin.

Mais si volontairement les jurés voulaient violer la loi en dépassant le maximum ou en n'atteignant pas le minimum, l'accusé dans le premier cas et le ministère public dans le second pourraient se pourvoir en cassation contre l'arrêt qui serait tout de même rendu bien que la peine prononcée ne fût pas applicable au crime à juger.

En résumé, les jurés pourront toujours acquitter, mais ils ne devront pas punir une infraction en dehors des prévisions de la loi.

résultats qui selon toute prévision donneront lieu à des constatations satisfaisantes. En supprimant les causes génératrices de l'opposition qui existait entre les deux éléments de la Cour d'assises et en créant entre eux une union qu'aucune rivalité d'attributions ne viendra troubler, on agira conformément aux intérêts d'une bonne et équitable justice et on supprimera définitivement ces contradictions, ces subtilités, ces dissentiements, ces mensonges qui formaient la base d'une procédure qui n'était plus faite pour les citoyens plus éclairés, plus instruits, plus perspicaces, que nous voyons maintenant venir accomplir les fonctions de jurés avec le désir ardent et légitime d'être de véritables juges, qui comprennent l'importance de leur mission et qui veulent remplir efficacement le noble rôle que leur a confié le corps social dont ils sont les délégués.

Vu :

Le Président de la thèse,
A. LE POITTEVIN.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.	VII
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

DU RÔLE DE LA COUR COMPARÉ A CELUI DU JURY DANS LE PASSÉ

CHAPITRE PREMIER. — Raisons qui ont fait adopter en Cour d'assises, la dualité d'attributions	7
CHAPITRE II. — Etude historique sur les variations du rôle de la Cour et de celui du jury	16
1 ^{re} PÉRIODE (1791 à 1808). — Séparation absolue des attribu- tions de la Cour et du jury	17
2 ^e PÉRIODE (1808 à 1832). — Extension du rôle de la Cour .	21
3 ^e PÉRIODE (1832 à nos jours). — Pénétration successive du jury dans les attributions de la Cour	27

DEUXIÈME PARTIE

DU RÔLE ACTUEL DE LA COUR COMPARÉ A CELUI DU JURY

CHAPITRE PREMIER. — Rôle de la Cour.	33
1 ^o Pendant les débats	37
2 ^o Après les débats	33
SECTION I. — <i>L'action publique est-elle recevable ?</i>	39
SECTION II. — <i>Le fait invoqué par l'accusé est-il admis comme excuse par la loi ?</i>	39

SECTION III. — <i>Des conséquences de la récidive.</i>	40
SECTION IV. — <i>De la qualification.</i>	41
SECTION V. — <i>De l'application de la peine.</i>	42
A. — Renvoi	43
B. — Absolution	43
C. — Condamnation.	44
SECTION VI. — <i>Restitutions. Dommages-intérêts. Frais.</i>	44
1 ^o Restitutions.	44
2 ^o Dommages-intérêts.	45
A. — Dommages-intérêts réclamés par l'accusé	64
B. — Dommages-intérêts réclamés par la partie civile.	47
3 ^o Frais.	49
3 ^o Contumace.	50
CHAPITRE II. — Rôle du Jury.	56
1 ^o Pendant les débats.	56
2 ^o Après les débats	59
§ 1. — Du point de fait et du point de droit.	59
§ 2. — Des preuves morales et des preuves légales	62
§ 3. — Des circonstances atténuantes.	63
CHAPITRE III. — Intervention réciproque de la Cour et du jury dans leurs rôles respectifs	69
SECTION I. — <i>Intervention de la Cour dans l'examen du fait.</i> . .	70
§ 1.	71
§ 2.	72
§ 3.	73
SECTION II. — <i>Intervention du jury dans l'application de la loi.</i> .	73
A. — Qualification	74
B. — Pénalité	76
§ 1. — De l'indication au jury des conséquences de son verdict.	77
§ 2. — Divers procédés à l'aide desquels le jury participe à l'application de la peine	79
1 ^o Réponse négative aux questions de circonstances aggravantes	80
2 ^o Admission des circonstances atténuantes.	82

3° Réponse négative sur la question principale suivie d'une réponse affirmative sur la question sub- sidaire.	84
4° Intervention du président.	86

TROISIÈME PARTIE

DU RÔLE DE LA COUR COMPARÉ A CELUI
DU JURY DANS L'AVENIR

CHAPITRE PREMIER. — <i>Transition</i>	93
CHAPITRE II. — <i>De l'Echevinage</i>	99
SECTION I. — <i>Les Tribunaux d'Echevins en Allemagne</i>	101
SECTION II. — <i>Genève. Lois du 1^{er} octobre 1890 et du 10 février 1904 réformant le Code d'Instruction pénale du 25 octobre 1884.</i>	109
1° Magistrat unique	111
2° Présence du président à la délibération sur la culpa- bilité.	112
3° Vote en commun sur l'application de la peine.	112
CHAPITRE III. — <i>De l'Assessorat</i>	114
SECTION I. — <i>L'Algérie</i>	118
1° Nature et caractère de la Cour criminelle.	120
2° Organisation de la Cour criminelle.	121
3° Application de la réforme	122
SECTION II. — <i>La Tunisie</i>	124
SECTION III. — <i>Autres Colonies</i>	125
1° Sénégal	125
2° Madagascar.	126
3° Dahomey. Cote d'Ivoire. Congo français et Guyane française	126
4° Inde française	126
5° Cambodge	127
6° Cochinchine	127
CHAPITRE IV. — <i>Différentes solutions proposées pour réorganiser la Cour d'assises</i>	131
1° Système des excuses	131

2° Circonstances très atténuantes.	132
3° Autorisation pour le jury de connaître la pénalité . .	134
4° Le jury et le sursis.	135
CHAPITRE V. — Notre système	137
SECTION I. — <i>Composition de la Cour d'assises.</i>	138
SECTION II. — <i>Le chef du jury</i>	139
SECTION III. — <i>De la culpabilité.</i>	141
§ 1. — Raisons historiques.	141
§ 2. — Raisons morales	143
SECTION IV. — <i>De la pénalité</i>	144
1 ^{er} Système.	145
2° Système.	145
3° Système	147
SECTION V. — <i>De l'action civile en Cours d'assises</i>	147
CHAPITRE VI. — Examen d'un projet de loi du gouver- nement établissant la participation du jury à l'applica- tion de la peine	150
APPENDICE. — Le Jury correctionnel	157
Critiques adressées à l'organisation correctionnelle	158
Précédents.	160
1 ^{re} Solution.	168
2° Solution	169
CONCLUSION.	175

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
